Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - Nº 14171 - 6 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 AOUT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Brusque aggravation de la tension dans le Golfe

Bagdad décide de regrouper dans des zones stratégiques les « ressortissants des nations agressives »

La décision du président Saddam Hussein, rendue publique samedi 18 août à l'aube, de retenir tous les ressortissants des « nations agressives » en détention dans des installations stratégiques civiles et militaires en Irak et au Koweït « tant que subsisterait une menace de guerre » a provoqué une vive émotion à Washington, où l'on parle ouvertement d'une véritable prise d'otages. Le président Bush, selon des sources occidentales bien informées, pourrait même être à la veille d'ordonner une intervention militaire massive contre l'Irak.

Le ministère français des affaires étrangères a convoqué samedi matin l'ambassadeur d'Irak à Paris pour lui faire part d'une « protestation indignée » devant ce « mépris délibéré des considérations humanitaires les plus élémentaires ». On se refusait à dire, samedi matin du côté français, si la France s'associerait ou non à une éventuelle opération américaine – et sans doute aussi britannique, – mais on faisait remarquer que le sort des ressortissants français retenus n'est guère plus enviable que celui des ressortissants américains et britanniques, même si le régime de Bagdad affecte d'établir une différence.

En l'espace d'une nuit, des dizaines de milliers de ressortissants occidentaux, dont les mouvements étaient jusqu'à présent limités en Irak, sont devenus des otages du gouvernement de Bagdad, qui a annoncé samedi 18 août à l'aube qu'ils seraient rassemblés dans des installations militaires et civiles stratégiques sur l'ensemble du territoire irakien et koweïtien.

« Motivé par la foi en sa mission sacrée, le peuple irakien a décidé d'être l'hôte des ressortissants de ces nations agressives tant que l'Irak serait sous la menace d'une guerre agressive », a dit le président du Parlement irakien Saadi Mahdi Saleh dans une déclaration reprise par l'agence irakienne INA.

« L'Assemblée nationale est en contact avec un certain nombre de ministères et d'institutions de l'Etat qui disposent des moyens d'hébergement nécessaires dans l'ensemble du pays, de Zakho à Al Nida (Al Ahmadi), *dont le ministère du pétrole, le ministère de l'industrie militaire, les forces armées, les bases aériennes (...) ainsi que le complexe de purification (de l'eau de mer) au Koweït et d'autres endroits »*, a poursuivi M. Mahdi Saleh. La ville de Zakho est proche de la frontière nord de l'Irak. Al Ahmadi est au Koweït, à environ 50 kilomètres au nord de la frontière saoudienne. C'est là que se trouvent les gisements pétroliers les plus riches de l'émirat.

« Ces mesures resteront en vigueur jusqu'à ce que le peuple irakien ait des garanties tangibles et suffisantes que le danger d'une agression tyrannique est passé, a-t-il ajouté. *Le peuple pacifique de l'Irak s'est rendu compte que seules ces mesures tiendraient à distance la menace de guerre et d'agression et serviraient la cause de la paix. »*

« Certains gouvernements occidentaux, surtout l'administration américaine, qui ne se sont pas ménagés pour prendre des positions hostiles et injustes vis-à-vis de l'Irak, ont soulevé la question des mesures préventives prises pour garder les ressortissants de ces pays en Irak et ont lancé une campagne mensongère », a déclaré M. Mahdi Saleh, qui a ajouté que ces gouvernements se préparaient à attaquer l'Irak et s'*« efforçaient d'affamer le peuple irakien avec une brutalité sans précédent »*.

Anticipant le tollé que soulèvera sa déclaration dans la communauté internationale, M. Mahdi Saleh a indiqué que l'Irak avait la mission sacrée de protéger son peuple contre toute attaque.

Lire la suite page 3

« Casus belli » ?

UN peu plus de deux semaines après l'invasion du Koweït par l'armée de M. Saddam Hussein, la crise du Golfe s'est brutalement aggravée. En l'espace d'une nuit, celle du vendredi 17 au samedi 18 août, des dizaines de milliers de ressortissants étrangers présents en Irak et au Koweït sont devenus les otages du régime de Bagdad, au mépris des plus élémentaires règles de droit international.

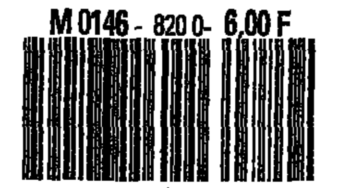
Dans un discours prononcé au nom des « lois divines et laïques », et qui restera dans les annales comme un modèle de cynisme et de mauvaise foi, le président du Parlement de Bagdad annonce tout bonnement que le « peuple pacifique » d'Irak a décidé de retenir chez lui les « ressortissants des nations agressives ». Ces « invités » seront « hébergés » dans les installations stratégiques de l'Irak et du Koweït, notamment les bases aériennes et les raffineries. Ils y resteront aussi longtemps que l'Irak n'aura pas de « preuves tangibles » des intentions pacifiques du monde à son égard.

ON raillerait le sens très particulier que les dirigeants de Bagdad ont désormais de l'hospitalité arabe, si tant de vies n'étaient – hélas – en jeu. Car les intentions de M. Saddam Hussein sont évidentes. Il s'agit bien, pour le dictateur de Bagdad, de transformer ces civils étrangers en « boucliers humains » qui seraient à leur corps défendant en première ligne en cas d'attaque américaine contre les objectifs militaires et économiques de l'Irak.

Ce qui est moins clair, ce sont l'ampleur et les « modalités » de ce rapt massif. Quelles sont les nations « agressives » visées par Bagdad ? La prise d'otages se limite-t-elle aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, comme semblait l'indiquer l'ordre de regroupement adressé la veille aux seuls citoyens américains et britanniques ? Ou bien pourrait-elle être étendue à des nationaux d'autres pays ? A partir de quand l'Irak s'estimera-t-il assez rassuré sur l'absence d'intention agressive à son égard pour mettre un terme à son odieux chantage ? Quelles sont ces « preuves tangibles » qu'il réclame ?

UNE chose est sûre en tout cas : ce nouveau coup de force irakien complique et intensifie une crise du Golfe toujours plus dangereuse. Chaque jour plus isolé et prisonnier de sa propre « stratégie de la tension », le maître de Bagdad choisit une fois de plus la fuite en avant. Résolu plus que jamais à conserver le contrôle du Koweït, il pratique la vengeance préventive et lance un défi majeur à l'Amérique en sachant pertinemment qu'elle ne peut pas *ne pas réagir*.

Comment ripostera le président Bush, qui devait prononcer samedi un discours très attendu ? A la différence de Londres, qui, dès vendredi, qualifiait M. Saddam Hussein de « hors-la-loi », Washington s'était efforcé de ne rien dramatiser. Pour M. Bush, il est vital de ne pas se laisser happer par une nouvelle crise des otages semblable à celle qui, en Iran, traumatisa l'Amérique il y a dix ans. Mais peut-il encore temporiser ?



M 0146 - 820 0- 6,00 F

Surenchère aux armes chimiques

Depuis le début de la crise du Golfe, l'arme chimique détenue par l'Irak, qui l'a déjà utilisée contre l'Iran, préoccupe tous les stratèges. La menace est soigneusement entretenue par le président Saddam Hussein : *« Nos savants et militaires ont calculé qu'elle était suffisante pour dissuader toute attaque nucléaire israélienne »*, déclarait-il récemment (*le Monde* du 10 août). L'utilisation de cette arme serait *« considérée très sérieusement »* par les Etats-Unis, rétorque la Maison Blanche. Les Etats-Unis pourraient d'ailleurs riposter *« en employant les mêmes moyens »*, a déclaré, jeudi 16 août, M. Stephen Ledogar, chef de la délégation américaine à la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève. Les responsables militaires israéliens ont confirmé leur intention de distribuer à l'ensemble de la population l'équipement nécessaire contre une attaque chimique, tandis que la presse de ce pays consacre de longs articles sur les mesures à prendre dans cette éventualité.

Le parallèle avec le nucléaire évoqué par le président irakien n'est pas innocent. Les gazés de la première guerre mondiale rejoignent, dans le subconscient populaire, les victimes d'Hiroshima. La chimie (et, plus récemment, la génétique et la bactériologie) figure, comme l'atome, au rang des épouvantails de l'ère technologique. Et, si la première bombe atomique fut beaucoup plus meurtrière que le chlore et l'ypérite des Allemands, les 3 000 morts de la catastrophe de Bhopal en Inde n'ont fait que confirmer cette crainte.

Pour les experts en polémologie, l'arme chimique devient, depuis quelques années, le « nucléaire du pauvre ». Faciles à fabriquer et à bien meilleur marché que la bombe H, mais redoutables dans ses effets, les gaz de combat présentent un aspect dissuasif certain. Surtout quand on dispose de missiles à longue portée pour expédier les têtes chimiques sur l'ennemi. Comme l'Irak et quelques autres pays en voie de développement.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 5

Le chaud et soif des campagnes

Les situations régionales sont certes contrastées mais partout la sécheresse crée des problèmes : pertes de récoltes, plantes abîmées, coûts de production en hausse

Les prairies sont en cendres, les vaches se rapent le museau sur des paillassons, les maïs ont eu si chaud qu'ils en ont oublié de sortir leurs épis, les fruits et les légumes succombent aux coups de soleil, les pruniers et les pommiers perdent leurs feuilles, les litanies des agriculteurs se ramassent à la pelle dans le sud de la France, qui commence cette année, sécheresse et canicule obligent, dès le Poitou.

Pour la seconde année consécutive, les campagnes françaises ont donc attrapé un « chaud et soif », bien mal soigné par les énormes grêlons qui ont haché menu les vergers et les champs de tournesols du Lot-et-Garonne en début de semaine. Habitués des intempéries, les exploitants agricoles n'en demeurent pas moins inquiets devant ce temps sec à répétition qui donne à chaque été une petite couleur de drame ensoleillé.

Les bilans provisoires de la saison 1990 montrent cependant des situations contrastées. Tout n'est pas noir et mort cette année dans les champs, tant est diverse l'agriculture française et variable le climat du Nord au Midi. Selon le ministère de la rue de Varenne, les céréales à paille (blé, orge et escourgeon) obtiendraient même des résultats très satisfaisants, avec pour le blé tendre un rendement record de 65 quintaux à l'hectare, du jamais vu depuis 1984. Les organisations professionnelles ont tendance à rabattre cet optimisme en soulignant la grande hétérogénéité des récoltes. Belles dans le Nord et l'Est, irrégulières dans le Centre, elles sont nettement moins abondantes au sud de la Loire. Si la Beauce et le Poitou ont limité les dégâts, ce fut au prix d'arrosages inhabituels des blés pendant les mois de mars et d'avril. Selon le ministère de l'agriculture, la récolte de blé tendre devrait cependant progresser de 2 % pour atteindre 31,2 millions de tonnes, le plus gros volume des six dernières campagnes.

Les inquiétudes les plus sérieuses portent sur le maïs, qui *« perd des quintaux tous les jours »*. Mis en garde par l'hiver sec et le manque d'eau, les agriculteurs ont pourtant réduit de 300 000 hectares les surfaces consacrées au « nain jaune », réputé pour ses gros besoins hydriques. L'arbitrage des cultures s'est opéré en faveur du tournesol (+ 200 000 hectares), du sorgho (+ 50 000 hectares) et des protéagineux (+ 70 000 hectares) principalement. En Lot-et-Garonne, on a ainsi économisé 19 millions de mètres cubes d'eau par le seul transfert de culture du maïs au tournesol.

ÉRIC FOTTORINO

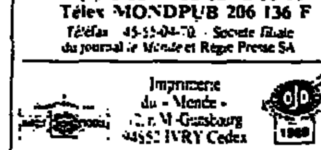
Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH; Tunisie, 700 m , Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ».
Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises.
« Association Beuve-Méry »,
M. André Fontaine, gérant.





Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Le Monde
Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

DÉBATS

La crise du Golfe

Un nouveau chapitre d'histoire

par Pierre Dabezies

LA stratégie est fille de la politique, et non l'inverse. On l'a parfois oublié au cours des années passées, dans la mesure où la confrontation Est-Ouest mettait au premier rang, par son ampleur, les problèmes de sécurité. On l'oublie souvent lorsqu'un événement dramatique crève l'écran, qu'il faut, sans recul, gérer d'urgence : la menace est là. On ne saurait tergiverser sans démissionner, l'opinion publique doit être saisie à vif, les médias sont polarisés, la machine militaire se met en marche. Bref, le «projet politique» dans son ensemble est réduit à sa dimension immédiate, la réalité, du même coup, étant à l'occasion simplifiée. Ainsi part-on en croisade.

Certes, pour ce qui concerne l'Irak, le droit a été gravement violé et l'on ne peut permettre à un dictateur de viser la maitrise de champs pétrolifères dont dépend largement l'équilibre du monde. L'équilibre des riches, s'entend, mais également celui des pauvres, plus sensibles que quiconque aux renchérissements de l'énergie et demandeurs d'une aide que seules des économies florissantes peuvent leur dispenser. Pas davantage ne peut-on laisser, sans réagir, s'enclancher un engrenage susceptible, à terme, de mettre en cause l'existence d'Israël et gros de périls, par suite d'une déflagration dont nul n'est capable de prévoir, à l'heure des armes modernes, où elle peut mener.

Comme le montrent, cependant, les querelles byzantines, dont l'embargo et le blocus sont l'objet, il est clair que le droit international est, pour le moins, partiel et imparfait . Il se fonde parfois sur des acquis d'un autre âge et, à ce titre, il est loin de recueillir l'assentiment général. Deux poids, deux mesures, selon que vous serez puissant ou misérable... Même sans recourir à des parallèles toujours discutables et pour s'en tenir au théâtre moyen-oriental, force est d'admettre non seulement que Saddam Hussein n'est pas le premier à violer la légalité, mais que le Golfe, ses frontières, ses émirats et ses débouchés constituent un foyer d'injustice et d'instabilité que l'action en cours, pas plus que ses imprécations et la bonne conscience qui l'accompagnent, ne sauraient effacer.

La fin du carcan bipolaire

La crise actuelle est révélatrice de la mutation que le monde connait et vient à point nommé pour permettre de la mesurer. Changement majeur, la disparition de la confrontation Est-Ouest l'a tout naturellement emporté, au cours des mois passés sur la scène mondiale comme dans les esprits, tandis que les menaces éventuelles venues du Sud étaient surtout vues sous l'angle de l'immigration et du tourisme par des gens en quête d'un nouvel ennemi, sans toujours être replacées dans leur nouveau cadre stratégique.

Or, la novation commune à l'axe Est-Ouest, comme à l'axe Nord-Sud, c'est la fin des blocs, renforcée par l'effondrement du communisme. Le carcan bipolaire, qui donnait jusqu'ici au jeu international une certaine cohérence, préservait les «sanctuaires» et limitait les dégâts dans les zones à haut intérêt pour les grandes puissances, disparait aujourd'hui, en laissant en quelque sorte un monde destructuré.

S'il faut donc se réjouir de cette «grande première» que constitue le ralliement de l'URSS – fût-il assorti de nuances – à la thèse quasi unanime de la résistance à Saddam Husseim, il faut réaliser qu'en cas de «clash», via la Jordanie par exemple, les mécanismes de modération bipolaires tels qu'ils ont fonctionné lors de la guerre du Kippour notamment, risquent de manquer.

Certes, l'Amérique est là, gendarme désigné avec laquelle nul, ponctuellement, ne peut prétendre rivaliser. Mais outre que ses adversaires éventuels – en l'occurence l'Irak – n'ont plus de mentors pour les fasciner, ses marges d'action sont étroites. Non seulement elle ne peut tout faire et jouer en permanence les pompiers sur une scène appelée à devenir de plus en plus multipolaire, mais le monopole même qui lui revient dans l'état actuel des choses est lourd de dangers. Sans doute, la multipolarité conduit-elle à des divisions dont rien n'empêchera de jouer. Il suffit de regarder aujourd'hui le monde arabe pour en être persuadé. En contrepoint, cependant, l'effervescence populaire perceptible tout au long de l'arc islamique suggère que le vide laissé par l'idéologie communiste ne sera pas de tout repos pour les nantis, les Etats-Unis en premier.

C'est dans cette perspective globale que l'intervention dans le Golfe doit être replacée. Parer au plus pressé, soit! Dans le contexte démographique que l'on connait, toutefois, qu'aucune structure ne tend plus à stabiliser, comment faire face à l'avenir aux effets imprévisibles de tant de nationalismes exacerbés, de revendications et de haine, que la contradiction criante entre l'opulence et la pauvreté ne peuvent manquer de susciter.

L'embargo, l'arme préférable

Ainsi, l'opération du golfe ouvre un nouveau chapitre d'histoire qu'on ne peut comparer ni au concert européen du siècle passé, ni au règne d'Hitler, n'en déplaise aux références multiples faites aujourd'hui à ce dernier, ni à l'ordre plus récemment créé par la toute puissance des deux grands. Opération unique dans la mesure où elle est à la fois sous-tendue par un conseil de sécurité quasi-unanime, et menée, sans le contrepoids de l'Union Soviétique, par les Etats-Unis. Encore peut-on se demander s'il est bon que le monopole de la police mondiale revienne de fait à ceux-ci, dans quelle mesure l'ONU est susceptible, à terme, de prendre leur relai et jusqu'à quel point peut jouer une solidarité aujourd'hui cimentée par l'ordre et le droit, mais qui doit se garder de conduire à une lutte Nord-Sud caractérisée.

Pour en revenir, dans cette problématique renouvelée, à la présente crise, on est tenté de penser, en premier lieu, que les contorsions de Saddam Hussein indiquent qu'il est coincé. Sans doute n'a-t-il pas eu l'intention de s'en prendre de si tôt à l'Arabie Saoudite, sachant qu'il risquait là les foudres de l'Amérique. Celle-ci ayant, cependant, par CIA interposée, plus ou moins feint de croire que tel était son projet, voilà son premier pas, le Koweït, transformé en faux pas. D'où ses échappatoires : donc l'annonce lénifiante, d'abord d'un retrait, la menace d'un embrasement de l'islam, enfin la parade en s'entendant avec l'Iran.

La solidarité autour de la résolution de l'ONU jouant, c'est à l'évidence l'embargo – fût-il par certains biais blocus-qui semble l'arme politiquement la moins nocive et par suite l'arme préférable, d'autant qu'il est clair que l'Iran est prêt à profiter de l'aubaine qui lui est offerte, mais non à se lier à son ancien adversaire au point de le sauver.

Cette solution, la plus raisonnable, comporte, notamment avec Akaba, le risque catastrophique d'un dérapage jordanien qui explique sans doute, le voyage du roi Hussein aux Etats-Unis. Elle comporte aussi le risque d'un enlisement, au cas où les stocks alimentaires irakiens auraient été ces derniers mois renouvelés, comme il en avait été question, ce que personne à vrai dire ne sait et dont personne, s'il y a contribué, n'osera aujourd'hui se vanter.

En pareille hypothèse, le consensus peut évidement se déliter progressivement, la hausse du pétrole, probable en tout état de cause, poussant les uns ou les autres à tirer argument de leurs difficultés pour reprendre leur liberté, en laissant du même coup apparaitre le front du refus constitué à l'ONU comme d'essence occidentale. A fortiori, en serait-il ainsi, en dépit des contingents hétéroclites rassemblés en Arabie si la guerre survenait. Aussi bien, est-ce ce qu'il faut à tous égards s'efforcer d'éviter.

Se pose dès lors le problème de l'ONU et de l'influence, en la circonstance, des pays modérés, dont la France. L'ONU, dont on voit mal encore comment elle pourrait concrètement jouer sur le terrain un rôle qui permettrait en quelque sorte de «désaméricaniser» l'entreprise en cours, l'Europe et la France, dont le poids si limité aujourd'hui doit être à l'avenir croissant. On rejoint là le problème de l'OTAN...

La France dans la nouvelle donne

Il serait trop long d'épiloguer, mais il est certain que de par leur histoire, leurs attaches, leur culture, leurs immigrés et pour certains, leurs relations avec le Maghreb et la Méditerranée, les peuples européens, la France en particulier, font partie de la nouvelle donne qui doit aider le monde, non pas à s'aligner, mais à se stabiliser.

Reste encore deux points qui méritent au passage d'être évoqués . Point général : autant le désarmement constitue ue clé pour l'avenir de l'Europe, autant il saute aux yeux qu'il ne peut dépasser, compte tenu du contexte mondial, un stade au-delà duquel paradoxalement, les plus forts en théorie cesseraient de pouvoir assurer en fait, leur sécurité. Un certain nombre de réflexions récentes vont donc devoir être, à cet égard, révisées.

Point particulier : La France traditionnellement écartelée entre sa vocation maritime et sa vocation terrienne, parait appelée à privilégier – une fois n'est pas coutume, – la première et à «dégraisser», pour employer le jargon, la seconde, ce qui, à l'heure nucléaire, aurait pu, d'ailleurs, être déjà fait. A ce titre, le sort des futurs porte-avions risque d'être positivement scellé.

► Pierre Dabezies est professeur de relations internationales à Paris-I et président de la Fondation pour les études de défense.

Un énorme fantasme

par Daniel Sibony

LA crise du Golfe, comme tout événement traumatique, nous en apprend beaucoup, presque trop, plus qu'on n'en voudrait savoir.

Certes, il n'est pas gai de s'être fait avoir pendant des années par un chef d'Etat, qui ne s'est pas improvisé dictateur pervers du jour au lendemain. Cela interroge les Occidentaux sur ce qu'ils font quand ils ne font que vendre des armes tout en causant aimablement progrès social et bien du peuple alors que l'essentiel manque : un minimum d'égards pour l'homme...

Mais cela passe presque au second plan devant le pot aux roses qui se révèle : le distinguo n'est même plus entre intégrisme laïc et intégrisme religieux, puisque l'un et l'autre paraissent soudain interchangeables, par un simple effet de discours – imposteur, mais opérant. Voir les appels de Saddam à l'Iran, et à... libérer les lieux saints d'Arabie.

Ces deux intégrismes paraissent procéder, bifurquer à partir d'une même racine, qui est une sorte d'intégrisme familial : c'est l'idée de la nation, de l'Ouma, de la Matrie (oum = mère en arabe), idée sans cesse démentie par les faits, mais très tenace, individuellement et politiquement. Individuellement : c'est, en gros, l'idée que les frères peuvent battre la sœur parce qu'elle est « sortie » avec un étranger, et ce, sans que la justice vienne s'en mêler vu que c'est... une histoire de famille. Politiquement : on doit pouvoir confisquer un Etat – le frère le plus actif le mettrait dans sa poche – sans que les instances légales, « étrangères » donc, viennent s'en mêler.

On aimerait dire : « Chiche, pourquoi pas ? » Mais c'est que ladite famille et lesdits Etats ne vivent pas en autarcie ; ils vivent parmi les autres familles, parmi les nations, ce qui exige des références symboliques non purement familiales, non réduites à l'ombilic de la grande Matrie.

On voit que la perversion de Saddam (qui, comme toute perversion, veut fonder sa propre loi, l'incarner, la passer à l'acte), cette perversion prend place dans un fantasme plus vaste, qu'il n'est pas seul à caresser – ce fantasme est assez répandu parmi les masses du monde arabo-musulman sous forme de mythe ou d'idéal, ou sous forme de programme : être tous frères d'une même famille centrée sur la Mère (la Mère-langue-religion-terre... arabe), sans immixtion de l'« autre » ; sans « père » : car, si père il y a, quand il meurt, les fils deviennent des pères, et fini la fraternité.

Elle est d'ailleurs réfutée dans les faits, mais pas complètement : ils se haïssent et se déchirent comme des frères impuissants à devenir pères et à sortir de la famille, tous ces braves chefs d'Etat ; à l'image de bien des fils névrotiques, que la famille d'origine rattrape toujours et dont elle châtre l'indépendance velléitaire.

On a, donc, une radiographie aveuglante de l'intégrisme familial, qui consiste à vouloir passer à l'acte ce fantasme. Et, comme on enrage d'y échouer, on incrimine l'étranger à la famille, l'étranger tout court. C'est l'obsession de Saddam et de ceux qu'il séduit parmi les foules de l'Ouma. L'étranger honni, ce sont les Etats-Unis, le plus fort des étrangers, celui que beaucoup détestent parce qu'ils échouent à lui ressembler ; mais il vient, tout de même, derrière un autre « étranger », Israël, le gêneur essentiel, une vraie tare génétique pour ladite famile, puisqu'elle le trouve dans sa propre origine, dans son discours fondateur : expurger le Coran de ses allusions à Israël et de ses emprunts à son héritage, ce serait le rendre inconsistant, ce serait dissoudre tout le génome de la Famille.

La fameuse unité arabe et l'ombilic de la Matrie, c'est le même fantasme. Et Saddam veut l'incarner, le passer à l'acte ; alors que l'origine n'est féconde qu'en pensée. La passer au réel, c'est vouloir incarner le mythe d'unité qui la fonde, d'unité et d'invariance : la tradition devient alors une origine perpétuée, figée, totalisante ; elle avale tout pour ne pas changer. Elle ne supporte pas d'« autre ». Le coup de force de Saddam ne laissait qu'une alternative aux arabo-musulmans : ou bien la folie familiale sans référence extérieur, sans « étrangers », ou bien le recours aux tiers, donc aux étrangers à la Famille. Ce n'est donc pas parce que les Américains sont arrivés que ça s'est gâté, c'est parce que la grande Famille a refusé de devenir folle (en excluant le recours aux tiers). C'est intrinsèquement que la Matrie ne pouvait résoudre le problème : elle est partout tiraillée entre le vœu de s'occidentaliser et le vœu pieux de la tradition intégrale, intégriste.

Et si c'était devant l'émergence de ce fantasme originaire, devant sa mise à nu massive, que le monde se trouve soudain saisi de peur ? L'Occident est comme fasciné devant ce fantasme mis à nu, qui défie toute réalité. C'est qu'on est très fasciné à la vue de ce que, soi-même, on refoule mal : et le refoulé totalitaire de l'Occident n'est pas si loin (en France, Le Pen, qui en bat le rappel, appuie Saddam « en toute innocence »...). Est-ce cette fascination qui explique l'empêtrement technologique occidental, qui confine au symptôme ? Tout se passe comme si la technique n'avait été développée que pour elle-même et pas pour un usage précis, économe, rigoureux, qu'elle permet quelquefois.

De fait, chacun a compris l'enjeu. C'est plus que de sauver un minimum de droit. Si l'Irak gagne au Koweït, la guerre allumera bien des frontières : partout où deux Etats voisins croiront pouvoir l'emporter l'un sur l'autre, ils s'engageront dans une course folle aux armements (les marchands seront débordés), mais la dissuasion, la peur, la violence seront partout ; ce sera la nouvelle forme de la guerre mondiale : la guerre partout dans le monde. Les ressources des pays pauvres y passeront, à vouloir manger le voisin, faute d'avoir autre chose à manger.

Cette affaire est un vrai drame pour bien des arabo-musulmans. N'est-ce pas un signe de grande détresse que d'en être réduit à avoir pour héros un Hitler miniature ? Quand, jusqu'ici, on s'est drapé de révolution, de « lutte anti-impérialiste », avec idées de gauche ou socialistes (quel effondrement d'étiquettes...). Et ceux qui, en Europe, ne demandent qu'à vivre ? Si « chez eux », notamment dans le discours pro-irakien, on développe une telle horreur de l'étranger, au point d'en séquestrer en passant plusieurs milliers d'innocents, ils risquent, eux, en tant qu'immigrés en Europe, d'être la cible des xénophobes, qui ont la même maladie de l'origine que celle évoquée plus haut.

Plutôt que de dénoncer, nous devons pouvoir aider ces personnes, car l'impasse qu'elles affrontent, chacun de nous a à la vivre pour advenir et pour dépasser l'admiration bête et béate du névrosé pour le pervers qui passe à l'acte.

► Daniel Sibony est mathématicien et psychanalyste.

TRAIT LIBRE

La crise du Golfe et les menaces contre les ressortissants étrangers

Le Conseil de sécurité demande à M. Perez de Cuellar de prendre les « mesures nécessaires »

A Washington, on se refuse toujours à les appeler des « otages ». Pourtant, tard dans la nuit de vendredi 17 à samedi 18 août, l'Irak a annoncé que tous les ressortissants des pays « agresseurs » seront détenus tant que le danger de guerre existera, suscitant une mobilisation sans précédent aux Nations unies. Washington pourrait être amené à demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

NATIONS UNIES (New-York)

correspondance

L'inquiétude pour les ressortissants américains et britanniques s'était aggravée vendredi à la suite de rapports selon lesquels trente-cinq Américains, dont trois femmes, trois enfants et un nouveau-né, qui se trouvaient à l'hôtel Al Rachid de Bagdad, avaient été déplacés par les autorités.

Les diplomates américains en poste à Bagdad n'ont pas été autorisés à les rencontrer. Selon des informations, ces Américains auraient été répartis dans plusieurs sites militaires et industriels des environs de Bagdad. Un haut fonctionnaire américain a indiqué aux journalistes à New York que si les détails de la détention des Américains se précisaient, Washington demanderait la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies dans les quarante-huit heures.

Quelques heures avant la déclaration de Bagdad, le Conseil s'était réuni d'urgence pour des consultations sur le sort de plus d'un million d'étrangers qui se trouvent actuellement en Irak et au Koweït. Tous les membres du Conseil ont exprimé leur *« profonde inquiétude »* et demandé au secrétaire général de prendre les *« mesures nécessaires »* à cet égard. L'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, a exprimé les inquiétudes de Washington sur la fermeture annoncée par Bagdad de toutes les ambassades au Koweït à partir du 24 août. L'ambassadeur britannique a qualifié les actions de M. Saddam Hussein de *« plus grand brigandage de l'Histoire »*.

L'activité diplomatique s'est intensifiée vendredi à l'ONU. En dehors de la réunion du Conseil sur les ressortissants étrangers, ses membres se sont retrouvés deux fois dans la soirée. Le comité de vérification des sanctions contre l'Irak a étudié le rapport intérimaire de M. Perez de Cuellar sur l'application de la Résolution 661 demandant à tous les membres de respecter les sanctions. Les rapports de trente-cinq membres, dont les Douze, ont déjà été soumis au comité. D'après des diplomates proches du Conseil de sécurité, tous les membres de l'ONU, à l'exception de la Jordanie, ont respecté la résolution.

Réunion « historique »

La troisième réunion informelle du Conseil a rassemblé les cinq membres permanents, qui se sont rencontrés à la Mission française. A cette réunion, qualifiée d' *« historique »* par l'ambassadeur américain, participaient également les représentants des Cinq au sein du comité d'état-major de l'ONU. M. Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France, chargé de la coordination des affaires des membres permanents, a expliqué que ces consultations avaient pour objectif *« un échange d'informations »*. D'après les diplomates, le problème de fond est de savoir si les Etats-Unis ont le droit d'imposer un blocus naval sans une résolution du Conseil de sécurité. M. Perez de Cuellar, qui se trouve actuellement à Lima, a toujours insisté sur le fait qu'une autre résolution du Conseil était nécessaire.

Les Américains affirment que les manœuvres militaires dans le Golfe ne constituent pas un blocus, mais, comme devait l'indiquer ce haut fonctionnaire américain à New York, une opération d'*« interception »* ou d'*« interdiction »*. Il a aussi expliqué que les membres permanents du Conseil n'avaient pas formulé d'objection à la présence militaire américaine dans le Golfe, mais avaient demandé *« des clarifications sur la position américaine »*. C'est le représentant militaire soviétique qui préside le comité d'état-major en août. Son rôle exact n'est pas encore défini mais, d'après les Américains, la formation de forces multinationales sous le drapeau de l'ONU est *« très improbable »* pour le moment.

AFSANE BASSIR POUR

Indignation aux Etats-Unis

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Dès la nouvelle de la décision du gouvernement irakien de retenir en détention des centaines de ressortissants américains en Irak connue, la colère est montée d'un cran vendredi 17 août au soir à Washington. Si le département d'Etat se refusait encore à tout commentaire, journalistes et parlementaires, intervenant à la télévision, parlaient ouvertement d'une véritable prise d'otages.

Celle-ci peut avoir des conséquences très importantes. Le président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, M. Les Aspin, expliquait, tard dans la nuit de vendredi à samedi, que jusqu'à présent, le public américain n'était pas partisan d'une intervention armée contre le Koweït ou l'Irak : il ne souhaite pas que l'action des forces américaines dans le Golfe aille au-delà de la dissuasion, de la défense de l'Arabie saoudite et de la mise en œuvre de l'embargo à l'encontre de l'Irak.

« Cependant, si les otages américains devaient être victimes du moindre mauvais traitement, a poursuivi M. Aspin, *alors l'opinion publique appellerait, sans la moindre réserve, à une intervention des forces américaines. »* D'autres commentateurs voyaient dans la décision irakienne un geste *« désespéré »* témoignant de l'efficacité des sanctions et de la politique suivie par le président George Bush. Si l'affaire des otages devait se préciser, il est probable que ce dernier ferait tout pour ne pas se trouver prisonnier de la situation d'attente et de chantage – limitant la marge de manœuvre des Etats-Unis – qui fut celle du président Carter, il y a dix ans, durant la crise des otages de Téhéran. La chaîne ABC croyait savoir que M. Bush s'apprêtait à faire, samedi, une déclaration solennelle au sujet des ressortissants américains en Irak et, notamment de trente-cinq d'entre eux dont on est sans nouvelles depuis vingt-quatre heures.

Jusqu'à présent, les autorités américaines ont gardé un profil extrêmement discret dans cette affaire. Elles se sont gardées de dramatiser, de peur d'entrer dans le jeu irakien et de « valoriser » les otages potentiels que représentaient les Américains résidents en Irak et au Koweït. Mais, en annonçant publiquement la décision de Bagdad de garder prisonniers tous les *« ressortissants des pays agressifs »*, le président du Parlement irakien force le gouvernement américain à réagir à cette nouvelle donne de la crise du Golfe.

ALAIN FRACHON

Le regroupement dans des zones stratégiques

Suite de la première page

« Tout ce qui favorise en fin de compte cet objectif noble, humain et juste, revêt une forte légitimité, ce qui est la substance des lois divines, laïques et internationales », a-t-il affirmé en demandant à *« toutes les personnes honorables dans le monde »* de contraindre les Etats-Unis et leurs alliés à mettre fin à ce qu'il a appelé leurs *« politiques tyranniques »*.

La décision de retenir tous les ressortissants étrangers des pays hostiles à l'Irak a été prise après une réunion conjointe du Conseil du commandement de la révolution (CCR) irakienne et du commandement du parti Baas, présidée par M. Saddam Hussein. Elle paraît confirmer la crainte des capitales occidentales que les milliers d'étrangers bloqués en Irak et au Koweït depuis l'invasion irakienne de l'émirat soient utilisés par Bagdad comme boucliers humains.

M. Dumas : « Une situation scandaleuse »

Se voulant rassurant, M. Abdel Razzak Al Hachimi, l'ambassadeur d'Irak en France, avait affirmé vendredi soir, sans rire, à la télévision française que la volonté de rassembler les ressortissants étrangers dans un grand hôtel à Koweït était motivée par le souci de leur sécurité, *« compte tenu des circonstances et en raison des risques de guerre »*. Il n'était apparemment pas au courant de la décision des instances irakiennes de se servir de ces *« invités »* comme boucliers humains.

Vendredi soir, la chaîne de télévision américaine CBS rapportait que les trente-cinq Américains qui étaient détenus dans un hôtel de Bagdad avaient peut-être été emmenés dans des zones militaires où se trouvent des usines de munitions et d'armes chimiques qui pourraient être des cibles de l'aviation américaine en cas de conflit armé avec l'Irak.

Dans une interview au quotidien libanais *Al Nahar*, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, estime que la *« situation scandaleuse »* des étrangers empêchés de quitter l'Irak et le Koweït *« doit prendre fin, et sans autre délai »*. Le ministre a souligné que la force navale envoyée par la France dans le Golfe pour participer à l'action de dissuasion pourrait aussi *« faciliter l'évacuation »* de ses ressortissants, mais que d'*« autres modalités, par terre ou par air, seraient sans doute plus efficaces pour une évacuation concernant près de cinq cents ressortissants français, outre tous les autres également retenus, car leur sort est commun »*.



« Je crains que nous ne puissions accepter des otages sans réservations. »
(« The Times » du 18 août.)

Vendredi matin, l'ambassadeur d'Irak en France a été convoqué au ministère des affaires étgrangères pour y recevoir une *« protestation indignée »* de Paris au sujet des ressortissants occidentaux empêchés de quitter l'Irak. Le ministère français souhaite vérifier l'exactitude des informations selon lesquelles les ressortissants des pays *« hostiles »* à l'Irak seront rassemblés dans des installations stratégiques civiles et militaires, tant que subsistera une menace de guerre. – *(AFP, Reuter.)*

Selon le Quai d'Orsay

560 Français sont bloqués en Irak et au Koweït

Il y a actuellement 560 ressortissants français bloqués en Irak et au Koweït, selon les dernières indications recueillies vendredi 17 août par le ministère des affaires étrangères. Il y a une semaine, Paris avait fait état de la présence de 480 Français dans ces deux pays. Cette modification s'explique par le fait que le Quai d'Orsay a inclus cette fois-ci le personnel diplomatique et administratif de ses deux ambassades et a pu affiner ses listes, en particulier en ce qui concerne les personnes qui étaient de passage dans les deux pays.

Selon les derniers pointages, datant du 16 août, il y a en Irak 290 Français dont 218 résidents (sur environ 600 en temps normal, c'est-à-dire hors de la période de vacances), soit 109 hommes, 63 femmes et 46 enfants. A ceux-ci s'ajoutent 51 personnes de passage ou en transit (24 hommes, 15 femmes et 12 enfants), plus le personnel de l'ambassade et leurs familles, soit 21 personnes.

Au Koweït, on a décompté 270 Français : 146 résidents (sur 450 en temps normal), soit 118 hommes, 17 femmes et 11 enfants, auxquels s'ajoutent 95 Français de passage (69 hommes, 18 femmes et 8 enfants), plus 29 personnes dépendant de l'ambassade de France.

Le Quai d'Orsay a d'autre part confirmé qu'une Française avait pu quitter l'Irak par la Jordanie le 15 août. Il n'a pas précisé son identité. Cela porte à 11 le nombre de Français qui ont fui Bagdad depuis l'invasion du Koweït, le 2 août.

Plus de deux millions d'étrangers sont toujours retenus

Quinze jours après l'invasion du Koweït, plus de deux millions de ressortissants étrangers se trouvent toujours en Irak et dans l'émirat. La plupart d'entre eux sont bloqués à Bagdad. Voici les dernières estimations, en fonction des informations – fragmentaires – qui sont disponibles :

	KOWEIT		IRAK
France	290		270
Autriche	70		70
Australie		150	
Bulgarie		5 000	
Chypre	30		10
Danemark	80		15
Belgique	20		40
Espagne	100		120
Etats-Unis	2.500		600
Finlande	20		20
Grande-Bretagne	4 000		700
Grèce	200		40
Irlande	50		300
Italie	150		330
Luxembourg	3		1
Nouvelle-Zélande	10		20
Pays-Bas	80		150
Pologne		5 000	
RFA	inconnu		550
Suède	100		40
Suisse	50		70
Tchécoslovaquie	120		350
Turquie		60 000	
URSS	880		7 800
Yougoslavie		12 000	
Egypte	150 000		1 000 000
Palestiniens	300 000		170 000
Iran		130 000	
Inde	172 000		10 000
Pakistan	90 000		10 000
Sri-Lanka	100 000		inconnu
Bangladesh	70 000		15 000
Philippines	45 000		5 000
Maroc	6 000		30 000
Thaïlande	7 000		inconnu
Chine	plusieurs milliers		inconnu
Tunisie	2 000		2 000
Corée du Sud	650		730
Japon	280		230
Brésil	inconnu		450
Malaisie	298		17
Taïwan	150		inconnu
Hongkong		20	

La position « intenable » des Arabes américains

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« La pire des choses qui pourrait arriver aux Arabes américains serait de voir leur pays en guerre avec leur peuple ». Porte-parole et directeur adjoint de la National Association of Arab American (NAAA), une des plus importantes associations d'Arabes américains, Khalil Jahshan fait part d'un sentiment largement partagé. *« Appelez cela comme vous voudrez, conflit de loyauté, déchirement, identité éclatée »*, dit-il, le résultat est là : la crise du Golfe a provoqué un sérieux malaise chez les deux millions et demi d'Arabes américains.

Si les réactions à l'envoi de troupes américaines sont aujourd'hui diverses, aussi hétérogènes que l'est la communauté, la condamnation de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier, a été quasi unanime. Du moins est-ce vrai pour les organisations qui se font les porte-parole des Arabes américains. Comme les autres, la NAAA, explique Khalil Jahshan, *« a publié un communiqué dénonçant le coup de force irakien »*. Elle a appelé à un retrait immédiat des troupes de Bagdad et à un retour au *statu quo ante*.

C'est la *« ligne officielle »*. En privé, les commentaires sont moins catégoriques. On trouverait peu de complaisance pour la dictature irakienne, certes, mais peu de sympathies aussi pour le Koweït et, quelquefois, une certaine satisfaction qu'un coup ait été porté à un émirat dont l'existence était perçue comme une séquelle artificielle de la période coloniale.

Flot de critiques

Etudiant en électronique, chauffeur de taxi durant l'été, Thomas Summakié, d'origine syrienne, dénonce l'ignorance de ses compatriotes pour tout ce qui touche au Proche-Orient : *« Comment leur faire comprendre que le monde arabe, c'est un peu comme les Etats-Unis. Si un des Etats de l'union, un petit Etat de l'Ouest, avait tout le pétrole et se refusait à le distribuer à la Côte est, est-ce que le gouvernement fédéral laisserait faire ? »*

La communauté s'est trouvée plus directement impliquée une semaine plus tard, au moment de l'envoi des troupes américaines dans le Golfe. Là encore, les principales organisations ont suivi le gouvernement. *« On a soutenu les résolutions de la Ligue arabe au Caire, donc l'envoi d'une force multinationale pour défendre un pays menacé, l'Arabie saoudite, qui se trouvait être de surcroît un allié des Etats-Unis »*, rapporte Khalil Jahshan. *« C'était tout simplement une question de principe,* dit-il, *puisque nous ne cessons, à propos d'autres situations* (la Cisjordanie et la bande de Gaza, par exemple) *de souligner l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force. »*

Seulement, les responsables reconnaissent que cette dernière prise de position n'est pas bien « passée ». Ils ont essuyé un flot de critiques venant d'une base souvent opposée à l'expédition américaine contre un pays arabe : *« Je ne dirai pas que c'est une majorité, mais sans doute pas loin de 40 % de nos membres »*, dit le porte-parole de la NAAA.

James Sogby, un des dirigeants de l'Arab American Institute, explique que l'opposition à l'opération « Bouclier du désert » dépend de facteurs compliqués. Elle est forte chez les immigrants de fraîche date et d'origine palestinienne. Elle est faible chez les originaires d'Irak (souvent des opposants qui ont fui le régime de Bagdad), d'Egypte ou de Syrie, et encore plus faible chez la deuxième génération d'immigrants, quand l'assimilation est très avancée – *« Vous trouvez des Arabes américains républicains qui soutiennent le président Bush à 100 %* (1). *»*

Quand James Sogby observe que les Etats-Unis doivent améliorer leur position politique dans cette affaire, il met le doigt sur une partie du malaise arabe américain. *« Face à Saddam Hussein,* explique-t-il, *l'Amérique doit renforcer sa crédibilité dans le monde arabe en prenant des positions avancées sur la question palestinienne. Elle doit aussi être plus soucieuse de situer son intervention dans un cadre international – là encore, pour ne pas permettre au régime irakien de se présenter dans le monde arabe comme la victime d'une guerre américaine. »*

Le porte-parole évoque avec effroi la perspective d'une confrontation armée entre troupes américaines et irakiennes. La guerre placerait la communauté dans une position intenable. Déjà, des incidents anti-arabes – marginaux – ont eu lieu aux Etats-Unis, rapportent MM. Jahshan et Sogby : ici un commerçant passé à tabac, là un cocktail Molotov contre une permanence d'une organisation communautaire, ou encore des coups de téléphone injurieux.

Al. F.

(1) Selon la NAAA, la communauté des Arabes américains est dominée par les immigrants d'origines libanaise et syrienne. Viennent ensuite les « Egyptiens » (7 %), les « Irakiens » (7 % aussi), puis les « Jordaniens » et les « Palestiniens » (5 % ensemble).

LA CRISE DU GOLFE

Le président égyptien : « Il est encore temps d'éviter un bain de sang »

L'engagement militaire des Etats-Unis en Arabie saoudite est un engagement *« à long terme »*, a déclaré, vendredi 17 août le secrétaire américain à la Défense, qui a ajouté : *« Où nous en serons dans un an ou deux ? Je ne voudrais pas spéculer. »* M. Cheney, qui se rendait en Arabie saoudite, doit également visiter Oman et les Emirats arabes unis.

En Egypte, le président Moubarak a exhorté vendredi l'Irak à trouver une solution pacifique à la crise du Golfe avant qu'il ne soit trop tard. *« Il est encore temps. Je demande à l'Irak de répondre à la voix de la paix afin d'éviter l'affrontement et le bain de sang qui pourraient sanctionner son obstination »*, a déclaré le raïs après avoir rencontré les représentants de la « troïka » européenne à Alexandrie. Il a refusé de répondre aux attaques verbales du président Saddam Hussein avant de se déclarer consterné par l'offre de paix faite mercredi par Bagdad à Téhéran : *« Après huit ans* (de conflit armé), *la situation est revenue à ce qu'elle était avant la guerre avec l'Iran. »*.

Le ministre italien des affaires étrangères, qui préside la mission de la « troïka » au Proche-Orient, a déclaré vendredi après avoir rencontré M. Moubarak que la CEE *« œuvrera pour une application rigoureuse de l'embargo total contre l'Irak et pour l'isolement politique du régime irakien. La seule autre solution possible est la solution militaire, que nous voulons tous éviter »*, a ajouté M. De Michelis, selon lequel les Douze ont exposé *« le désir de la CEE d'aider économiquement les pays arabes qui en ont besoin et qui invoquent des raisons économiques pour ne pas appliquer cet embargo »*. *La « troïka » a examiné avec M. Moubarak « les aides économiques dont a besoin l'Egypte »*. Auparavant, elle s'était rendue à Amman et à Djedda, où elle avait informé l'Arabie saoudite du soutien de la CEE.

Selon le président Moubarak, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, est désireux de *« voir les forces étrangères déployées en Arabie saoudite sous le parapluie des Nations unies »*. Interrogé par la chaîne de télévision française la Cinq, le colonel a déclaré vendredi qu'il ne trouvait aucune raison au conflit entre l'Irak et les Etats-Unis, *« deux Etats n'ayant pas de frontière commune »*. Le Koweït, selon lui, *« est une question qui concerne l'Irak et la Ligue arabe, l'Irak et l'ONU »*.

A Damas, le quotidien *Al Saoura* a estimé vendredi que la crise du Golfe deviendra explosive si l'Irak ne se retirait pas rapidement du Koweït. *« Est-ce que ces gens qui jouent avec le temps se souviendront qu'il ne joue en faveur de personne ? Chaque moment qui passe sans qu'il y ait un retrait irakien du Koweït rapproche un peu plus la région d'une énorme explosion »*. C'est l'Irak, ajoute le journal, qui a ouvert la porte aux forces étrangères dans le Golfe en refusant la réunion immédiate d'un sommet arabe après son invasion du Koweït, le 2 août.

A Genève, le délégué général du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a indiqué vendredi qu'il fera *« tout pour arriver à établir une présence au Koweït »* afin de venir en aide aux personnes bloquées dans l'émirat. *« Un peu plus d'une vingtaine de gouvernements »* se sont adressés au CICR pour qu'il vienne en aide à leurs ressortissants sur place. *« Nous sommes en plein » dans un dialogue « difficile » avec les autorités concernées*, a-t-il ajouté. – *(AFP, Reuter.)*

« Par Allah, ce Moubarak est un mâle »

LE CAIRE

de notre correspondant

« Par Allah, ce Moubarak est un mâle. » Le gros *mealem* (petit patron) qui prononce ces mots dans un nuage de fumée doucereuse de narguilé résume l'opinion de l'homme de la rue en Egypte. Dans les milieux populaires où toutes les vertus sont l'apanage des seuls hommes, décrire quelqu'un comme *« un mâle »* c'est lui vouer une grande estime.

Cette attitude est partagée par la majorité de la population et par la plus grande partie de l'opposition égyptienne. Le néo-Wafd (libéral), le plus grand parti de l'opposition, a soutenu sans réserve la position officielle, que ce soit en ce qui concerne la condamnation de l'Irak ou l'envoi d'un contingent égyptien en Arabie saoudite. L'autre formation politique représentée au Parlement, le Parti socialiste travailliste (PST, populiste), est au bord de la scission, parce que son président a soutenu les thèses irakiennes.

Même les Frères musulmans, qui disposent d'une trentaine de députés, ont soutenu la politique du raïs. Dans son dernier communiqué, la confrérie exige que l'Irak cesse ses attaques contre le président égyptien et fait marche arrière en ce qui concerne la présence de troupes étrangères en Arabie saoudite. Les critiques contre l'intervention américaine précédemment formulées ont été gommées. Seul, le petit parti du Rassemblement progressiste unionniste (marxiste nassérien, sans députés) affiche son hostilité à la présence occidentale dans le Golfe et critique la politique égyptienne. Mais cela n'empêche pas le RPU d'exiger le retrait irakien du Koweït *« dont le peuple doit être libre de choisir ses dirigeants »*.

En fait, les Egyptiens sont fiers de ce raïs qui n'a ni le charisme de Nasser ni le génie de Sadate. Depuis le début de cette crise du Golfe, ils ont vu en lui non plus l'indécision que certains critiquaient, mais *« la force tranquille »*. *« Un Nasser ou un Sadate auraient déjà exécuté une action aussi spectaculaire que brouillonne dont les retombées auraient été imprévisibles. Moubarak a joué la prudence et la fermeté. Après les visionnaires est arrivé le sage »*, déclare un homme politique qu'on ne peut soupçonner de sympathie envers le gouvernement.

Le soutien des Egyptiens au président Moubarak n'est pas seulement dû à la restauration de leur fierté nationale. Il émane aussi de sentiments anti-irakiens. Les Egyptiens n'ont pas oublié comment leurs deux millions d'expatriés ont été maltraités par les habitant du Tigre et de l'Euphrate après la fin de la guerre du Golfe. Cela a commencé par des brimades : heures supplémentaires non payées et travail dans des conditions précaires. Des dizaines de milliers de maçons et d'ouvriers égyptiens sont morts d'accident de travail ou de coup de chaleur durant la reconstruction du port de Fao.

La réduction sans préavis des deux tiers des virements a suivi. Enfin sont venues les agressions perpétrées par des Irakiens libérés de l'armée. Ils accusaient les Egyptiens de leur avoir volé leurs femmes et leurs emplois pendant qu'ils se battaient. Plus de mille cadavres d'Egyptiens décédés de mort violente dans des conditions mal élucidées ont été rapatriés l'an dernier via l'aéroport du Caire.

Ces mauvais traitements ont incité les « oiseaux migrateurs » a rentrer en masse. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'un million en Irak. C'est quand même un million de trop. Il faut aussi ajouter les milliers d'Egyptiens qui travaillaient au Koweït maintenant annexé.

Si le raïs devait suivre l'opinion de ceux qui sont rentrés de Bagdad, il rendrait coup pour coup. Toutefois, il se contente de répliquer au niveau médiatique. Presse et télévision égyptiennes n'ont pas de mots assez violents pour le président irakien Saddam Hussein. Il est comparé à Hitler, Mussolini, Staline réunis, mais surtout pas à Nasser.

Mais c'est la radio, et notamment La voix des Arabes qui est l'arme la plus virulente de la guerre des médias que se livrent maintenant Le Caire et Bagdad. La station qui est assez puissante pour être entendue dans tout le monde arabe, y compris en Irak, n'arrête pas de s'en prendre à Saddam Hussein, Haddam (destructeur) Hussein comme elle l'a surnommé.

Les appels aux troupes irakiennes à retourner leurs armes contre *« l'infâme dictateur au lieu de les diriger contre les frères arabes et musulmans du Koweït »* sont régulièrement diffusés. Un autre communiqué invite *« la femme irakienne courageuse qui soutient Haddam à préparer le linceul de son mari et à dire déjà à ses enfants qu'ils sont devenus orphelins »*.

Depuis l'initiative de paix du président irakien en direction de l'Iran, les commentaires et analyses l'accusant de *« traîtrise à la cause arabe et aux Irakiens dont il a dilapidé le sang et l'argent »* reviennent comme un leitmotiv. La station a par ailleurs ouvert ses ondes aux Koweïtiens réfugiés en Egypte, qui déversent leur vindicte contre celui qui a fait d'eux *« des réfugiés au lieu de s'en prendre à Israël pour régler le problème des réfugiés* (Palestiniens) ». Le ministère de l'information a enfin permis la publication au Caire du quotidien koweïtien, *Al Anbaa*, qui tire depuis deux jours à vingt-mille exemplaires distribués gratuitement aux Koweïtiens.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les derniers mouvements de troupes

Selon M. Cheney, l'engagement militaire américain en Arabie saoudite est « à long terme »

L'engagement militaire américain en Arabie saoudite est un engagement *« à long terme »*, a déclaré, vendredi soir 17 août, le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, dans l'avion qui l'emmenait en Arabie saoudite. Laissant entendre que cet engagement pourrait durer *« plusieurs années »*, M. Cheney a ajouté que cela *« dépendra des développements »* de la situation, avant de conclure : *« Ce que nous faisons maintenant, c'est exécuter la promesse que nous avons faite à l'Arabie saoudite il y a dix jours, et cette promesse, c'est d'envoyer beaucoup de forces, assez pour faire ce que le président nous ordonne de faire »*.

Les Etats-Unis, qui ont autorisés la veille leurs bateaux a utiliser le *« minimum de force nécessaire »* ont affirmé vendredi avoir le droit de faire respecter militairement l'embargo économique dans la région du Golfe, en dépit des réticences des Nations unies. De son côté, la Jordanie s'est dit prête a appliquer les sanctions des Nations unies et à empêcher les marchandises destinées à l'Irak de traverser son territoire. Interrogé par une télévision britannique, le prince Hassan, frère du roi Hussein, a déclaré : *« Si nous avons été accusés d'ambiguïté, je voudrais seulement dire que c'est injuste* (...) *car la Jordanie, guerre ou paix, est le pays qui risque de souffrir le plus »*. Dans le port jordanien d'Akaba, selon le journal de la compagnie d'assurances Lloyd's, le débarquement des cargaisons a chuté de 80 % et le nombre de navires faisant escale de 50 %. Enfin l'Espagne a contraint vendredi un cargo koweïtien à quitter le port de Barcelone tandis qu'un second pétrolier irakien, l'*Al-Fao*, était refoulé au terminal pétrolier saoudien de Moua'djiz sur la mer Rouge. Lundi dernier, un premier pétrolier, l'*Alqadisiyah* s'était vu refuser l'accès au terminal.

Samedi 18 août, les derniers mouvements de troupes et de matériels s'établissaient comme suit :

• **Etats-Unis** : le président Bush s'apprête à faire appel à certains réservistes américains, probablement à des médecins militaires et autres spécialistes, indiquait-on vendredi de source proche du Pentagone. Une décision définitive a ce sujet devrait être prise samedi ou dimanche. En outre, jusqu'à trente-huit avions commerciaux vont être mis à la disposition des forces armées américaines pour assurer le transport des troupes, selon le département de la défense. C'est la première fois qu'une partie de la flotte civile est réquisitionnée depuis qu'un programme prévoyant cette possibilité a été instauré dans les années 50. Enfin les Etats-Unis ont annulé leur participation aux grandes manœuvres navales de l'OTAN prévues pour septembre en Norvège, en raison de la crise dans le Golfe a fait savoir vendredi le ministère norvégien de la défense.

• **France** : le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé vendredi que le porte avions *Foch* était prêt a appareiller. Le bâtiment est actuellement a Toulon, en temps normal 1600 hommes se trouvent à bord.

• **RFA** : la RFA va prêter aux forces américaines dans le Golfe des chars spéciaux pour détecter les gaz toxiques, a annoncé vendredi le ministère de la défense ouest-allemand. Bonn devrait envoyer prochainement dix chars de type Fuchs (Renard) capables de détecter les gaz innervants.

• **Belgique** : les trois bateaux de guerre que la Belgique a décidé d'envoyer en direction du Golfe ont appareillé vendredi matin. Il s'agit d'un navire de soutien, le *Zinia*, et de deux chasseurs de mines, le *Myosotis* et l'*Iris*.

• **Japon** : le Japon pourrait prendre des mesures *« sans précédent »* dans la région du Golfe pour contribuer à faire respecter l'embargo contre l'Irak, a annoncé vendredi le porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères, M. Taizo Watanabe. *« Nous étudions toutes les mesures qui ne sont pas interdites par la Constitution »*, a déclaré M. Watanabe qui n'a pas exclu la possibilité que le Japon envoie des dragueurs de mines dans le Golfe et des unités militaires *« non combattantes »*, spécialisées dans les transports et les communications, en Arabie saoudite. M. Watanabe a cependant indiqué que, dans ce cas, le Parlement japonais pourrait être appelé à amender la loi sur l'utilisation des forces d'autodéfense qui, comme leur nom l'indique, ont un caractère purement défensif fixé par la Constitution et ne peuvent pas opérer en dehors des frontières du Japon.

• **Turquie** : Ankara a renforcé de 10 000 hommes sa IIe armée qui défend ses frontières sud, ce qui porte à 70 000 soldats les effectifs dans la région.

• **Bahrein** : l'Etat de Bahrein a accepté d'accorder des facilités à la Royal Air Force qui se déploie actuellement dans la région du Golfe, a annoncé le gouvernement britannique. *« Nos appareils effectuent une rotation à Bahrein où nous ne disposons pas de bases (aériennes) permanentes »* a déclaré vendredi le secrétaire britannique à la défense, M. Alan Clark, en visite pour vingt-quatre heures à Bahrein.

• **Irak** : deux navires irakiens ont été interceptés vendredi dans le Golfe par la marine américaine qui les a laissé continuer leur route car ils n'étaient pas chargés, a annoncé le Pentagone.



Algérie : le président du FIS appelle les musulmans à « déposer leurs dirigeants »

Le président du Front islamique du Salut (FIS), M. Abassi Madani, a appelé vendredi 17 août à Alger les peuples musulmans à « déposer leurs dirigeants, première condition pour faire face à l'invasion des lieux saints islamiques par les troupes américaines et occidentales ». De son côté, le numéro deux du FIS, l'imam Ali Belhadj, a renvoyé dos à dos les régimes irakien, koweïtien et saoudien et demandé que la gestion des lieux saints islamiques (La Mecque et Médine, siège du tombeau du prophète Mohammed), soit confiée à un comité de théologiens musulmans.

Les deux personnalités islamistes algériennes s'adressaient à une foule de plus de cinquante mille personnes qui ponctuaient leurs propos de cris : *« Allah Akbar !, Allah Akbar ! »* (Dieu est le plus grand !) et *« Al Jihad !, Al Jihad ! »* (Guerre sainte !). Ils parlaient du balcon du *« Cercle du progrès »*, siège symbolique de l'Association des Oulémas (théologiens) du temps de la présence française en Algérie, devant la foule rassemblée, à l'appel du FIS, à l'issue de la grande prière hebdomadaire pour dénoncer le déploiement de troupes étrangères en Arabie saoudite et dans le *« Golfe islamique »*.

Les manifestants venus de plusieurs quartiers d'Alger, dont une grande majorité portaient le *« kamis »* (longue robe blanche) et le collier de barbe à l'islamique, étaient rassemblés à la Place des Martyrs, au confluent de cinq des plus grandes mosquées de la capitale.

« Efface les frontières... »

M. Madani a interpellé la communauté islamique en ces termes : *« Lève-toi pour renverser ces régimes qui ont consolidé les frontières (...) Lève-toi et efface les frontières, qui ne doivent plus exister aujourd'hui entre les peuples islamiques »*. Il a également appelé à boycotter les produits de consommation américains et occidentaux : *« Ne mangez pas de pain américain »*, a-t-il recommandé aux fidèles.

M. Madani a demandé à la jeunesse algérienne de se *« considérer en état de Jihad »*. A l'adresse des Etats-Unis, il s'est exclamé : *« Que représente votre force devant celle de Dieu »* (...) *« La position américaine est honteuse, car les Etats-Unis ont utilisé leur force devant des pays faibles. La force d'agression pour envahir les lieux saints n'est pas une force »*.

De son côté l'imam Ali Belhadj, connu pour ses prises de position virulentes a renvoyé dos à dos les régimes saoudien, koweïtien et irakien. Tour à tour, il a qualifié le président irakien Saddam Hussein de *« haddam »* (destructeur) et de *« khaddam »* (domestique). Il l'a également mis au défi de *« libérer Jérusalem, lui qui appelle à la libération des lieux saints islamiques »* de la présence américaine, *« après que son régime baasiste, laïc et athée ait massacré des milliers de musulmans en Irak et en Iran »*.

Il a également condamné les dirigeants koweïtiens en leur reprochant d'avoir *« amassé licitement et illicitement des fortunes utilisées contre la volonté de Dieu »*. *« L'Arabie saoudite n'appartient pas aux Saoudiens, mais à tous les peuples musulmans. Nous appelons à ce que les lieux saints de l'Islam soient confiés désormais à la gestion d'un conseil de théologiens musulmans »*, a-t-il dit.

A l'issue de la réunion, le Front islamique du Salut a adopté un texte en sept points appelant notamment les peuples musulmans à *« libérer les lieux saints »* de la présence de forces étrangères. Le document appelle les peuples musulmans à *« la lutte pour la libération des lieux saints de l'Islam de la présence de forces colonialistes américaines et autres »* (occidentales). Il condamne l'appel lancé par l'Arabie saoudite à ces forces, soulignant que le Coran *« interdit de faire appel aux juifs et aux chrétiens pour combattre d'autres musulmans »*. – *(AFP.)*

Accusant l'Irak de « perfidie »

M. Gorbatchev confirme que l'URSS n'agira « que dans le cadre d'efforts collectifs »

L'URSS n'agira *« que dans le cadre d'efforts collectifs »* pour régler la crise du Golfe, a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev vendredi 17 août à Odessa (Ukraine), qualifiant de *« perfidie »* l'invasion du Koweït par l'Irak, selon le compte rendu de l'agence Tass.

« Nous avons assisté à un acte de perfidie et à une violation flagrante de la loi internationale et de la charte des Nations unies, en bref, à une violation de tout ce dans quoi la communauté internationale place aujourd'hui ses espoirs, en cherchant à mettre la civilisation sur la voie du développement pacifique », a déclaré le président soviétique, qui s'adressait à des soldats et officiers venant de participer à des manœuvres à Odessa, sur la mer Noire.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak dans la nuit du 1er au 2 août, il s'agit de la première réaction publique de M. Gorbatchev, en vacances en Crimée, sur la mer Noire.

« Nous comptons sur la raison et la responsabilité des Etats arabes et de leurs organisations régionales. Nous faisons confiance aux pouvoirs et aux droits de l'Organisation des Nations unies et du Conseil de sécurité », a ajouté le président soviétique, qui a poursuivi : *« Il est important non seulement de faire cesser les activités militaires, mais aussi de les empêcher de s'étendre à d'autres pays. Il est important de restaurer le respect des lois internationales. »*

L'attitude soviétique à l'égard de l'agression irakienne doit être vue dans le contexte des changements fondamentaux dans le monde et de la nouvelle politique étrangère soviétique, a dit M. Gorbatchev, selon l'agence officielle soviétique. *« En fait*, a-t-il souligné, *nous n'avons pas eu le choix, comme la plupart des Etats. L'usage de la force pour redessiner des frontières, et notamment pour annexer un pays souverain, fait craindre une chaîne dangereuse de réactions mettant en péril la communauté mondiale tout entière. »*

« Pour nous, réagir d'une manière différente aurait été encore encore plus inacceptable, du fait que l'acte d'agression a été commis avec l'aide de nos armes, que nous avions accepté de vendre à l'Irak pour maintenir sa capacité de défense et non pour s'emparer de territoires étrangers ou de pays entiers », a conclu le président soviétique.

Premier fournisseur d'armes de l'Irak, l'URSS a condamné le régime de Bagdad et suspendu ses livraisons d'armement quelques heures après l'invasion du Koweït. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont ensuite lancé un appel commun sans précédent à un embargo mondial sur les livraisons d'armes à l'Irak.

M. Chevardnadze : une situation « explosive »

S'adressant aux journalistes après ses entretiens avec le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, M. Chevardnadze n'a pas caché son pessimisme sur la situation dans le Golfe, qu'il a qualifié d' *« explosive »*. *« Si la tension persiste, je pense que le Conseil de sécurité agira de façon plus active et résolue »*, a-t-il dit, évoquant la possibilité d'un recours au Comité militaire de l'ONU. Le chef de la diplomatie soviétique s'est montré très mesuré sur la présence des troupes américaines en Arabie saoudite, estimant qu'elle revêtait un caractère *« provisoire »*. Face à la dégradation de la situation, Moscou et Washington veulent minimiser leurs éventuelles divergences d'analyses. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Dans les Emirats

La population s'inquiète des risques de guerre chimique

DUBAI

correspondance

Dans les Emirats, l'ambiance est à la morosité. Depuis près d'une semaine, ce sont les armes chimiques qui constituent le principal sujet de conversation. Très précisément depuis que le président George Bush a révélé que des missiles sol-sol avaient été déployés par les Irakiens au Koweït. Aussitôt, chacun s'est mis à supputer : ces missiles peuvent-ils atteindre Dubaï? Les plus optimistes insistent sur l'imprécision des fusées irakiennes (ils l'ont lu dans les journaux), les autres s'inquiètent de savoir comment se protéger contre les armes chimiques. Mais tous s'accordent sur un point : M. Saddam Hussein ne reculerait pas devant leur emploi.

Pourtant, si l'inquiétude est présente, nulle part on a signalé de débuts de panique malgré la diffusion dans certains hôtels de Dubaïd, Abou-Dhabi, de Bahreïn ou de Ryad, de tracts alarmistes, expliquant comment se protéger contre les gaz, signés d'une association d'expatriés anglo-saxons.



La Repùbblica du 18 août

En quinze jours, les Arabes du Golfe sont devenus des experts en stratégie. Les journaux n'épargnent à leurs lecteurs aucun détail sur les préparatifs militaires en cours. La télévision diffuse à longueur de bulletins des images de navires de guerre américains, britanniques ou français patrouillant dans le Golfe ou en mer d'Oman. Cette présence ne pose pas de problèmes de conscience aux habitants de la région.

Dans un premier temps, pourtant, ils étaient partagés. Au fond d'eux-mêmes, la plupart souhaitaient une intervention des Etats-Unis, mais ils en redoutaient les conséquences. En fait, c'est M. Saddam Hussein lui-même, par la brutalité de son discours, qui a aidé les citoyens des pétro-monarchies à se libérer de leur ambivalence.

Désormais, c'est la fermeté qui domine : on ne trouve plus personne pour croire encore à un compromis avec le leader irakien. *« Je prie pour qu'on nous délivre* confie un étudiant abou-dhabien. *Que les Américains bombardent sa maison comme ils l'ont fait avec Kadhafi. Et même si ce sont les Israéliens qui s'en chargent, cela ne me gêne pas car ce que Saddam a fait à Koweït, il est prêt à le recommencer avec nous! »*

La confiance, certes teintée d'anxiété, est revenue dans les monarchies de la péninsule arabique. Le poids formidable de la machine de guerre américaine s'est mis à leur service avec, à leurs côtés, les forces égyptiennes dont les Hercules 130 camouflés couleur sable se posent à l'occasion entre deux avions de ligne sur l'aéroport international de Dubaï. Les techniciens militaires français ne sont pas en reste. Un certain nombre d'entre eux sont arrivés au cours des derniers jours à Abou-Dhabi, ainsi que dans d'autres émirats du Golfe pour épauler ceux qui étaient déjà présents. Dans leurs bagages, ils ont emporté des dizaines de milliers de masques à gaz.

Les réfugiés koweïtiens

Dans les Emirats arabes unis, dont l'armée de 50 000 hommes est majoritairement composée d'étrangers – Pakistanais, Yéménites, Mauritaniens, – les autorités ont lancé samedi un appel à la conscription des jeunes citoyens, selon le quotidien *Al Khlij*.

Le lendemain, 3 000 volontaires s'étaient présentés dans les divers centres de recrutement du pays. Le journal affirme qu'un certain nombre d'expatriés arabes ont fait de même. Il leur a été répondu que cet appel était exclusivement réservé aux jeunes gens ayant la nationalité des Emirats.

Dans le même temps, la presse exalte la *« résistance »* koweïtienne. Les jeunes Koweïtiens présents à Dubaï et Abou-Dhabi se disent prêts à se battre pour libérer leur pays et se sont mis à la disposition de leur ambassade. Dimanche, l'ambassadeur du Koweït à Abou-Dhabi a lui-même conduit une manifestation anti-irakienne de réfugiés koweïtiens.

Réfugiés. Le mot sonne étrangement s'agissant de ressortissants de ce qui voici quinze jours à peine était l'Eldorado par excellence. Ils sont pourtant plus de 6 000 à avoir trouvé refuge aux Emirats arabes unis après l'invasion du 2 août, et quelques milliers d'autres dans les monarchies voisines. Quelques-uns ont réussi à fuir le Koweït. La plupart ont interrompu leurs vacances en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis pour se rapprocher de leur patrie avec l'espoir d'y retourner dès que possible.

Mais, du jour au lendemain, ces riches Koweïtiens se sont retrouvés démunis. Le dinar du Koweït ne vaut plus rien et leurs cartes de crédit sont rejetées par les banques : c'est la conséquence du gel des avoirs koweïtiens. Il leur faut donc vivre de *« l'hospitalité »* du gouvernement des Emirats arabes unis qui leur paient le séjour à l'hôtel et de la générosité des associations caritatives du pays qui se sont mobilisées pour venir à leur secours.

Pour tromper l'ennui de ces longues heures d'attente, nombre d'entre eux tiennent conseil en permanence dans une salle de l'hôtel à l'affût de la moindre nouvelle, échafaudant des scénarios de reconquête.

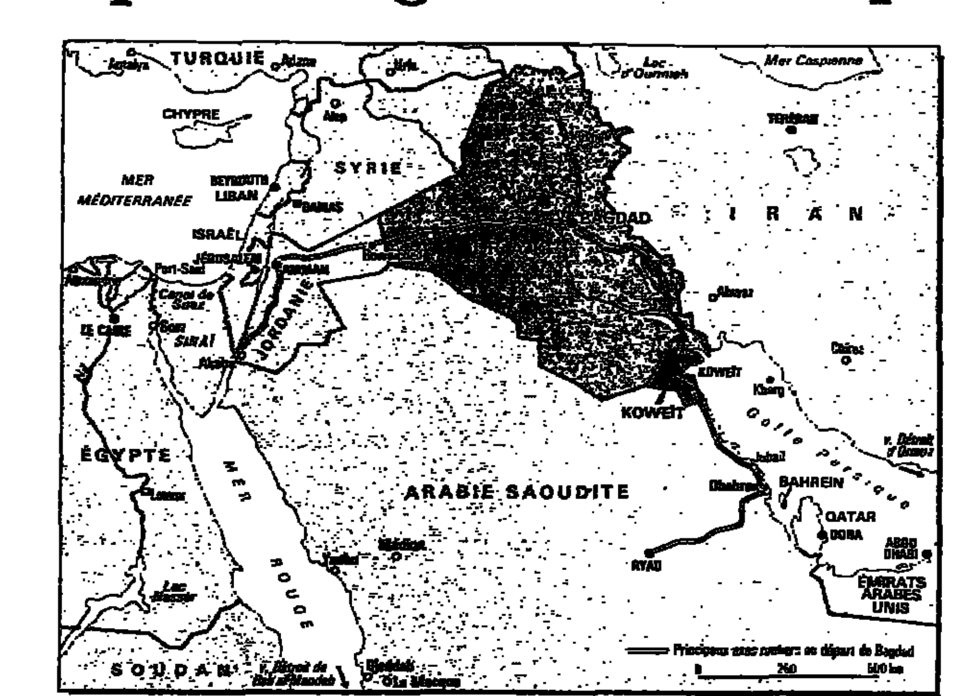
Les Palestiniens ? « Des ingrats »

S'ils ne montrent guère d'indulgence pour la Ligue arabe et ses tergiversations, ils sont impitoyables pour ceux de leurs frères qui ont fait défaut en ces temps de malheur. *« Maintenant au moins, nous savons qui sont nos vrais amis »*, commente l'un d'eux, désabusé. Ce sont surtout les Jordaniens et les Palestiniens qui sont l'objet de leur colère. Ce sentiment est largement partagé dans l'ensemble des monarchies du Golfe.

« Ces gens sont des ingrats, s'indigne un homme d'affaires de Dubaï. *La dynastie d'Al Sabah s'est montrée très généreuse avec les Palestiniens, et voilà comment Arafat la remercie. Au nom de quoi les Palestiniens qui demandent à juste titre une patrie pour eux-mêmes dénient-ils ce droit au Koweït ? »* Et notre interlocuteur de prédire : *« Quand toute cette affaire sera terminée, l'OLP pourra toujours aller mendier auprès de Djibouti ou de la Mauritanie. »*

Quant aux Jordaniens, ils subissent les conséquences de leur soutien à Bagdad. Selon le *Gulf News* de Dubaï, l'Arabie saoudite interdit désormais l'accès de son territoire aux camions immatriculés en Jordanie. Prétexte invoqué : les routes sont fermées au trafic civil en raison des mouvements de troupes. Pour le consommateur des Emirats, cela signifie que le prix des fruits et légumes va flamber : 80 % des importations de légumes des Emirats arabes unis provenaient de Jordanie.

OLIVIER DA LAGE



Surenchère

Suite de la première page

La guerre chimique fit sa première apparition officielle le 22 avril 1915. Ce jour-là, les Allemands déversent sur les lignes françaises 168 tonnes de chlore contenus dans des cylindres. Bilan : cinq mille morts sur quinze mille soldats gazés. Très vite, les chimistes des deux camps perfectionnent cette arme tellement efficace. Après le chlore, le phosgène, puis l'ypérite (ou gaz moutarde), qui attaque la peau et les yeux autant que le tissu pulmonaire, sèment la mort dans les tranchées.

En 1936, des recherches menées en Allemagne pour améliorer les insecticides aboutissent à la découverte du premier gaz de combat neurotoxique : le Tabun. Cette nouvelle filière donnera aussi le Sarin et le Soman. En 1952, les redoutables « agents V » dont le plus célèbre est aujourd'hui le VX, viendront compléter cette gamme, grâce à des travaux menés en Grande-Bretagne par la firme ICI.

Contrairement aux « toxiques » comme le phosgène ou l'ypérite, les neurotoxiques ne sont pas vraiment des gaz, mais des liquides plus ou moins volatils, incolores et pratiquement inodores, que l'on peut répandre par voie aérienne sous forme de vapeur ou d'aérosols. Leur efficacité est redoutable : la « dose létale » (suffisante pour tuer 50 % des personnes exposées sans protection) du VX, par exemple, n'est que de 10 milligrammes par mètre cube d'air pollué!

Les neurotoxiques inhibent la production d'acétylcholinestérase, une enzyme qui joue un rôle essentiel dans la transmission de l'influx nerveux aux muscles. Les premiers symptômes consistent en une sudation excessive accompagnée de vomissements. *« La perte du contrôle musculaire provoque ensuite une sensation d'oppression à l'intérieur de la cage thoracique, suivie de convulsions et, au stade ultime, de la mort par asphyxie. »* (1)

Des insecticides pour hommes en quelque sorte, qui agissent exactement comme les substances contenues dans les bombes aérosols destinées à anéantir les moustiques. A dose létale, la mort est quasiment instantanée. Mais, en dessous, les effets se cumulent en fonction du temps d'exposition.

Un traitement difficile

La parade médicale est délicate. Les armées modernes disposent d'une trousse de secours comportant une sorte de bouclier chimique. En cas de risque d'attaque par gaz, les soldats peuvent absorber des comprimés d'un composé (la pyrido-stigmine) qui bloque la production d'acétylcholinestérase, exactement comme le gaz de combat neurotoxique, mais de manière réversible, explique M. Pierre Ricaud, ancien responsable des services militaires français de recherche en matière de défense chimique et biologique.

Soigneusement dosé, ce « médicament » neutralise 30 % des sites de sécrétion de l'acétylcholinestérase, sans gêne pour le sujet, les protégeant ainsi de l'attaque du gaz. Si le soldat est gazé, il lui suffit de s'injecter immédiatement, à l'aide d'une seringue automatique comprise dans la trousse, une substance qui annule l'effet de ses comprimés. Avec 30 % d'acétylcholinestérase, il dispose alors d'une demi-heure de sursis pour un traitement médical plus poussé. *« Cela fonctionne très bien pour le VX et le Sarin, plus difficilement pour le Tabun. Avec le Soman, dont l'effet est irréversible, tout traitement est très délicat »*, affirme M. Ricaud.

Un équipement contraignant

La meilleure parade reste évidemment le masque à gaz. Mais ce dernier ne suffit pas pour se protéger du VX et du Soman, qui passent à travers les pores de la peau, ou de l'ypérite, qui l'attaque. Des vêtements de protection sont alors indispensables. Dans les armées modernes, les lourdes combinaisons d'antan totalement étanches, taillées dans un caoutchouc spécial, ont été remplacées par des vêtements de textile « non tissé », garni de charbon actif, qui, un peu à la manière d'un « masque à gaz corporel », laissent passer l'air mais pas le produit toxique.

« Cependant, souligne M. Ricaud, *les masques à gaz entraînent évidemment une certaine gêne respiratoire. Et, s'ils sont plus légers que les combinaisons caoutchoutées, ces habits restent très inconfortables, surtout sous un climat aussi chaud que celui du Golfe. »* L'efficacité de cet équipement n'est, en outre, pas totale. Les experts l'estiment entre 75 % et 95 %, en fonction de l'entraînement des soldats et de leur rapidité à s'équiper.

Aujourd'hui, toutes les armées modernes ont pris en compte l'arme chimique. Elles sont équipées et entraînées en conséquence, et les gaz de combat ne représentent plus pour elles qu'une contrainte susceptible de gêner leurs mouvements et de ralentir leur action.

Mais la menace chimique – tout comme la force de dissuasion nucléaire – vise avant tout les populations civiles, très difficiles à protéger. Elle présente même l'avantage de « préserver l'environnement » : la décontamination est assez simple, et la zone gazée est accessible sans protection assez rapidement (au bout de quelques heures pour le Sarin, quelques jours pour le VX, quelques semaines pour l'ypérite).

Le protocole de Genève de 1925, signé par cent vingt-six pays (dont l'Irak), interdit l'emploi des armes chimiques mais ne prohibe pas leur production. Dans le cadre de leurs discussions sur le désarmement, l'URSS et les Etats-Unis sont tombés d'accord pour détruire *« l'essentiel »* de leur arsenal chimique (*le Monde* du 27 septembre 1989, et daté 11-12 février 1990).

Avec l'aide de firmes allemandes

Les Soviétiques avouent détenir un stock de 50 000 tonnes (six fois plus en réalité, selon certains experts), tandis que celui des Américains est évalué à 30 000 ou 40 000 tonnes. Si la France affirme officiellement se contenter de recherches défensives dans ce domaine, des experts étrangers évaluent ses réserves à quelques centaines de tonnes. Trop peu pour mener une guerre chimique, mais suffisamment pour des actions de représailles.

Mais les gaz de combat sont très faciles à fabriquer, souvent à partir de substances pouvant être d'un usage industriel assez courant. Et un complexe chimique militaire ressemble étonnamment à une simple usine d'insecticides. Leur prolifération est donc particulièrement difficile à éviter et beaucoup d'autres pays en disposent probablement. La Libye a ainsi été accusée par les Américains d'avoir construit à Rabta *« ce qui pourrait être le plus grand complexe chimique militaire du tiers-monde »*. La Syrie et, surtout, l'Iran se seraient lancés dans la production d'ypérite et de neurotoxiques depuis cinq ou six ans.

Pour l'Irak, le doute n'est plus permis : ses troupes ont employé de l'ypérite et du Tabun en 1983 et 1984, durant la guerre contre l'Iran, et le bombardement chimique (par avion) de la ville kurde de Halabja fit 5 000 morts le 17 mars 1988. M. William Webster, directeur de la CIA, a affirmé en février 1989 aux parlementaires américains que l'Irak possédait *« plusieurs milliers de tonnes »* d'ypérite, de Tabun et de Sarin, fabriqués principalement à Samarra, à 70 kilomètres au nord-est de Bagdad.

Il a accusé *« des firmes et des individus d'Europe de l'Ouest »* d'avoir aidé les Irakiens dans ce domaine. L'hebdomadaire *Der Spiegel* a mis en cause à ce sujet plusieurs firmes ouest-allemandes, dans son édition du 13 août. Vendredi 17 août, le parquet de Darmstadt a même annoncé l'arrestation et la mise sous mandat d'arrêt de sept personnes (des collaborateurs de firmes ouest-allemandes et un agent des services d'espionnage de RFA), soupçonnées d'être impliquées dans la livraison à Bagdad de matériel destiné à la production d'armes chimiques.

Le président Saddam Hussein a annoncé récemment que son pays détenait l'arme chimique binaire *« que seuls les Etats-Unis et l'URSS possèdent »*. Sous ce terme inquiétant se cache simplement un mode de conditionnement du gaz en deux produits, ne devenant actifs que s'ils sont mélangés. Cela ne rend pas l'arme chimique plus dangereuse, mais facilite en revanche les manipulations et réduit les risques pour les troupes qui l'utilisent. Le message était clair et signifiait en substance : *« Nous maîtrisons les techniques les plus avancées dans ce domaine »*.

Cette menace est à prendre d'autant plus au sérieux que les Irakiens ont, par ailleurs, modifié le missile soviétique Scud, pour en faire un engin balistique d'une portée d'environ 900 kilomètres (contre 300 à l'origine). Ils ont aussi testé le 5 décembre dernier une fusée de 48 tonnes (*le Monde* du 9 décembre 1989) qui, estime un expert français, pourrait facilement être transformée en missile balistique susceptible de lancer une tête chimique de 500 kilogrammes à 1 000 kilomètres. En annonçant ce tir, le gouvernement de Bagdad avait affirmé d'autre part que le centre de recherches de l'armée irakienne avait mis au point deux types de missiles sol-sol d'une portée de 2 000 kilomètres.

Rien ne permet de confirmer la réalité de cette dernière information, et la fusée irakienne n'est probablement pas encore vraiment opérationnelle. En revanche, les missiles Scud modifiés ont été employés pour bombarder des villes iraniennes. Avec des charges explosives conventionnelles, il est vrai. Mais, assure le même expert français, *« les techniciens irakiens sont probablement très capables d'y adapter des têtes chimiques »*.

Saddam Hussein utilisera-t-il sa panoplie chimique ? *« La mise en garde de Washington laisse entendre clairement que, dans ce cas, la riposte serait sévère*, souligne un officier français. *N'oublions pas que les Américains disposent eux aussi de la même arme. Or, si les Allemands n'ont pas utilisé les gaz dont ils disposaient durant la seconde guerre mondiale, c'est précisément en raison de la menace de représailles du même ordre brandie par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. »* La dissuasion, par définition, fonctionne – en principe – dans les deux sens...

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Sean Murphy, *la Recherche*, janvier 1985.

Bagdad et Téhéran ont commencé l'échange de leurs prisonniers

En pleine crise du Golfe, la paix a commencé vendredi 17 août entre l'Iran et l'Irak, avec la libération de part et d'autre de premiers contingents de prisonniers de guerre et le début du retrait des forces irakiennes des territoires qu'elles occupent toujours en Iran.

Deux ans après le cessez-le-feu du 20 août 1988, qui avait mis fin à une guerre meurtrière de huit ans, 1 000 des soldats iraniens détenus par l'Irak depuis les premières années du conflit sont *« retournés au pays »* (nos dernières éditions du 18 août).

Téhéran, qui n'a toujours pas répondu à la sensationnelle offre de paix que lui a faite mercredi le président irakien Saddam Hussein, a tenu à ne pas laisser sans réponse ce *« geste irakien »* et a libéré exactement le même nombre de soldats irakiens qui étaient détenus dans des camps de la capitale iranienne.

Les médias officiels iraniens ont d'autre part confirmé le début du retrait des forces irakiennes annoncé par Bagdad. Selon Téhéran, l'armée irakienne avait continué, après le cessez-le-feu, d'occuper 2 600 kilomètres carrés de territoires iraniens, en des points stratégiques répartis sur toute la frontière irano-irakienne.

Dans le même temps, les dirigeants iraniens ont continué à travailler à la réponse que le président Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani doit faire à son homologue iranien. Des rumeurs persistantes mais non confirmées officiellement font état de la présence à Téhéran du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui poursuivrait les pourparlers avec les dirigeants iraniens.

Téhéran, qui a accueilli avec *« optimisme et satisfaction »* les propositions irakiennes, est confronté à la tâche difficile de faire une réponse qui satisfasse Bagdad sans impliquer l'Iran dans le conflit provoqué par l'occupation irakienne du Koweït, condamnée par le gouvernement iranien. Dans les milieux diplomatiques de Téhéran, l'impression prévaut que M. Rafsandjani, l'homme de l'ouverture de la République à l'Occident, saura *« empocher la paix »* sans s'engager dans aucune forme d'alliance avec Bagdad, mis au ban de la communauté Internationale.

Le nombre de prisonniers de guerre des deux pays est évalué à quelque 100 000 (70 000 Irakiens et 30 000 Iraniens). Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui supervise en Irak la libération des prisonniers iraniens, a prévu de les rapatrier au rythme de 1 000 par jour. – *(AFP.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

L'armée prend position dans Soweto pour mettre fin aux affrontements

Vendredi 17 août au soir, les échanges de coups de feu continuaient dans l'agglomération de Soweto, près de Johannesburg, où l'armée a pris position samedi matin pour mettre fin aux affrontements. Ces affrontements, qui ont pour théâtre les quartiers limitrophes des foyers de travailleurs où vivent les Zoulous partisans de l'Inkatha, opposent ces derniers aux résidents de ces quartiers, dans leur immense majorité favorables à l'ANC.

Des enfants, dont certains sont âgés de moins de dix ans, étaient postés autour de feux, aux coins des rues dont la plupart étaient barrées avec des pierres, de la ferraille et des pneus enflammés. Un travailleur zoulou, qui revenait du travail, a été brûlé avec de l'essence, mais un chauffeur d'ambulance a refusé de le prendre en charge : *« Il n'est pas sûr pour nous d'aller dans la zone des foyers »*, a-t-il affirmé. Des témoins des deux camps ont fait part d'attaques à la lance ou de tirs contre des gens revenant du travail. Au moins deux personnes sont mortes vendredi matin, poignardées et jetées hors de trains.

Situation bloquée

Au foyer de Jabulani, plusieurs centaines de Zoulous, pour la plupart ivres, se sont rassemblés pour se préparer à une nuit de bataille, certains jurant de ne pas dormir *« tant que la morgue ne serait pas remplie »* et que *« nous n'aurons pas rapporté de têtes* (de résidents) *à manger »*.

« Nous arrêterons de combattre lorsque Buthelezi (le dirigeant du mouvement zoulou Inkatha) *nous le dira et que Nelson Mandela* (le vice-président de l'ANC) *aura fait la paix avec lui et aura changé sa politique »*, a indiqué un membre de l'Inkatha. De son côté, l'ANC affirme que *« des éléments des services de sécurité de l'Etat »* se trouvent derrière l'actuelle vague de violence et mènent *« une campagne de déstabilisation délibérément planifiée et orchestrée »*.

Par ailleurs, le « Forum de la paix » annoncé par M. Mandela et le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, ne s'est pas réuni vendredi comme prévu. Les policiers, qui tentent d'organiser des pourparlers de paix entre les dirigeants locaux des deux camps, ont annoncé qu'une telle rencontre n'aurait pas lieu avant samedi 18 août.

La situation semble donc bloquée et rien ne laisse prévoir un apaisement des combats, qui ont fait, d'après les derniers bilans, plus de deux cents morts et des centaines de blessés depuis le début de la semaine. – *(AFP, Reuter.)*

LIBÉRIA

Les combats s'enlisent à Monrovia

Dans la capitale Monrovia, où les forces de Charles Taylor, chef du Front National Patriotique du Liberia (NPFL), continuaient, vendredi 17 août, de s'opposer à celles du Président Doe – toujours retranché dans son palais –, aucun changement notable n'a été enregistré sur le terrain des affrontements.

Dans le même temps, alors qu'à Freetown (Sierra Leone), les premiers éléments de la force africaine d'interposition n'en finissent plus d'attendre, paralysés par des problèmes de logistique, à Banjul (Gambie), le président Jawara multipliait les initiatives diplomatiques pour tenter de débloquer un conflit qui dure depuis maintenant près de huit mois.

Chacun continue de s'interroger sur les motifs réels ayant entraîné le report de la visite de Charles Taylor, attendu lundi 20 août dans la capitale gambienne. Le déplacement du dirigeant du NPFL revêt pour les observateurs une grande importance dans la mesure où le président Jawara entend user de tout son poids pour tenter de le convaincre d'accepter l'entrée en action au Libéria de la force d'interposition ouest-africaine, à laquelle il demeurait, ces derniers jours encore, résolument hostile.

A Monrovia, où les combats s'enlisent, les rares étrangers demeurés encore en place ont continué d'être évacués. Les ambassadeurs de RFA et d'Egypte et le chargé d'affaires du Maroc sont arrivés dans la nuit de jeudi à vendredi à Danané (Côte d'Ivoire). En outre, environ trois cent trente Indiens du Liberia ont quitté le pays grâce aux marines américains, un peu plus d'une centaine étant toujours bloqués dans les zones de guerre. – *(AFP.)*

□ **KENYA : demande d'une enquête publique après la mort de l'évêque Alexander Muge.** – Les principaux dirigeants religieux ont demandé, vendredi 17 août, l'ouverture d'une enquête publique sur les circonstances du décès de l'evêque anglican Alexander Muge, tué dans un « accident » de voiture. Le Conseil des Eglises affirme que les conclusions d'une enquête préliminaire menée par les autorités religieuses *« varient par rapport à celles de la police »* et *« suggèrent fortement une manipulation »* de la vérité. – *(AFP.)*

□ **MALI : une association de solidarité avec les Touaregs.** – Une association, baptisée « TILALT » (« solidarité » en langue touareg), a été constituée vendredi 17 août à Paris par des Touaregs résidant en France afin *« d'informer l'opinion publique de la situation qui prévaut au Niger et au Mali »*. De son côté, le parti socialiste français proteste contre les *« massacres »* de plusieurs dizaines de Touaregs, dont a fait état Amnesty International. – *(AFP.)*

ASIE

PAKISTAN

Importante manifestation pour le second anniversaire de la mort du général Zia

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées vendredi 17 août à Islamabad à l'occasion du second anniversaire de la mort de l'ancien président Zia Ul Haq, disparu dans un mystérieux accident d'avion.

Cette manifestation, organisée notamment par M. Ejaz Ul Haq, fils aîné du dictateur défunt, a pris l'allure d'un rassemblement pré-électoral soutenu officieusement par les nouvelles autorités mises en place après le limogeage, il y a moins de deux semaines, de Mme Benazir Bhutto. Plusieurs ministres ont participé à ce meeting.

Violentes attaques contre Mme Bhutto

M. Ejaz Ul Haq, membre du mouvement conservateur de la Ligue musulmane, qui participe au gouvernement « intérimaire », a lancé de violentes attaques contre Mme Bhutto. Cette dernière, dont le père avait été pendu par le général Zia en 1979, a été accusée de *« négligence criminelle »* pour avoir tenté d'*« étouffer l'enquête »* sur l'accident d'avion.

Il a dénoncé *« les éléments anti-islamiques et anti-pakistanais, coupables d'une corruption sans précédent et d'avoir vendu le Cachemire et l'Afghanistan »*. Enfin, le fils du dictateur défunt, qui ne cache plus ses ambitions politiques, a annoncé qu'une grande alliance politique était en train de naître, sous l'égide de l'Alliance démocratique islamique, coalition d'une dizaine de partis ayant pour seul point commun, la *« haine »* de Mme Bhutto. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

EUROPE

ESPAGNE : attentats à Burgos et près d'Oviedo

L'ETA militaire a déclenché une nouvelle offensive

MADRID
de notre correspondant

Une voiture piégée contenant quelque 60 kilos d'amonal a fait explosion, le vendredi 17 août vers 16 heures, devant le commissariat de police principal de la ville de Burgos. Une quarantaine de personnes ont été blessées, dont une seule grièvement. L'attentat n'avait pas encore été revendiqué samedi matin, mais personne ne doute qu'il est l'œuvre des séparatistes basques, qui ont de plus en plus souvent recours à la technique de la voiture piégée.

L'explosion a été particulièrement violente : le bâtiment du commissariat a été presque entièrement détruit, et plusieurs édifices aux alentours sérieusement endommagés. Seules cinq personnes se trouvaient dans le commissariat au moment de l'explosion. Mais celle-ci aurait pu provoquer une véritable catastrophe, la bombe ayant été placée près de l'entrée, où plusieurs dizaines de personnes font habituellement la queue pour renouveler leurs pièces d'identité. Quelques heures plus tôt, une autre bombe placée le long de la voie ferrée reliant Madrid à Oviedo, à quelque 150 kilomètres de la capitale, avait fait explosion. C'est le deuxième attentat en trois jours contre le réseau de chemin de fer : mardi, un engin avait explosé sur la même ligne, au sud d'Oviedo.

L'organisation séparatiste avait rendu public, lundi, un communiqué annonçant que des charges explosives seraient placées entre le 14 et le 27 août le long de trois des plus importantes voies ferrées du pays : celles reliant la capitale à Barcelone, à Séville et à Oviedo. L'ETA tente ainsi de désorganiser les transports publics au beau milieu de la saison touristique, comme elle l'avait déjà fait au printemps de l'an dernier. La RENFE, la compagnie espagnole des chemins de fer, a toutefois réussi jusqu'ici à assurer dans l'ensemble le service en utilisant des itinéraires de rechange, ainsi que des autobus.

THIERRY MALINIAK

ROUMANIE

Libération de plusieurs membres de la famille Ceausescu

Le fils aîné du couple Ceausescu, Valentin, a été libéré vendredi 17 août après que le tribunal militaire de Bucarest eut rejeté une demande de prolongation de détention le concernant, estimant qu'il ne *« présentait plus de danger pour l'ordre public »*.

Valentin Ceausescu, quarante-deux ans, ancien responsable de l'Institut de physique nucléaire de Bucarest, est accusé d'avoir *« sapé l'économie nationale »* et reste poursuivi. Sa sœur Zoïa, quarante et un ans, poursuivie pour les mêmes motifs ainsi que pour abus de biens publics, devait également être libérée samedi, suivant la même procédure, de même que son mari, Ioan Mircea Oprean, et la femme du second fils Ceausescu, Nicu.

Nicu Ceausescu, ancien chef du Parti communiste à Sibiu, est accusé de *« génocide »* et reste en prison. Son procès, ouvert le 26 mai puis suspendu à plusieurs reprises, doit reprendre le 21 août. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Les indemnités des élus en forte croissance

L'un des effets pervers de la décentralisation

Les indemnités perçues par les conseillers régionaux et généraux au titre de l'exercice de leur mandat ont crû de façon quasi exponentielle depuis la décentralisation de 1982. Les informations données à ce sujet par M. Pierre Joxe, en réponse aux questions écrites de M. René Dosière, député (PS) de l'Aisne (*Journal officiel* du 6 août), montrent que, s'agissant des conseillers généraux, leurs émoluments ont progressé de 94 % au total, de 1982 à 1987, et de 84 % en moyenne (compte tenu des créations de cantons) dans la même période. Quant à la rémunération des conseillers régionaux, elle avait été multipliée, au total, par près de trois en 1986, année où, désignés pour la première fois au suffrage universel, ils avaient augmenté en nombre, et elle a presque doublé, ensuite, de 1986 à 1988.

Parmi les conseils régionaux, le plus dispendieux est celui du Nord-Pas-de-Calais, dirigé par le PS (M. Noël Josèphe) et dont les membres ont perçu, en 1987, 272 000 F d'indemnités ; viennent, ensuite, celui de Lorraine, que préside M. Jean-Marie Rausch, alors membre du CDS, avec 218 000 F d'indemnités moyennes, et celui d'Ile-de-France, dirigé par le RPR (M. Michel Giraud, auquel a succédé, depuis, M. Pierre-Charles Krieg), avec 197 000 F.

Les conseillers généraux les mieux payés de France sont ceux des Hauts-de-Seine, département qui bénéficie des plus fortes rentrées fiscales et dont l'assemblée, présidée par M. Charles Pasqua (RPR), a assuré à chacun de ses membres près de 258 000 F d'indemnités en 1987. Cependant, la Seine-Saint-Denis, réputée plus pauvre et qui, sous la direction du Parti communiste (M. Georges Valbon), se prévaut d'une gestion austère, suit de près son opulent voisin, avec 225 000 F d'indemnités pour chacun de ses conseillers. A l'opposé, la rémunération la plus faible se rencontre en Corrèze, département dont M. Jacques Chirac est député et dont les conseillers généraux, sous la houlette de M. Charles Ceyrac (RPR), ont perçu, chacun, moins de 32 000 F en 1987.

La Corrèze est l'un des six départements où l'indemnité moyenne a diminué de 1982 à 1987. Partout ailleurs, les conseils généraux ont augmenté leur propre rémunération, dans des proportions qui excèdent largement la hausse du coût de la vie, celle du salaire horaire et celle... des budgets de fonctionnement départementaux. S'il est vrai que les indemnités des conseillers ne représentent, globalement, que 0,53 % de ces budgets (4,4 % des dépenses de personnel), leur augmentation ne peut être justifiée par la surcharge de travail résultant de la décentralisation.

Elle représente, en fait, un des effets pervers de la dévolution de pouvoirs aux élus et, principalement, aux présidents des assemblées locales. Les avantages financiers et en nature confortent les liens féodaux et clientélistes que les nouveaux « patrons » des départements et, dans une moindre mesure, ceux des régions, tissent avec les élus. Conscient de ce problème, M. Marcel Debarge, sénateur de la Seine-Saint-Denis et numéro deux du PS, auteur d'un projet de statut de l'élu, recommandait, au printemps dernier, de compléter la limitation du cumul des mandats par celle des indemnités, dont il proposait que, toutes fonctions électives confondues, elles ne puissent représenter plus d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base (environ 27 000 F par mois).

Indemnités des conseillers régionaux

(Montant annuel moyen par conseiller en 1987, en francs)

Alsace	121 194
Aquitaine	136 800
Auvergne	74 468
Bourgogne	90 807
Bretagne	93 203
Centre	106 116
Champagne-Ardenne	75 000
Corse	30 504
Franche-Comté	75 670
Ile-de-France	196 944
Languedoc-Roussillon	78 188
Limousin	63 836
Lorraine	218 375
Midi-Pyrénées	126 804
Nord-Pas-de-Calais	272 080
Normandie (Basse)	79 967
Normandie (Haute)	72 518
Pays de la Loire	70 045
Picardie	142 524
Poitou-Charentes	132 384
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	94 419
Rhône-Alpes	131 085

Indemnités des conseillers généraux

(Montant annuel moyen par conseiller, en 1987, en francs)

Ain	68 000	Marne (Haute)	62 200
Aisne	124 672	Mayenne	67 747
Allier	106 333	Meurthe-et-Moselle	183 516
Alpes-de-Haute-Provence	90 516	Meuse	149 508
Alpes (Hautes)	46 682	Morbihan	92 908
Alpes-Maritimes	149 968	Moselle	140 601
Ardèche	80 127	Nièvre	60 497
Ardennes	131 340	Nord	151 310
Ariège	77 787	Oise	158 665
Aube	115 685	Orne	140 917
Aude	90 271	Pas-de-Calais	193 917
Aveyron	57 414	Puy-de-Dôme	81 342
Bouches-du-Rhône	139 264	Pyrénées-Atlantiques	153 470
Calvados	66 716	Pyrénées (Hautes)	43 298
Cantal	43 902	Pyrénées-Orientales	120 237
Charente	94 228	Rhin (Bas)	115 516
Charente-Maritime	69 468	Rhin (Haut)	94 201
Cher	86 030	Rhône	175 638
Corrèze	31 876	Saône (Haute)	74 936
Corse (Haute)	39 000	Saône-et-Loire	89 494
Corse-du-Sud	64 697	Sarthe	87 417
Côte-d'Or	60 720	Savoie	109 955
Côte-d'Armor	57 860	Savoie (Haute)	107 181
Creuse	37 308	Seine-Maritime	115 716
Dordogne	108 976	Sèvre (Deux)	107 921
Doubs	118 426	Somme	118 668
Drôme	146 450	Tarn	59 550
Eure	102 000	Tarn-et-Garonne	82 035
Eure-et-Loire	59 860	Var	37 200
Finistère	138 038	Vaucluse	220 833
Gard	100 000	Vendée	70 435
Garonne (Haute)	155 459	Vienne	98 299
Gers	80 234	Vienne (Haute)	73 704
Gironde	56 052	Vosges	139 782
Hérault	167 169	Yonne	60 000
Ille-et-Vilaine	100 746	Territoire de Belfort	60 300
Indre	79 729	Départements d'outre-mer	
Indre-et-Loire	91 900	La Guadeloupe	69 445
Isère	110 506	Guyane	58 963
Jura	80 458	La Martinique	49 149
Landes	81 965	La Réunion	43 723
Loir-et-Cher	81 820	Saint-Pierre-et-Miquelon	9 600
Loire	116 464	Région d'Ile-de-France	
Loire (Haute)	43 976	Seine-et-Marne	132 924
Loire-Atlantique	89 320	Yvelines	207 323
Loiret	113 032	Essonne	160 159
Lot	39 824	Hauts-de-Seine	257 723
Lot-et-Garonne	109 779	Seine-Saint-Denis	225 537
Lozère	36 371	Val-de-Marne	181 742
Maine-et-Loire	91 635	Val-d'Oise	156 313
Manche	77 263	Paris	109 043
Marne	98 553		

POINT DE VUE

Statut des élus locaux : il y a urgence

par René Dosière

LA décentralisation a augmenté la charge de travail des élus locaux, notamment de ceux qui exercent des responsabilités exécutives, mais elle n'a pas modifié le statut de ces élus. La fiction, selon laquelle les fonctions locales sont exercées en sus ou à côté de l'activité professionnelle, continue à vivre. Ainsi, un président de conseil régional ou général qui, depuis 1982, exerce des prérogatives jusqu'alors attribuées aux préfets ne dispose d'aucun statut social ou fiscal. S'il n'est pas parlementaire ou retraité, il doit souscrire une assurance volontaire pour être couvert, ainsi que sa famille, par la Sécurité sociale. Le montant de la cotisation n'est pas simple d'ailleurs à déterminer, l'intéressé ne disposant, fiscalement, d'aucun revenu.

En effet, en l'absence de rémunération, il perçoit des indemnités qui ne sont pas imposables. Longtemps encadrées, ces indemnités sont, maintenant, librement fixées par chaque assemblée locale (à l'exception des maires et adjoints dont l'indemnisation est fixée par décret). On conçoit qu'elles aient été revues à la hausse, dans des conditions qui, aujourd'hui, posent un véritable problème.

En 1987, l'indemnité moyenne d'un conseiller général atteignait en métropole 116 000 F, soit davantage que le salaire moyen (imposable) du secteur privé et semi-public (98 000 F). Depuis 1982, cette indemnité a augmenté de 84 %. Bien entendu, ce chiffre moyen recouvre des différences sensibles, les extrêmes allant de 32 000 F à 258 000 F, soit un écart de 1 à 8. Quant aux conseillers régionaux, le montant global, national, de leurs indemnités est passé de 6 millions de francs en 1981 à 16 millions en 1982, 41 millions en 1985, 117 millions en 1986 (année de l'élection au suffrage universel, avec augmentation du nombre de conseillers régionaux), pour atteindre 226 millions de francs en 1988. Il en résulte que, dans les cas les plus « favorables », le cumul – possible – des fonctions de conseiller général et régional aboutit à une indemnité moyenne supérieure à 400 000 F.

Sans doute ce niveau élevé prend-il en compte des cotisations à des caisses de retraite, puisque, en l'absence d'activité professionnelle – ce qui peut être le cas, – les droits à la retraite sont suspendus. Toutefois, au stade où l'on est parvenu, il convient de réagir, sous peine de mettre en péril l'attachement des Français à notre système de démocratie locale.

La rémunération des fonctions électives locales doit être clairement établie, car c'est la condition d'un accès de toutes les catégories socioprofessionnelles à la gestion des affaires publiques. Ce principe fut d'ailleurs évoqué, en 1884, lors du vote de la loi municipale, dont l'esprit, qui inspire encore notre système local, est bien résumé par la position (majoritaire) du rapporteur de l'époque : *« Ce serait dénaturer le caractère des fonctions municipales que de rétribuer, par un traitement, les services désintéressés des notables qui sollicitent et reçoivent l'honneur de donner une part de leur temps et de leurs activités à la cité. »* Qui oserait, aujourd'hui, limiter la gestion des affaires publiques aux *« notables »*, que le *Robert* définit comme *« celui qui occupe une position sociale importante »* ?

La démocratie doit s'ouvrir à l'ensemble des citoyens, mais les conditions de cette rémunération doivent être claires et transparentes. Maintenir la discrétion qui entoure le régime indemnitaire des élus locaux ne peut que favoriser excès et injustices. L'imposition fiscale est donc nécessaire. Alors que le Parlement vient de voter, pour les départements, la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par une taxe départementale sur le revenu, il serait paradoxal que les conseillers généraux, du fait de leur indemnisation, y échappent. Il conviendrait, également, de plafonner le montant total des indemnités qu'un élu est susceptible de percevoir, la loi sur le cumul des mandats ne réglant pas toutes les situations de cumul.

C'est dire l'urgence d'un véritable statut des élus locaux, annoncé par le ministre de l'intérieur. En différer plus longtemps le dépôt et la discussion ne pourrait que porter tort à la démocratie locale. Celle-ci ne se réduit pas, bien sûr, à ce seul aspect, mais il en constitue un élément important.

► **M. René Dosière est député (PS) de l'Aisne.**

SOCIÉTÉ

Squats, expulsions, immeubles insalubres, opérations immobilières

La guérilla du vingtième arrondissement

Excédé de voir la Mairie de Paris mise en cause à l'occasion de chaque problème de logement dans le vingtième arrondissement, alors que les expulsions et évacuations d'immeubles insalubres sont du ressort de la préfecture, M. Didier Bariani, maire de l'arrondissement, a organisé une visite des squats de son quartier. L'Est parisien, l'un des derniers quartiers susceptibles d'accueillir encore de nouvelles constructions, est le théâtre d'une sorte de guérilla entre riverains et promoteurs.

Il aurait voulu qu'on vienne un autre jour. Un jour où il aurait fait soleil, un jour où il aurait pu *« montrer le plus grand jardin de Paris »*. Mais deux immeubles venaient de s'effondrer rue du Repos, des vigiles brésiliens terrorisaient les habitants rue Olivier-Metra, et une vingtaine de familles campaient toujours place de la Réunion. M. Didier Bariani, maire (UDF) du vingtième arrondissement de Paris, a donc dû se résoudre mercredi 15 août à faire visiter quelques-uns des squats et immeubles délabrés de son arrondissement.

D'abord les solutions. M. Bariani serre les mains rue du Repos, là où deux bâtiments se sont écroulés la semaine dernière (*le Monde* du 16 août). Les familles maliennes, propriétaires des appartements mitoyens, qui ont dû être évacuées par mesure de sécurité, ont accepté de quitter le trottoir pour attendre à l'hôtel que leur logement soit à nouveau habitable. La municipalité n'était pas propriétaire de l'immeuble effondré, c'est elle qui a relogé les riverains. M. Bariani est souriant.

Mais le maire a aussi ses *« cas inextricables »*. Un immeuble de la rue Ramponeau a été frappé d'un arrêté de péril en 1987. Trois ans plus tard, les habitants, qui ne payaient plus de loyer, sont expulsés sur ordre de la préfecture. Sept des neuf familles qui avaient un bail jusqu'en 1987 ont été relogées. Les deux dernières refusent toutes les propositions. On leur offre du neuf, elles veulent du vieux, *« car c'est ce* [qu'elles ont] *toujours connu »*. On leur offre une salle de bains, elles craignent que *« la grand-mère se noie dans la baignoire »*. On leur propose un loyer modeste mais indexable, elles redoutent que *« [leurs] revenus, et donc le loyer n'augmentent l'an prochain »*.

Dans l'esprit du maire, les refus ou les trop longues hésitations sont le fruit d'une manipulation du Comité des mal-logés, émanation, estime-t-il, de l'extrême gauche. Il s'appuie sur l'exemple d'un atelier de la rue Ligner, qui est devenu *« un squat politique »*. Aux fenêtres, des jeunes, *« des redskins »*, le visage à demi-caché par un foulard rouge, accueillent l'équipe municipale en tournée avec des sirènes de supporters de foot et une floppée d'insultes. Il y aura même une salve de gaz lacrymogène. Les squatteurs ont affiché *« un journal mural de contre-information »* et un slogan – *« Reprenons nos vies des mains des exploiteurs. »* M. Bariani craint que Paris ne finisse par ressembler à ces grandes villes américaines *« où les autorités publiques ont renoncé à s'aventurer dans certains quartiers »*.

Le recours aux vigiles

Le Comité des mal-logés ne cache pas que sa tactique consiste à *« réquisitionner »* des immeubles inoccupés, comme l'explique l'un de ses responsables, M. Jean-Baptiste Erault, dit « Babar ». Par la *« réquisition »*, le Comité entend simplement se servir parmi les bâtiments vides mais décents de la capitale. Ainsi au 32 rue du Volga, la peinture était fraîche et le papier peint propre. Seule la vie manquait. Une dizaine de familles, choisies selon des critères d'urgence et de solidarité, l'ont apportée. L'immeuble a été réquisitionné en mai 1988 par le Comité.

Les quatre premiers mois, les locataires versaient 800 francs de loyer à l'Office d'HLM, propriétaire des lieux. Celui-ci leur a retourné l'argent à partir du cinquième mois. Pour les charges, ils s'arrangent entre eux. *« Eau, gaz, électricité, tout était installé quand nous sommes arrivés »*, précise Nehad, cinquante-trois ans. *Ils chauffaient les murs pendant que nous étions à la rue. »* De toute façon, EDF, service public, a l'obligation d'ouvrir les compteurs demandés. Elle n'a pas à vérifier les titres de logement. *« C'est la première fois que j'ai quelque chose à moi, assez grand pour ma famille »*, dit Dgiby, Mauritanien, père de trois enfants. Depuis 1976, Dgiby reformule chaque année sa demande de logement en HLM. Sans succès.

Pour éviter que *« l'extrême gauche et les squatteurs n'étendent leur réseau »*, la mairie et les sociétés de HLM ont désormais recours à des entreprises de gardiennage lorsqu'elles bâtissent ou réhabilitent. Une dizaine de vigiles, parmi lesquels des maîtres-chiens, surveillent jour et nuit chaque immeuble vide. Cela revient à 20 000 F par lieu et par jour.

« Je comprends les problèmes des squatteurs, admet N'Goyi, un vigile zaïrois de vingt-six ans, en poste dans un immeuble de la rue des Haies. *Ils ne viennent pas par plaisir mais parce qu'ils sont à la rue. J'ai pitié mais je ne les laisse pas entrer. Le boulot avant tout, sinon, je pourrais bien, moi aussi, être obligé de squatter. »* Une tentative nocturne a échoué en début de mois. Depuis, on essaie plutôt de les amadouer avec de l'argent...

Quand les immeubles sont occupés, les propriétaires font parfois appel à de la main-d'œuvre plus secrète mais tout aussi musclée *(voir encadré)*. Ainsi, un commando de quatre personnes casquées est entré en force au 32 rue du Volga, pour gazer au chlore la cage d'escalier. Depuis, les habitants se relaient pour surveiller leur logement. Cette vigilance permet également d'*« éviter que les dealers ne s'incrustent dans le squat »*.

Alors, quand la tournée des bas-quartiers organisée par M. Bariani se termine, Mme Arlette Branquy, un deuxième adjoint qui n'a pas ses convictions en poche, se prend à envier ses collègues du seizième. *« Elles craignent que leurs enfants ne jouent avec le minitel rose*, dit-elle. *Nous, c'est des seringues qu'on a peur. »*

CHRISTOPHE DE CAEVEL

« Chaise musicale » et brutalités

Les locataires du 59 *bis* rue Olivier-Métra, à Paris, s'indignent, pleurent, menacent. Le nouveau propriétaire principal de l'immeuble, aidé de vigiles brésiliens, a saccagé, affirment-ils, plusieurs appartements, jeté les meubles par la fenêtre, détruit les portes et muré les fenêtres.

La SIMAT (Société immobilière Martinet Talavera), qui détient cinquante-neuf des cent sept appartements de cet immeuble, n'a jamais caché son intention de faire évacuer les lieux pour les transformer et les revendre. La petite cour intérieure deviendrait un jardin, les escaliers seraient recouverts de moquette. De là à employer des moyens aussi expéditifs...

Les propriétaires précisent que le murage ne concerne que les appartements de personnes ne possédant pas de bail et ayant accepté de 10 000 à 30 000 francs pour quitter les lieux. *« Nous avons agi un peu durement*, avouent-ils, *mais nous pensions que ces démonstrations de force allaient inquiéter les autres locataires et les inciter à négocier leur départ. Nous voulions également éviter que ces appartements soient réoccupés »*. La violence de leur démonstration, a au contraire radicalisé les habitants de l'immeuble. Six plaintes pour violation de domicile, coups et blessures volontaires et menaces de mort ont été prises en compte au parquet.

Le propriétaire affirme, rapport d'huissier à l'appui, que peu de locataires de l'immeuble possèdent un bail en bonne et due forme à leur nom. Les occupants, de leur côté, assurent qu'ils paient régulièrement leur loyer. En fait, à leur arrivée en France, ils ont, grâce à la pratique dite de *« la chaise musicale »*, repris l'appartement d'un de leurs compatriotes moyennant quelques milliers de francs.

« La revente des baux est une pratique assez courante, dit Mme Brigitte Ponsard, directeur de cabinet de M. Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement. *Trouver un logement est difficile et les nouveaux arrivants sont des proies faciles pour leurs compatriotes qui prétendent les aider. Certains vendent d'ailleurs des baux pour des immeubles qui n'existent même pas. »* Si le syndic est conciliant, il encaisse le loyer sans vérification et le tour est joué.

C. de C.

REPÈRES

CHASSE

La « guerre de l'ours » est déclarée dans les Pyrénées

Les treize plantigrades rescapés des vallées pyrénéennes d'Aspe et d'Ossau et du massif de l'Ariège restent au centre d'une belle bataille entre les chasseurs locaux et M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement. Pour M. Jean Lassalle, président du Parc national des Pyrénées et vice-président du comité intervallées du Haut-Béarn, la menace gouvernementale d'interdire la chasse sur quelque 6 500 hectares de massif, qui seraient pour les ours les derniers sites vitaux *(le Monde* du 18 août), est *« une grosse erreur que les montagnards n'accepteront pas »*.

INCENDIES

Nouveaux feux de forêts en Corse et dans le Midi

Les massifs forestiers continuent de payer un lourd tribut à la sécheresse et à l'inconscience de quelques-uns. En Corse, près de 400 hectares de forêts et de garrigue ont été ravagés par un sinistre, vendredi 17 août, aux alentours du champ de courses de Viseo, près de Zonza (Corse du Sud), et dans les barrières rocheuses qui enserrent le village. Dans l'Hérault, 58 hectares de garrigue ont également été calcinés par les flammes, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 août, autour de Lodève. Ces feux auraient été allumés volontairement par un ou plusieurs pyromanes, selon les autorités locales. L'Ardèche enfin a perdu 50 hectares de maquis boisé, entre jeudi et vendredi, à l'extrême sud du département, à hauteur de Montselgues.

A Marseille, un ouvrier agricole de vingt-trois ans a été inculpé, vendredi 17 août, après avoir reconnu être l'auteur de l'incendie de la ferme pédagogique des Caillols (12e arrondissement) survenu la veille. Il a de même revendiqué quatre feux de pinèdes depuis le début de l'année.

MÉDECINE

Triple transplantation cœur-pancréas-rein réussie à Strasbourg

Un habitant de Colmar de quarante-deux ans vit *« en bonne santé »* six mois après une transplantation cœur-pancréas-rein réalisée, pour la première fois en Europe, au CHU de Strasbourg (Bas-Rhin). Le malade, qui désire conserver l'anonymat, diabétique depuis vingt-sept ans, était en « phase terminale » lorsqu'un donneur a pu être trouvé dans la région. L'opération pratiquée le 20 février dernier par cinq chirurgiens appartenant aux équipes strasbourgeoises des professeurs Cinqualbre et Kieny, a duré treize heures : d'abord le cœur, puis le rein et le pancréas.

Six mois après, selon les médecins, *« la réussite est totale, malgré quelques difficultés postopératoires et une convalescence longue et difficile ». « Le cœur bat parfaitement, le rein et surtout le pancréas jouent leur rôle à plein. Le diabète est guéri et toutes les analyses sont bonnes »*, a souligné le professeur Jean-Georges Kretz, l'un des cinq chirurgiens, qui reconnaît avoir attendu d'être « certain » du succès pour en parler.

En Suisse, les malades pourront refuser l'acharnement thérapeutique

Un formulaire permettant aux patients d'exprimer, par avance, leur refus d'un acharnement thérapeutique a été mis au point par la Fédération suisse des médecins (FMH). Disponible gratuitement sur simple demande, ce document intitulé *Dispositions de fin de vie* indique que le signataire demande qu'on *« s'abstienne de toutes mesures qui ne feraient que prolonger ses souffrances et sa vie »*, dans le cas où son état de santé se révélerait tel qu'il le priverait *« irrémédiablement »* de ses *« facultés de jugement et de décision »*.

Ces dispositions prolongent les *Directives* de l'Académie suisse des sciences médicales, qui recommandent déjà au médecin de respecter la volonté du patient capable de discernement, *« même si elle ne correspond pas aux indications de la médecine »*. – *(AFP.)*

JUSTICE

Dans l'Essonne

Trois maires inculpés dans une affaire d'escroquerie à la Caisse d'épargne

Trois maires de l'Essonne, MM. Max Marest (non inscrit), maire de Breuillet, Jean Coulombel (non inscrit), maire de Morigny-Champigny, et Philippe Allaire (UDF), maire de Guillerval, ont été inculpés par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris dans une affaire d'abus de biens sociaux de la Caisse d'épargne du département. Ils étaient membres de droit du comité de surveillance en vertu de leurs fonctions municipales.

Il leur est reproché d'avoir couvert des jeux d'écritures passés par M. Bernard Juigné, directeur de la Caisse d'épargne de l'Essonne, inculpé et écroué le 17 novembre 1989. Celui-ci est accusé d'avoir fait réaliser des travaux à son domicile pour un montant de 400 000 francs en les faisant facturer au compte de la Caisse d'Epargne, avec la complicité d'un entrepreneur, également inculpé. Le PDG d'une société immobilière de Guillerval est également accusé d'avoir obtenu des prêts conventionnés à un taux attractif au moyen de factures de complaisance.

□ **Offshore meurtrier d'Antibes : remise en liberté du principal suspect.** – L'avocat des parents du jeune homme tué dans la collision d'un offshore et d'un ski-bus en août 1988 au large d'Antibes et de la jeune femme grièvement blessée lors de l'accident, M. Michel Dossetto, a jugé *« prématurée »* la remise en liberté sous caution, vendredi 17 août, du ressortissant britannique David Morris, écroué le 7 août pour homicide et blessures involontaires. Le propriétaire de l'offshore a dû verser une caution de 250 000 F et s'est vu notifier une interdiction de quitter le territoire français.

□ **Deux « zoulous » inculpés d'homicide volontaire.** – Deux « zoulous » âgés de quinze et dix-sept ans, soupçonnés d'avoir participé le 14 juillet à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) à un vol à main armée dans un magasin d'alimentation au cours duquel l'épicier avait été mortellement frappé de plusieurs coups de couteau, ont été inculpés le 16 août pour homicide volontaire et écroués à Fleury-Mérogis. C'est l'interpellation de 27 « zoulous » au lendemain de la mort d'un jeune Malien à la Défense (*le Monde* du 1er août), qui a permis d'arrêter les jeunes gens pour ce meurtre dont la police n'avait pas révélé l'existence. Au cours de leur enquête, les policiers ont également interpellé quatre auteurs présumés de cinq vols à main armée commis depuis la mi-avril par la même bande dans le Val-de-Marne.

ENVIRONNEMENT

La défense de la nature à l'Expo 90 d'Osaka

Les fleurs ou le béton

Quatre-vingts pays participent jusqu'au 1er octobre à l'Expo 90 d'Osaka, deuxième ville du Japon, consacrée au thème des jardins et de la nature. Cette exposition a déjà reçu, en août, plus de quinze millions de visiteurs. On estime que le chiffre de vingt millions devrait être aisément atteint. Expo 90 n'en suscite pas moins controverses et polémiques.

OSAKA

de notre envoyé spécial

Corsage rouge bouffant (une fleur épanouie) et jupe verte droite (la tige) au printemps, métamorphosés, dans la chaleur de l'été, en bouton en fleur d'un bleu et blanc pastel : des uniformes des hôtesses du pavillon du gouvernement japonais aux petits véhicules qui assurent le ramassage des ordures et ont une forme de coccinelle, le thème de la nature se veut omniprésent. Quatre-vingts pays participent à cette énorme manifestation sur la nature.

Trois mille espèces et deux millions et demi de plantes ; quatre-vingt-dix tonnes de sable du Sénégal, pour illustrer le problème de la désertification ; des arbres d'Amazonie symbolisant la déforestation du Brésil ; des arrangements floraux nippons et des biotechnologies ; des musiques de foire et des télécabines sillonnant le ciel : à parcourir les pavillons de l'Expo 90 d'Osaka, on se demande si cette *« harmonie de l'homme et de la nature »*, objectif de la *« première exposition sur le thème de la protection de l'environnement »* – comme l'affirment les brochures – n'est pas simplement un prétexte à l'une de ces monumentales « fantaisies » euphorisantes dont le Japon riche abreuve désormais régulièrement sa population. Comme toutes ces expositions, plus luxueuses les unes que les autres, qui répondent essentiellement aux objectifs publicitaires d'une municipalité dissimulant souvent de prosaïques opérations de réaménagement urbain.

L'Expo 90, qui couvre 140 hectares et aura coûté 700 milliards de yens, est surtout un grand « show » pour Osaka. Bourgeonnante de projets, la deuxième ville du Japon, qui disposera en 1993 d'un nouvel aéroport international construit au milieu de la baie, entend bien rivaliser avec Tokyo. L'Expo se veut le pendant, vingt ans après, de l'Exposition universelle de 1970, agora futuriste où le Japon, devenu alors la troisième puissance économique du monde, se mirait dans ses succès tout neufs, symbolisés par des arabesques de verre et de plastique.

Ecologie ou alibi

C'était l'époque où le message japonais passait bien. Le Japon n'était pas encore une « menace ». Les clichés étaient positifs et l'Occident croyait qu'il avait tout à apprendre de ce démiurge supposé unir la culture (orientale) et le progrès technologique. L'Expo 70 avait déjà pour thème la notion, aussi inépuisable que vague, d'« harmonie » (« Les progrès humains dans l'harmonie »). Deux décennies ont passé, mais c'est toujours l'« harmonie », cette fois entre l'homme et son environnement, qui a été placée en exergue de l'Expo 90.

Un environnement qui semble, au demeurant, moins luxuriant et naturel que dompté et artificiel, quand il n'est pas mis au service des « progrès » technologiques. L'audiovisuel et la simulation offrent ici une nature programmée, une « idée » de nature : les entreprises et grands groupes semblent avoir financé une exposition où les Japonais sont conviés à se bercer des vœux pieux du mercantilisme triomphant.

L'un des premiers pays à participer – avec le même empressement que les autres, mais des moyens plus importants – à la destruction de l'environnement mondial, le Japon des conglomérats, s'offre le luxe de la bonne conscience et de la vertu. Le jour de l'inauguration, un petit groupe d'une dizaine d'écologistes battait tambours sous la pluie à la porte de l'Expo 90 de l'harmonie avec la nature pour rappeler l'opposition de certains groupes à la construction de centrales nucléaires. Ils avaient été très vertement priés par les gardiens d'aller porter la « discorde » ailleurs.

Un Disneyland de la nature

Si le béton, plus que les fleurs, saute aux yeux du visiteur de cette Expo d'Osaka, supposée avoir pour thème la verdure, elle n'en connaît pas moins quelques réussites, notamment les jardins, lorsque finalement on les trouve. Bambous vaporeux, jardins secs japonais, reproduction de ceux de Tivoli, joli jardin de la Ville de Paris... Autant de havres dans ce Disneyland de la nature.

L'exposition Europa, qu'abrite un très beau pavillon dessiné par l'architecte Arata Isozaki (qui sera conservé), présente pour sa part, dans un espace aéré conçu par l'architecte français Louis Sato, une intéressante évocation de la verdure dans une Europe qui va de l'Atlantique à l'Oural, rehaussée de peintures prêtées par le Musée du Louvre et le Petit Palais, illustrant le thème de l'homme et des fleurs. Une exposition qui connaît un grand succès.

Cette Expo 90 est la quatrième manifestation de ce type organisée au Japon à bénéficier du label du Bureau international des expositions. La France a hésité à y participer : exposer des fleurs dans un pays où les restrictions aux importations interdisent quasiment leur vente ne semblait pas s'imposer. A la suite de pressions nippones, Matignon s'est cependant laissé fléchir : la France n'a pas de pavillon, mais participe à celui de l'Europe et elle est présente aussi grâce à la Ville de Paris et à la Nouvelle-Calédonie qui y expose des poissons rares.

Le 19 septembre doit avoir lieu, sur le site de l'Expo, une journée de la France. Les dirigeants économiques du Kansai, une région en pleine expansion, marris d'une lacune du programme de la récente visite de M. Rocard au Japon, qui ne s'est pas rendu à Osaka, attendent qu'à l'occasion de cette journée française Paris manifeste son intérêt pour ce « deuxième œil » du Japon qu'est la dynamique et prospère capitale du Kansai.

PHILIPPE PONS

ESPACE

□ **Lancement d'un satellite britannique de télévision.** – Le satellite britannique BSB-R2 a été lancé vendredi 17 août à 20 h 42 locales (2 h 42 samedi, heure de Paris) depuis Cap Canaveral (Floride) par une fusée Delta de la firme américaine McDonnell Douglas. Ce satellite sera exploité par la compagnie British Satellite Broadcasting pour transmettre les programmes de cinq canaux de télévision vers des stations câblées ou les antennes paraboliques de particuliers en Grande-Bretagne. – *(AFP, UPI.)*

□ **Espace : amarrage du vaisseau Progress M-4 à la station spatiale Mir.** – Le vaisseau spatial Progress M-4, lancé le 15 août (*le Monde* du 17 août), s'est amarré automatiquement vendredi 17 août à 7 h 26 (heure française) à la station spatiale soviétique Mir, a annoncé l'agence Tass. Le vaisseau apporte notamment aux deux cosmonautes actuellement dans la station une nouvelle écoutille pour remplacer celle qui avait été endommagée, le 18 juillet, lors d'une sortie dans l'espace. – *(AFP.)*

CULTURE

MUSIQUE

Les vertus de la belle ouvrage

A Saint-Céré, pas de stars, mais la volonté de bien faire pallie bien des manques

SAINT-CÉRÉ

de notre envoyé spécial

S'il est un festival qui peut compter sur le génie du lieu, c'est bien celui de Saint-Céré. Chaque été, depuis trente ans, de jeunes musiciens se retrouvent ainsi au cœur du Quercy, dans cette région peu accessible, entre Brive et Cahors. Chaque été depuis dix ans, le pari y est tenu de monter des opéras, hors des circuits traditionnels et du vedettariat.

Cette année, entre *l'Opéra de quat'sous* et *Jeanne au bûcher*, l'Opéra éclaté, dont le chef et metteur en scène Olivier Desbordes, président du festival, est le créateur et la cheville ouvrière, présentait les 9 et 11 août le *Don Quichotte* de Massenet, écrit pour Chaliapine et créé par celui-ci.

La gageure est de taille, puisqu'il n'est ni dans la philosophie ni dans les moyens de l'entreprise de faire appel à Ruggero Raimondi ou Nicolaï Ghiaurov pour donner sa stature au chevalier à la triste figure. Impossible non plus de céder au grand spectacle, de faire tourner d'immenses moulins à vent ou de pasticher *le Capitaine Fracasse* au moment de l'attaque des brigands.

La seule crainte que l'on puisse avoir, à l'idée que ce *Don Quichotte* s'apprête à sillonner la France à la rentrée, c'est que l'unique élément de décor imaginé par Jean-Pierre Vergier – une immense table dont le pied est un gisant retourné face contre terre – ne se retrouve perdu sur de grandes scènes noires, et réduit à sa fonction d'«objet à usages multiples», dont les metteurs en scène ont tendance à abuser.

C'est qu'Ariel Garcia-Valdès, qui a déjà monté *le Barbier de Séville* de Rossini dans le même cadre, avait tout un univers à évoquer, sans pour autant tomber dans l'image d'Epinal. Son *Don Quichotte* est jeune et imberbe. Il n'a ni cuirasse sur le dos ni plat à barbe sur la tête. De son mentor Georges Lavaudant, dont il a été, à Avignon, le fabuleux Richard III, Valdès a hérité d'un sens certain de la dérision souriante, de l'ironie propice au songe. Tout n'est pas réussi dans le spectacle, pas seulement par manque de moyens, mais aussi parce que les idées du metteur en scène pour compenser ce manque ne suffisent pas à soutenir son refus de la convention. Jean-Philippe Courtis, en particulier, a bien du mal à rendre la folie sublime du Chevalier, affublé qu'il est d'un pourpoint à la Don Salluste, privé de Rossinante et frustré de sa silhouette traditionnelle.

Ce qui a passionné Valdès, ce n'est ni l'errance ni la lente évolution du Quichotte réduites, il est vrai, à pas grand-chose dans le livret d'Henri Cain. Toute sa lecture s'articule autour de la profession de foi par laquelle le héros met les brigands de son côté. C'est à *la Cène* de Léonard de Vinci que nous assistons, et l'image christique du personnage ne fait plus de doute. C'est d'ailleurs à ce moment que Courtis, qui jusque-là chantait avec goût mais n'échappait pas à cette grisaille, vocale et scénique, qu'on lui connaît quant il n'est pas inspiré, a trouvé sa voix et son rayonnement, et il les a conservés jusqu'à la scène, magnifique, de la mort, devant la table retournée, aux pieds du gisant regardant enfin le ciel.

Pas plus que le metteur en scène, le chef ne peut prétendre trouver d'emblée une unité de ton, un fil conducteur solide dans cette partition inégale, où Massenet, en fin de carrière, a mis son savoir-faire mélodique, tout en essayant d'innover, de jouer sur les contrastes, de faire de la corde raide avec l'harmonie. Alain Guingal et l'Orquestra sinfonica del Valles ont effectué un beau travail, cependant, et l'on aimerait voir certaines de nos phalanges de luxe jouer avec ce soin du phrasé, du timbre et du style, comme on aimerait entendre toujours des chœurs aussi enthousiastes.

Pour les solistes, la tâche n'est pas moins ardue. Valérie Marestin (Dulcinée), triomphe sans peine des colorature imposées à son beau mezzo grave, et Jean-Marie Frémeau parvient à soutenir le punch de Sancho Pança sans forcer le trait. Après tant de *Werther* lacrymogènes et de *Manon* tonitruantes, Massenet avait bien besoin d'une telle rigueur et d'une telle probité.

FRANÇOIS LAFON

► *Don Quichotte* sera repris en tournée aux mois d'octobre et novembre en France et en Espagne.

□ **Mort de la chanteuse noire américaine Pearl Bailey.** – Interprète de comédies musicales, notamment *Hello Dolly*, Pearl Bailey est morte le 17 août à l'hôpital de l'université Thomas-Jefferson de Philadelphie (Pennsylvanie), a indiqué un responsable de cet établissement. Elle était âgée de soixante-douze ans.

PHOTOGRAPHIE

Affreux, seuls et méchants



25/34 PHOTOGRAPHES

Durs, fermés, rétifs au dialogue, sinistrement interchangeables, ils ne donnent pas d'eux une image rassurante. Crâne ras ou rehaussé d'une houppe, bras croisés, tatoués, bardés de cuir, de badges, de chaînes, de clous et à l'occasion de croix gammées, bagués, armés de battes, de coups de poing américain et de couteaux, ils posent de manière frontale, muscles bandés, debout, dos au mur. Héros d'une armée en marge, tels des guerriers de *Mad Max*, tous sont identiques et désespérément seuls. Ce qui les humanise un peu.

Londoniens pour la plupart – Dick, Tim, Sean – Parisiens, plus sociaux – Gavroche, Nounours, Titus – ou Berlinois – moins brutaux, – ils sortent de l'ombre et, le temps d'une pause, prennent leur revanche sur le rejet, la défiance. Trahis par leurs souliers cirés, la haine dans les yeux, en uniforme, ils sont les représentants d'un ordre nouveau qui endoctrine femmes et enfants. Anges de la mort, mutants déchus, motards de l'apocalypse ou Comanches des temps modernes (ils multiplient les clichés), ils s'exhibent tels qu'ils sont, sans modification de casting, dans un décor neutre, dûment repérés par Ralf Marsault (français, trente-trois ans) et Heine Muller (allemand, quarante-deux ans), qui les ont choisis dans la rue, lors de concerts et les ont payés (200 francs) pour tirer ces portraits réalisés en une heure. Ils leur ressemblent et les aiment tant qu'ils ont publié – à compte d'auteur – cet album de famille sincère et provocant.

PATRICK ROEGIERS

► *Fin de siècle*, Ralf Marsault et Heine Muller Edition. Les Pirates associés éd., 175 p., 295 F.

ARTS

L'Australie, en désordre

Est-ce parce qu'il se divise en deux moitiés, l'aborigène et l'occidentale, qu'il est si difficile d'exposer une anthologie de l'art australien ?

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Cent chefs-d'oeuvre de la peinture australienne », proclament sans humilité les affiches dispersées dans Montpellier. Chef-d'oeuvre est excessif, cent démesuré. Mais le plus contestable est encore qu'une exposition, particulièrement quand elle se propose de décrire une histoire aussi fragmentée et difficile que celle de l'art australien, se contente de juxtaposer des œuvres, même rares, même séduisantes, en désordre.

Les organisateurs de l'exposition disposaient de deux endroits, l'un dans le Musée Fabre, l'autre dans la vieille ville, et d'une série d'œuvres considérable prêtée par l'Australian National Gallery de Canberra et des collectionneurs privés.

Au musée, ils ont disposé, salle après salle, les aborigènes «traditionnels» actuels, puis les impressionnisants de filiation française et anglaise des années 1880, puis les avatars australiens du surréalisme et de l'abstraction. Dans la Galerie Saint-Ravy, des artistes contemporains aborigènes et «anglo-celtiques» pêle-mêle. Cette division aux critères obscurs ne contribue que faiblement à l'intelligence du sujet et place la moitié aborigène de l'anthologie dans une position de faiblesse regrettable.

Ainsi doit-on ignorer si des évolutions l'ont affectée, selon quelle logique, suivant quel rythme. N'y a-t-il eu aucune modification de styles et de thèmes depuis un siècle en dépit de la colonisation ? La peinture des hommes du désert est-elle, par essence, intemporelle ? Les aborigènes des années 80 ne sont-ils que les héritiers obéissants d'une tradition ? Probablement pas, puisque certains d'entre eux, originaires de Papunya, emploient l'acrylique sur toile plutôt que l'ocre sur écorce. Or l'acrylique suppose d'autres procédés, d'autres temps de séchage, une technique plus prompte et des chromatismes plus variés.

Tout cela, qui se déduit des cartels et des notices du catalogue, mériterait une analyse détaillée – que l'on ne trouvera pas à Montpellier, alors même que nombre de ces œuvres hybrides arrêtent le regard, que ce soit par la complexité des compositions qui les soutiennent ou par la vigueur du chromatisme.

La section «européenne», si l'on peut dire, respecte mieux les usages scientifiques et raconte comment, à partir des années 1880, d'estimables artistes natifs de Sidney et de Melbourne mirent en pratique ce qu'ils savaient de l'impressionnisme français.

Leurs paysages balancent entre Barbizon et Vétheuil, Rousseau et Sisley, avec quelque tendresse aussi pour Bastien-Lepage, sans jamais se risquer à dissoudre les lignes des formes. Leurs successeurs, tout aussi marqués par l'enseignement européen, puis américain, se sont glissés dans le surréalisme ou l'expressionnisme abstrait, cultivant l'exemple de Magritte, de Dubuffet ou de Pollock.

Les plus singuliers sont, parmi les plus jeunes, ceux qui expérimentent l'association de l'aborigène et du contemporain et non ceux qui pastichent l'art international *made in* New-York ou Berlin. Fiona Foley et Trevor Nickolls démontrent par leurs toiles les ressources de cette synthèse. Après plus d'un siècle d'indifférence, les deux Australies feraient-elles enfin alliance ?

PHILIPPE DAGEN

► Musée Fabre, 37, boulevard Bonne-Nouvelle, et Galerie Saint-Ravy, place Saint-Ravy, 34000 Montpellier. Jusqu'au 10 octobre.

► Et aussi, peintures Papunya. Galerie Baudoin-Lebon, 34, rue des Archives, 75004. Jusqu'au 30 août.

Bébés païens et jouets freudiens

Avec quatre expositions dispersées dans la ville, la 10e Biennale internationale de l'émail de Limoges confirme ses choix

LIMOGES

de notre correspondant

La chapelle jésuite du lycée Gay-Lussac accueille cent vingt artistes venus de dix-sept pays : une extrême diversité de pratiques et de talents, tradition cloisonnée, constructivisme russe, objet fignolé au geste conceptuel, cuisson très maîtrisée ou liberté laissée au hasard du feu, dinanderie raffinée ou simple bricolage. Mais l'événement de cette Biennale est la présentation, dans le palais de l'évêché, de deux hommages, à l'Américain William Harper et au Français Jean-Joseph Sanfourche.

Le premier, quarante-six ans, vit, travaille et enseigne en Floride. Il présente une centaine de pièces – vingt ans de travail. Celles-ci évoquent, pêle-mêle, des résurgences multiples : rituels vaudous, chamanisme indien, et créations de malades mentaux. Leurs titres sont explicites : *Bébés païens, l'Extase de sainte Thérèse, les Jouets freudiens*. La multitude des inspirations est soulignée par la variété des matériaux assemblés dans chacun de ces objets, or, argent, coquilles d'escargots, dents de requins, morceaux de plastique, et l'émail, bien sûr.

Le second appartient à ce qu'il est convenu d'appeler l'art brut. Jean-Joseph Sanfourche, soixante et un ans, travailla avec Gaston Chaissac, et fut salué par Jean Dubuffet. La Biennale présente une cinquantaine d'images émaillées qui se réfèrent à l'imaginaire chrétien (*Saint Pierre arrive à Rome, Joseph et Marie au Paradis*), républicain (*A Limoges en 1789 les Limousins ont planté l'arbre de la Liberté*) et limousin. La région où vit Sanfourche pense à gauche mais continue d'honorer les «bonnes fontaines» gauloises après deux mille ans de christianisme. Hérésie que les émaux de Sanfourche traduisent en images barbares, très différentes des objets sorciers de William Harper, mais dont l'esprit est proche.

GEORGES CHATAIN

► Biennale internationale de l'émail. Jusqu'au 7 septembre, 7, boulevard de Fleurus, 87000 Limoges. Tél. : 55-34-58-27.

CINÉMA

Kurosawa et la bombe

Le vieux maître s'apprête à tourner « Rhapsodie en août » une production entièrement japonaise

TOKYO

de notre correspondant

Dans la foulée de *Rêves*, Akira Kurosawa vient d'annoncer qu'il tourne un nouveau film, son vingt-neuvième : *Rhapsodie en août*, dont les rôles principaux seront tenus par Richard Gere et l'actrice Sachiko Murase, âgée de quatre-vingt-cinq ans. Pour la première fois depuis vingt ans, un film de Kurosawa sera entièrement produit par des Japonais. Le tournage devrait être achevé en octobre, et il sortira en été 1991.

Comme Shohei Imamura, qui a récemment réalisé *Pluie noire*, tiré du roman de Masuji Ibuse, Kurosawa a pris pour thème la tragédie du bombardement atomique : *«Quarante-cinq ans après, des hommes et des femmes continuent de mourir, victimes de la radioactivité des deux bombes du 6 et du 9 août 1945»*, a-t-il récemment déclaré au cours d'une conférence de presse. Sans souhaiter s'étendre sur le sujet de son film, tiré de l'œuvre de la romancière Kiyoko Murata *(Nabe no naka* : « Au fond du pot »), le cinéaste a précisé qu'il s'agit d'*«une série de mystérieux événements subis par une vieille dame et ses quatre petits-enfants au cours d'un été passé dans un village isolé»*. Richard Gere interprète le neveu de cette vieille dame dont le frère a émigré à Hawaï et épousé une Américaine.

C'est au cours du tournage de *Rêves* que le cinéaste a lu le roman de Murata, et il en a aussitôt écrit le script ; *«en moins de dix jours»*, précise-t-il. Depuis *Dodeskaden* (1970), Kurosawa avait dû aller chercher à l'étranger les financements de ses films. *Rhapsodie en août* sera produit par les Japonais et distribué par l'une des plus grosses maisons nippones : Shochiku.

PHILIPPE PONS

POINT DE VUE

Beaubourg vu de l'intérieur

par Marie-Jeanne Peraldi et Jean-Paul Ameline

Un musée du vingtième siècle comme le Centre Georges-Pompidou doit-il réorganiser son espace, mêler les disciplines les plus différentes, devenir une sorte de «musée total», ou au contraire développer son projet culturel à partir de son patrimoine : la plus grande collection d'art moderne de l'ancien monde. Une polémique s'est élevée à ce sujet *(le Monde* du 4 et du 19 avril) sur lequel le syndicat CFDT du Centre apporte son point de vue.

IL se dit et s'écrit depuis quelque temps beaucoup de choses sur le Centre Pompidou et la crise qu'il traverse. De l'intérieur, les analyses faites et les solutions proposées apparaissent sommaires. Aujourd'hui, force est de constater que l'anarchie des espaces et l'hétérogénéité des manifestations contribuent à désorienter le visiteur novice et à spécialiser à l'excès les habitués, au moment même où chacune des composantes du Centre s'isole dans ses difficultés.

La bibliothèque (BPI), surchargée par l'afflux des étudiants (dû à la carence de Paris en bibliothèques municipales et universitaires modernes), s'efforce de gérer la masse de ses lecteurs sans pouvoir élaborer de collaboration régulière avec les autres départements, par manque de structure de concertation.

Le musée (MNAM), qui connaît depuis 1986 les soubresauts dus à la rotation accélérée de directeurs aux objectifs opposés (voir la déprogrammation en catastrophe de l'exposition Braque-Picasso), se trouve aujourd'hui incapable de définir une politique d'avenir autrement que de façon irréaliste et confuse (1). Pourtant, au même moment, ses besoins vitaux ne sont plus assurés. Sait-on que seulement 5 % des collections peuvent être présentées, faute d'espace, et que les travaux indispensables à la sécurité des œuvres ont trop longtemps été considérés comme une seconde priorité par le Centre ?

Le Centre de création industrielle (CCI), hors quelques présentations monographiques d'architectes et de designers, est de plus en plus contraint à accueillir des expositions sponsorisées et conçues à l'extérieur («Le design automobile italien», cet hiver, livrée clés en main).

L'IRCAM enfin, qui continue sur son chemin particulier, repose toujours en grande partie sur les épaules prestigieuses de son directeur, Pierre Boulez.

Le public perçoit mal la réalité de ces quatre organismes aux statuts différents : l'IRCAM est une association 1901 ; la BPI est directement rattachée au ministère de la culture ; seuls le MNAM et le CCI dépendent entièrement de la présidence du Centre, dont le pouvoir d'arbitrage administratif (gestion budgétaire) et culturel (programmation) entretient toutes les ambiguïtés.

Cette singularité statutaire exacerbe les rivalités en matière d'attribution de crédits, de postes et d'espaces, multiplie les centres de décision et aboutit à la constitution de féodalités incontrôlables (comme le démontrait déjà, en 1988, un rapport de l'inspection des finances resté confidentiel).

Les conséquences en sont désormais évidentes :

– Démotivation du personnel : atteint par les suppressions d'emplois imposées à la fonction publique, victime de la stagnation des salaires et des carrières, il se résigne à vivre dans un état de découragement croissant tandis que la fuite des cadres éprouve durement les services.

– Absence d'orientation culturelle globale, l'interdisciplinarité originelle étant devenue quasiment lettre morte.

– Vieillissement accéléré d'un bâtiment, coûteux dans son fonctionnement et conçu davantage comme une vitrine prestigieuse que pour satisfaire à la multiplicité de ses fonctions.

Si l'on veut vraiment *«préserver le Centre»* (2), le réexamen des objectifs de chaque département et la recherche de leur complémentarité sont prioritaires. Le remodelage des espaces du bâtiment en découle ; il doit inclure l'extension des surfaces du musée et l'utilisation plus rationnelle des espaces généraux.

La révision du statut de Beaubourg apparaît enfin inévitable. Il faut harmoniser le cadre juridique des départements, redéfinir les attributions de la présidence, mettre en place un statut d'avenir pour le personnel. Un projet global d'orientation du Centre s'impose donc. C'est autour de sa mission de référence sur la culture de notre temps et son arrière-plan historique indispensable, notre vingtième siècle, que peut se dessiner son avenir. Ainsi le Centre pourra-t-il répondre à la nouvelle donne culturelle que constituent l'essor des musées et centres d'art en France et à l'étranger et la mise en place de la future Bibliothèque de France.

(1) *Cf.* l'article de l'actuel directeur Jean-Hubert Martin, «Pour un musée du XXe siècle» (*le Monde* du 4 avril) et la réponse de Jacques Vistel, «Les pièces du musée total» (*le Monde* du 19 avril).

(2) *Cf.* l'article de Mme Claude Pompidou, «Préserver le Centre Pompidou» (*le Monde* du 5 juillet).

► **Marie-Jeanne Peraldi (assistante d'exposition au MNAM) et Jean-Paul Ameline (conservateur au MNAM) pour la section CFDT du Centre Georges-Pompidou.**

AGENDA

SAMEDI 18 - DIMANCHE 19 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

La Tête d'un homme (1932), de Julien Duvivier, 15 h ; Sans titre (1989), de Jérôme Estienne, l'Homme qui en savait trop (1956, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h ; Céleste (1989), de Laurent Tuel, Arabesque (1966, v.o. s.t.f.), de Stanley Donen, 19 h ; Made in Belgique (1988), d'Antoine Desrosières, l'Ami américain (1977, v.o. s.t.f.), de Wim Wenders, 21 h.

DIMANCHE

La Nuit du carrefour (1332), de Jean Renoir, 15 h ; St Trop (1988), de Laurent-Pierre Pager, le Grand Alibi (1950, v.o.), de Alfred Hitchcock, 17 h ; l'Enquête de l'inspecteur Morgan (1959, v.o. s.t.f.), de Joseph Losey, 19 h ; Eaux profondes (1981), de Michel Deville, 21 h ; le Crime du Bouif (1921), d'Henri Pouctal, 16 h ; Monsieur Balboss (1975), de Jean Marbœuf, 19 h ; Lucia et les Goupes (1973, v.o. s.t.f.), de Pasquale Squitieri, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Si vous avez manqué le début : les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris ; le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, Voici le temps des assassins (1956) de Julien Duvivier, 14 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, les Tricheurs (1958) de Marcel Carné, 16 h 30 ; la Parisienne : Deux femmes de bien (1973) de Paul-Louis Martin, Au Bonheur des dames (1943) d'André Cayatte, 18 h 30 ; Café, cafés : les Cafés de Paris (1966) de Guy Gilles, Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 20 h 30.

DIMANCHE

Si vous avez manqué le début : le Paris des écrivains : les Peintres de l'éternel dimanche (1960) de Jacques Espagne et Pierre Mathieu, Nous les gosses (1941) de Louis Daquin, 14 h 30 ; les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris ; Vanessa Paradis chante Joe le taxi (1987) de Polygram, Monsieur Taxi (1952) de André Hunebelle, 16 h 30 ; Au-delà du périph' : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, le Jour se lève (1939) de Marcel Carné, 18 h 30 ; les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris ; les Concierges au tricot (1966) de Luc Favory, l'Impossible Monsieur Pipelet (1955) d'André Hunebelle, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES FILMS NOUVEAUX

BIENVENUE A BORD ! Film français de Jean-Louis Leconte, v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

OUT COLD. Film américain de Milcolm Mowberay, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46).

48 HEURES DE PLUS. Film américain de Walter Hill, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

ECHEC ET MORT (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

I PICCARI (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

KANSAS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN ANGE DE TROP (A., v.f.) : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MACADAM COWBOY (*) (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THÉATRE

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Adélaïde 90 : 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Pas d'âge pour l'amour : 21 h, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Baloche : 20 h. La France, ta fierté fout l'camp : 22 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets satiriques : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 17 h, dim. 20 h 30, mer., ven., mar. 18 h 30, lun. 20 h 30. Bajazet : 20 h, jeu. 19 h, dim. 15 h 30.

DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). Patrick Adler limite les dégâts : 21 h, dim. 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Plus convivial tu meurs : 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 15 h et 19 h 30, dim. 17 h. Baudelaire : 17 h et 24 h, dim. 16 h. La Mouette : 21 h 30, dim. 19 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 18 h et 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). One-man-show André Lamy : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 18 h 30 et 21 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à la patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Les Fourberies de Scapin Festival Molière : 15 h et 20 h, dim. (dernière) 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Plait dit Allais : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Y a Farid Chopel : 20 h 15. Oh, ben oui! : 22 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). La Mère, de Witkiewicz. sam., 21 h ; dim., 17 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

THÉATRE DE PARIS (48-78-52-22). Au secours... tout va mieux! : 17 h 30 et 21 h.

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Mata-Hari : 21 h 15, dim. 18 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-33-43-00). Tranches de vie conjugale : 21 h, dim. 18 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). Le Silence de la mer : 20 h 30, dim. 14 h 30. Le Spectacle du jeu de l'oie : 22 h 15.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 17 h et 21 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

ON SE CONNAIT ? Palais des Glaces (grande salle) (42-02-27-17) (dim. lun.), 20 h 30 (21).

UN FIL A LA PATTE. Palais Royal (42-97-59-81) (dim. soir, lun.) vend., mardi à 20 h 45, samedi à 21 h (17).

LA MÈRE, de Witkiewicz. Théâtre la Main d'or (48-05-67-89), lundi, 21 h. ; dima., 17 h.

CONCERTS

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIÈRE. Patrice Caire, 16 h 30, dim. Récital d'orgue. Œuvres de Saint-Saens, Gigout, Reger, Lefebure-Wely.

ÉGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37).

Frédérique Brillouin, Thierry Pécou, 21 h, sam., 17 h. dim. Hautbois, piano. Œuvres de Bach, Schumann, Poulenc. Téléphone location : 40-30-10-13. Jacques Amade, 10 h, dim. Orgue. Œuvres de Duruflé, Rogg.

ÉGLISE SAINT-GEORGES. Sacha Gasparov, Henri Demarquette, 19 h, sam. Piano, cello. Œuvres de Schumann, Gasparov, Poulenc.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Sinfonietta de Paris, 21 h, sam. Œuvres de Mozart, Vivaldi, Pachelbel, Albinoni. Téléphone location : 42-33-43-00.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Sylvie Dusseau, 21 h, sam. Violon. Intégrales des sonates et partitas pour violon de Bach. Téléphone location : 40-30-10-13.

OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Anne Thomas, 22 h, sam. (piano), Silvio Failla (violon), Manuel Solens, Eric Fonteny (violoncelle).

Œuvres de Schubert, Strauss, Offenbach.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ars Antiqua de Paris. Les 15, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 août, 3, 4, 5, 6, 7, 8 septembre, 19 h 15, 21 h 15, dim. Musique de la Renaissance, œuvres de Dufay, de Machaut. Téléphone location : 43-40-55-17. Gabriel Fumet, 21 h, sam. Flûte. Œuvres de Bach, Telemann, Paganini, Debussy, Honegger. Téléphone location : 40-30-10-13.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88).

Joe Lee Wilson, 22 h, ven., sam.

Mra Oma Brotherhood, 22 h, dim.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Gregg Hunter, 22 h 45, dim.

Isabelle de Valvert, 22 h 45, sam. Chant, Olivier Hutman (piano), Luigi Trussardi (ctb), Philippe Combelle (batt.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Paris Barcelona Swing Connection, 21 h 30, sam., dim.

L'EUSTACHE (40-26-23-20). Ricky Ford, 22 h, sam.

FURSTEMBERG (43-54-79-51). André Persiani, 19 h, sam., dim. Piano.

Jeannor Rabeson, Christophe Marghet, 23 h, dim. Piano, batt., Christophe Wallemme (basse), Laloa Rabeson (chant).

Patrice Authier, Christophe Laborde, 23 h, sam. Piano, sax., Bernard Tessier (basse), Steve Phillips (batt.).

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-34-34). David Moody Quintet, 22 h, sam.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Laurence Allison Quartet, 22 h., sam. Voc., Christian Mesmin (piano), Etienne Brachet (batt.), Pierre Guillemant (basse).

MÉRIDIEN-MONTPARNASSE (43-20-15-51). Jean-Paul Daine, Tony Bario, 22 h 30, sam. (piano, chant, sax.) Café Atlantic.

LE MONTANA (45-48-93-08). Groupe Delta, 22 h 30, dim. Au bar.

Quartet Jean-Paul Amouroux, 22 h 30, sam. Au bar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Serge et Nivo Rahoerson, 22 h, dim. Batt., chant.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70).

King Jo Quartet, 21 h 30, sam.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). The Jazzphonic Orchestra de Prague, 23 h, sam.

PULLMAN SAINT-JACQUES. BAR TAHONGA (40-78-78-40). Numidia, 18 h, sam., dim. Piano

Christian Brenner, 22 h, sam., dim. Piano.

SLOW-CLUB (42-33-84-30). Ticinum Jazz Band, 22 h, sam. Italie.

SUNSET (40-26-46-60). Turk Mauro Quartet, 22 h 30, sam. Sax., Oliveir Hutman (piano), Michel Gaudry (ctb), Richard Portier (batt.)

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73).

Armando Rumba, 22 h, sam.

LE VILLAGE (43-26-80-19). Eydin Esen Duo, 22 h, sam. Piano.

MUSIC HALL

FIAP (46-42-45-60). Jacques Grillot, 21 h 30, sam. « Jacques chante Brel. » Jean-Louis Beydon (piano), Pascal Le Pennec (acc.).

SUNSET (40-26-46-60). Ken Allen, 20 h, sam. Première partie : Jeff Delarue.

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 AOUT

« Cent tombeaux de couples célèbres au Père-Lachaise », 10 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« David d'Angers et quarante de ses chefs-d'œuvre au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Versailles : les bosquets du parc du château », 14 h 30, cour du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« Le thé en l'hôtel Rambouillet ou la vie raffinée des femmes au Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Haulier).

« L'hôpital Saint-Louis et le canal Saint-Martin », 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Merle).

« L'hôtel de Lauzun. Evocation de l'histoire de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à Marie-Antoinette », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (D. Bouchard).

« Une église métallique du début du siècle : Notre-Dame-du-Travail », 15 heures, sortie métro Pernety.

« La place de la République, ancienne place du Château-d'Eau », 15 heures, devant le cirque d'Hiver (Monuments historiques).

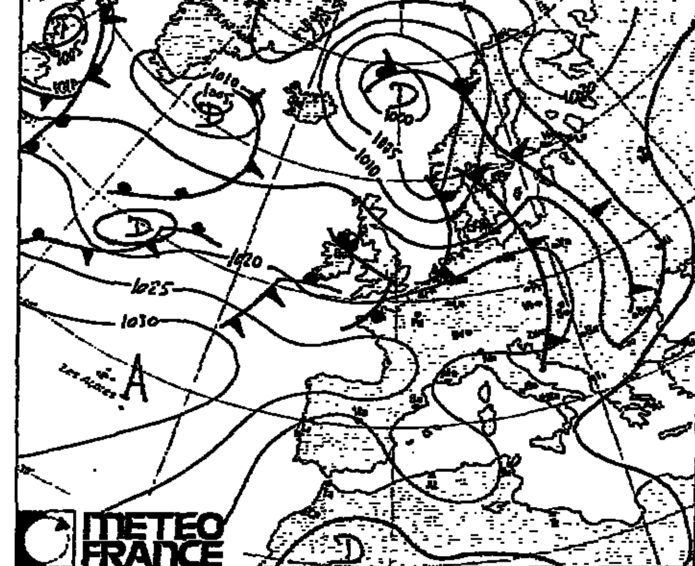
« L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Passy, le cimetière le plus « chic » de Paris », 15 heures, entrée du cimetière (Paris et son histoire).

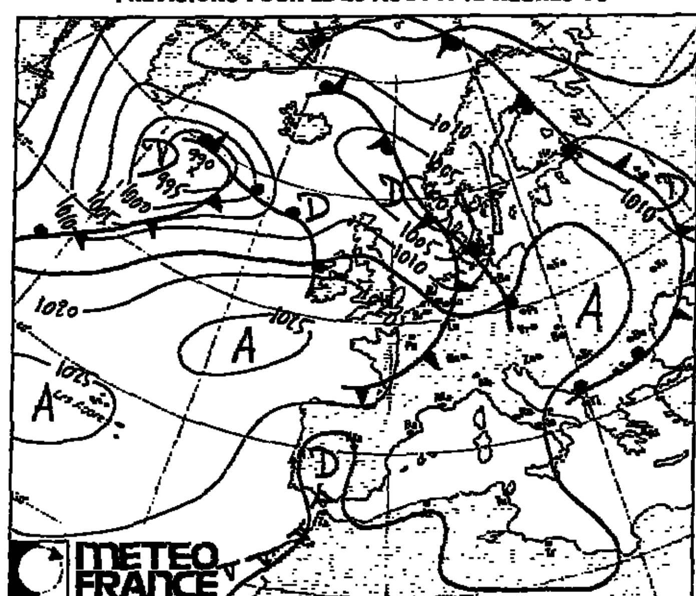
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 AOUT A 12 HEURES TU

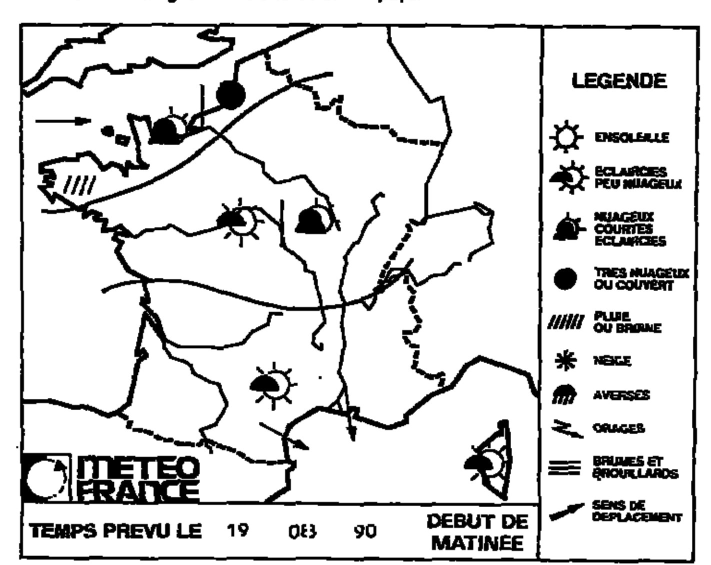


Evolution probable du temps en France entre le samedi 18 août à 0 heure et le dimanche 19 août à 24 heures.

Une perturbation océanique amènera de l'air doux et humide sur nos régions septentrionales. Le temps restera sec et ensoleillé sur la moitié sud du pays.

Dimanche : nuageux sur le Nord, soleil sur le Sud. – Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Picardie, le ciel sera gris tout au long de la journée. De plus, par moments, il pourra pleuvoir faiblement. Le vent de sud-ouest sera modéré. Sur les autres régions de la moitié nord du pays, le temps hésitera entre soleil et nuages. Parfois le soleil l'emportera mais, à d'autres moments, ce seront les nuages qui prédomineront. Par contre sur la moitié sud du pays, c'est sans aucun problème que le soleil régnera. Le mistral et la tramontane déjà modérés le matin cesseront dans l'après-midi.

Côté température, nous aurons, au petit matin, entre 10 degrés et 15 degrés en général, mais près de la Méditerranée le thermomètre ne descendra pas en dessous des 17 degrés à 20 degrés. L'après-midi, les températures seront plus élevés que celles de samedi, nous aurons entre 20 degrés et 26 degrés sur le Nord et entre 26 degrés et 31 degrés sur le sud du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 17-8-90 à 6 heures TU et le 18-8-90 à 6 heures TU — le 18-8-90

FRANCE			
AJACCIO	29	16	-
BIARRITZ	23	13	D
BORDEAUX	23	10	D
BOURGES	22	9	D
BREST	20	16	P
CAEN	20	14	C
CHERBOURG	19	13	A
CLERMONT-FER.	21	6	D
DIJON	21	6	D
GRENOBLE SM-H	23	10	B
LILLE	19	13	P
LIMOGES	19	10	D
LYON	22	9	D
MARSEILLE-MAR.	25	17	D
NANCY	20	9	C
NANTES	22	12	C
NICE	29	20	D
PARIS-MONTS	21	15	C
PAU	24	10	D
PERPIGNAN	26	18	D
RENNES	23	14	C
ST-ETIENNE	22	7	D
STRASBOURG	21	8	N
TOURS	23	11	C
TOULOUSE	24	13	D
POINTE-A-PITRE	33	23	D

ÉTRANGER			
ALGER	32	18	D
AMSTERDAM	20	13	P
ATHÈNES	32	23	D
BANGKOK	35	26	N
BARCELONE	25	21	C
BELGRADE	35	15	P
BERLIN	20	10	C
BRUXELLES	21	15	C
LE CAIRE	33	21	D
COPENHAGUE	21	12	N
DAKAR	32	28	N
DELHI	35	28	D
DJERBA	30	25	N
GENÈVE	22	8	D
HONGKONG	34	31	N
ISTANBUL	31	22	D
JERUSALEM	30	18	D
LISBONNE	31	19	D
LONDRES	21	13	F
LOS ANGELES	23	17	D
LUXEMBOURG	18	11	N
MADRID	35	18	D
MARRAKECH	41	22	D
MEXICO	26	13	A
MILAN	29	17	N
MONTRÉAL	28	17	D
MOSCOU	24	13	D
NAIROBI	23	14	C
NEW-YORK	31	23	B
OSLO	18	14	A
PALMA-DE-MAJ.	30	21	N
PÉKIN	30	24	D
RIO-DE-JANEIRO	22	21	C
ROME	29	20	D
SINGAPOUR	30	23	C
STOCKHOLM	20	13	D
SYDNEY	16	9	D
TOKYO	33	25	A
TUNIS	33	22	D
VARSOVIE	24	12	C
VENISE	28	16	N
VIENNE	25	13	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Décès

– Cereste (Alpes-de-Haute-Provence).

Mme Myriam Bouveris,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
font part du décès de

Yves BOUVERIS,

survenu à Aix-en-Provence, le 15 août.

Les obsèques auront lieu le lundi 20 août, à 10 heures, au cimetière de Cereste (Alpes-de-Haute-Provence).

– Brigitte et Jacques Bour,
François et Marie-Claire Chain,
Nicole et Jean-Marie Bouvier,
Bernard et Maud Chain,
Dominique et Anne Chain,
Bruno et Ariane Chain,
ses enfants,
Ses trente-quatre petits-enfants,
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert CHAIN,

rappelé à Dieu le 13 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église de Fère-en-Tardenois.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Mottin.
02220 Braine.

– Mme Fernand Kerjean,
M. Yves Kerjean,
M. et Mme Bernard Vermenot
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. Fernand KERJEAN,
fondateur de l'I.FO.CO.P
(Institut de formation commerciale permanente),
chevalier du Mérite social,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

survenu au Kremlin-Bicêtre, le 7 août 1990, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 14 août.

7, allée Guillaumet,
94550 Chevilly-Larue.

– Les familles Roudaut et Prouvost ont le regret de faire part du décès tragique du

docteur Michel ROUDAUT,

de son épouse
Colette,
née Prouvost

et de leur fils
Christophe
(dix-huit ans),

survenu au Mali fin juin 1990.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux, le mardi 21 août, à 16 heures.

Anniversaires

– Le 19 août 1989, nous quittait soudainement notre cher et regretté

Gérard CHEVALIER.

Sa famille,
très attristée demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé une pensée en ce jour anniversaire.

– Il y a juste un an, dans ta dix-neuvième année, tu nous quittais. Vivant, tu as ensoleillé nos vies. Disparu, tu nous montres la Lumière.

Vous tous, souvenez-vous de

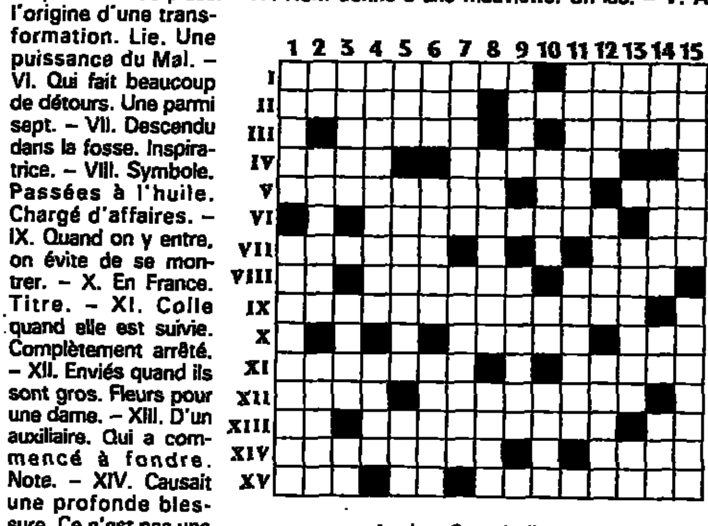
Denis LE FLOCH.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5328

HORIZONTALEMENT

I. Un homme du cru. Comme un père au théâtre. – II. N'est évidemment pas le chant du départ. Tique, par exemple. – III. Pas uni. Où l'on n'a pas de problème de place. – IV. Nom donné à une mauviette. Un lac. – V. A l'origine d'une transformation. Lie. Une puissance du Mal. – VI. Qui fait beaucoup de détours. Une parmi sept. – VII. Descendu dans la fosse. Inspiratrice. – VIII. Symbole. Passées à l'huile. Chargé d'affaires. – IX. Quand on y entre, on évite de se montrer. – X. En France. Titre. – XI. Colle quand elle est suivie. Complètement arrêté. – XII. Enviés quand ils sont gros. Fleurs pour une dame. – XIII. D'un auxiliaire. Qui a commencé à fondre. Note. – XIV. Causait une profonde blessure. Ce n'est pas une fine mouche. – XV. Tourne rond. Un point sur la carte. Peut être une bonne pensée.



VERTICALEMENT

1. En tête quand on fonce. Un homme qui met la gomme. – 2. Un vague sujet. Un drôle de pistolet. Chante comme un montagnard. – 3. Bon pour le service. Brusque résolution. Symbole. – 4. Une entrée vraiment pas discrète. Rivière. – 5. Fut mise sur tables. Comme les reins de celui qui n'a aucun mal à cracher. Oiseau. – 6. Fleur. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. Donnas des couleurs. – 7. Sans éclat. Provoque de grosses vagues. – 8. Pas assez mûrs. Peuvent blesser quand ils sont piquants. – 9. Peuvent être de la revue quand ils sont petits. Un impressionniste. – 10. Sans suite. Adverbe. Ancienne capitale. – 11. Certains sont très choux. Manquait évidemment de noblesse. – 12. Susceptible de s'envoler. Fait circuler. Quand elle est de velours, il n'y a pas de griffe. – 13. Cri pour obtenir un autre morceau. Dans un organisme féminin. Partie d'un lustre. – 14. Cri sur le court. Solidement bâti. Est parfois sur les dents. Retourne partout où il passe. – 15. Peut devenir farouche quand elle est grande. N'avance donc pas.

Solution du problème n° 5327

Horizontalement

I. Musiciens. – II. Arêtes. Io. – III. Galette. – IV. Né. Mortes. – V. Ath. Iéna. – VI. Né. Insane. – VII. Clé. Et. – VIII. Réa. Anse. – IX. Impasse. – X. Eu. Net. Dé. – XI. Sélénites.

Verticalement

1. Magnaneries. – 2. Uraète. Emue. – 3. Sel. Cap. – 4. Item. Il. Ane. – 5. Cétoine. Sen. – 6. Istres. Asti. – 7. Etna. Né. – 8. Ni. Eanes. Dé. – 9. Sots. Etêtés.

GUY BROUTY

TÉLÉVISION

Samedi 18 août

TF 1

20.35 Variétés : Fou rire.
22.10 Série : Columbo.
23.50 Magazine : Formule sport.
0.45 Journal et Météo.

A 2

20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.
21.45 Série : Les brigades du Tigre.
22.40 Documentaire : Derniers Far-West.
23.35 Journal et Météo.
23.50 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

— De 20.00 à 0.00 La Sept —

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Face à la mort.
22.05 ▶ Documentaire : Tarzan fait son cinéma.
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Tarzan et le safari perdu. ■

LA 5

20.35 Téléfilm : Balle perdue.
22.15 Magazine : Désir.
23.10 Sport : Football.
23.15 Humour : Smaïn au Café de la gare.
0.10 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : L'homme sandwich.
22.10 Téléfilm : Une femme dangereuse.
23.25 Six minutes d'informations.
23.30 Les privés de la nuit. Séries
Peter Gun : Mister Lucky.
0.20 Musique : Rap line.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Documentaire : Nujiang, la vallée perdue.
22.25 Soir 3.
22.40 Danse : Groosland.
23.35 Documentaire : Roman Opalka.

Dimanche 19 août

TF 1

14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.00 Série : Marie Pervenche.
16.20 Tiercé à Deauville.
16.25 Série : Côte Ouest.
17.15 Dessins animés : Disney parade.
18.25 Magazine : Téléfoot.
19.20 Divertissement : Vidéo gags.
19.55 Loto sportif.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Cartouche. ■■
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
22.40 Cinéma : Meurtres à domicile. ■
0.15 Journal et Météo.

A 2

14.15 Documentaire : La planète des animaux.
15.10 Série : Coupable ou non coupable.
16.40 Documentaire : La planète de l'aventure.
17.35 ▶ Série : Cantara.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Le gorille
22.10 Feuilleton : Nord et Sud.
23.45 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Musiques au cœur de l'été.

FR 3

14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Documentaire : La guerre d'Algérie.
21.30 Série : Il était un musicien.
22.00 Journal et Météo.
22.25 Magazine : Le divan.
22.45 Cinéma : Le grand jeu. ■■
0.35 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.05 Série : Deux solistes en duo.
15.52 Pochettes-surprises.
16.10 Documentaire : Etosha, un lac au cœur du désert.
17.00 Magazine : Mag max.
18.00 Cinéma : Un père et passe. □

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.25 Flash d'informations.
19.30 Les superstars du catch.
20.30 Cinéma : Nocturne indien. ■■■
22.15 Flash d'informations.
22.20 Sport : Football.
Côte d'Azur-Milan AC
0.10 Cinéma : La princesse de Clèves. ■

LA 5

15.05 Série : Madame le juge (rediff.).
16.35 Série : Un juge, un flic.
17.35 Drôles d'histoires.
17.55 Série : Riptide.
18.45 Journal images.
18.50 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : Le paradis des requins.
22.20 Magazine : Ciné Cinq.
22.30 Cinéma : Y a un os dans la moulinette □
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.20 Série : Sam et Sally.
15.20 Série : Laramie.
16.05 Documentaire : Chasseurs d'images. Islande.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 Série : Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Un jour, un mur.
22.20 Six minutes d'informations.
22.25 Téléfilm : Les mutants de la Saint-Sylvestre.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.00 Feuilleton : L'or du diable
16.00 Série : C'est notre univers.
16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
17.00 Documentaire : Figures de la foi (1).
18.00 Téléfilm : L'arbre mort.
19.35 Vidéo-danse : Les louves.
20.05 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven.
21.00 Série : Médecins des hommes
22.30 Téléfilm : Ragazzo.
23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (8).

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Faute d'une réunion de l'OPEP

L'Arabie saoudite pourrait commencer à accroître immédiatement sa production

Devant les craintes de pénurie, les prix du pétrole ont à nouveau enregistré une vive hausse vendredi 17 août sur les marchés libres. A Londres, le baril de brent a gagné plus de 1,2 dollar pour atteindre 26,65 dollars. A New-York dans la soirée, la qualité de référence (le West Texas Intermediate) a suivi le mouvement jusqu'à 28,6 dollars, en hausse de 1,3 dollar.

L'Arabie saoudite, qui a demandé officiellement vendredi 17 août la réunion d'urgence la semaine prochaine au plus tard de l'Organisation des producteurs de pétrole pour faire face à la situation nouvelle créée par les événements du Golfe, semble avoir peu de chance d'emporter une décision du cartel. Le royaume pourrait dans ces conditions se passer de l'aval des autres producteurs et accroître aussitôt son rythme d'extraction, estimant avoir fait le maximum pour consulter ses pairs. Selon des sources proches des milieux saoudiens, Ryad aurait d'ailleurs déjà pris les mesures nécessaires pour augmenter sa production.

La demande saoudienne, transmise par télex à tous les pays membres, doit, pour être approuvée, recueillir l'approbation d'une majorité de pays, soit 7 sur 13 au moins. Or la plupart des producteurs, tout en reconnaissant que la situation nécessite une réponse collective, refusent une réunion précipitée. « *Il n'y a pas le feu. Il faut d'abord s'assurer que l'OPEP ne sera pas empêchée de s'entendre par des raisons extra-pétrolières. Un échec serait pire que pas de réunion du tout* », assure un délégué arabe. L'Indonésie a officiellement fait savoir qu'elle ne souhaitait pas de réunion avant septembre. L'Irak, qui tire profit du *statu quo*, a fait de même.

Le premier obstacle est en effet circonstanciel et politique. Les règles de l'organisation veulent que toute décision majeure fasse l'objet d'un « *consensus* », c'est-à-dire qu'aucun des treize membres ne s'y oppose formellement. On voit mal dans la situation actuelle l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït – qui serait représenté par le gouvernement légitime en exil – s'entendre sur une quelconque résolution commune...

Le second obstacle porte sur le fond. L'objet de la conférence extraordinaire consiste à redistribuer les quotas entre les pays membres pour tenir compte du manque à gagner créé par l'embargo contre l'Irak et le Koweït. Les trois pays disposant de larges capacités excédentaires, Arabie saoudite, Venezuela et Emirats arabes unis, veulent ainsi obtenir rapidement l'aval de leurs pairs pour accroître leur production sans rompre leurs engagements précédents.

Le marché est encore largement approvisionné

Or, contrairement aux principaux intéressés, bon nombre de pays estiment que le temps ne presse pas. Compte tenu des cargaisons en mer – correspondant aux achats effectués en juillet, – le marché est encore largement approvisionné, assurent-ils, ajoutant que la production de l'OPEP atteignait encore au cours de la première quinzaine d'août quelque 20,5 millions de barils/jour (contre 23,5 millions de barils/jour en juillet). « *D'ici à la fin du troisième trimestre, il n'y a pas de risque de rupture d'approvisionnement*, assure un délégué proche de l'organisation, *nous avons donc encore le temps d'ici à septembre de préparer une réunion plus sereine* ».

Dans les couloirs de l'OPEP on fait en outre remarquer que les données de base portant tant sur la demande et le déficit prévisible que sur les capacités de réserve sont loin d'être clairement établies. Compte tenu de toutes les objections soulevées, il parait donc exclu que l'organisation se réunisse dans les délais demandés par l'Arabie saoudite. « *Une réunion cette semaine ou même la semaine prochaine est exclue* » assure-t-on dans l'entourage du président, algérien, de l'OPEP.

L'absence de réunion ne veut pas dire que l'Arabie saoudite ou le Venezuela n'augmenteront pas leur production rapidement. Au contraire, il semblerait que la demande officiellement formulée par les deux pays obéisse au seul souci de se dédouaner. Ryad comme Caracas pouvant ainsi prouver qu'ils ont tout tenté pour consulter leurs pairs avant de prendre une décision unilatérale.

Selon certaines informations émanant du royaume, l'Arabie saoudite aurait d'ailleurs d'ores et déjà commencé à prendre les dispositions techniques et commerciales nécessaires pour accroître le débit de ses champs. Le royaume s'est engagé notamment à approvisionner en pétrole brut la Kuwait Petroleum International, filiale de la compagnie nationale koweïtienne en Europe qui dispose d'un important réseau de distribution et se retrouve, du fait de l'embargo, privée de ses ressources habituelles. Démentant les informations parues la veille dans la presse, le ministre saoudien du pétrole s'est en outre engagé le 17 août à respecter ses engagements précédents auprès de tous ses clients.

VÉRONIQUE MAURUS

Les Koweïtiens ont gardé le contrôle de leur trésor de guerre

Le gouvernement légitime du Koweït, exilé en Arabie saoudite, n'a pas tout perdu. Malgré les apparences, il a réussi à préserver le « nerf de la guerre » : son fabuleux trésor, estimé à plus de 100 milliards de dollars et placé dans tous les grands centres financiers occidentaux... ainsi que « sa » compagnie pétrolière qui gère en Europe un réseau de quelque 6000 stations services.

Officiellement gelés par tous les gouvernements occidentaux après l'invasion du Koweït par l'Irak, les avoirs koweïtiens ne sont en effet pas complètement stérilisés. Ils sont toujours gérés, de Londres, assure un banquier, par le KIO (Kuwait Investment Office), naguères bras séculier du gouvernement koweïtien en Europe, et désormais seul propriétaire légal de ce véritable « trésor de guerre ».

Le 2 août, jour de l'invasion irakienne, le cheikh Ali Khalifa Al-Sabah, ministre koweïtien des finances, a en effet fait une lettre certifiée et munie de toutes les garanties légales par laquelle il transférait tous les avoirs de l'Etat au KIO, et la signature à son président. Grâce à ce transfert, dûment enregistré avant le gel des avoirs par tous les gouvernements occidentaux, le gouvernement en exil conserve donc un droit de regard sur l'ensemble de ce patrimoine.

Le gel officiel ne permet certes pas au KIO de disposer des fonds comme il l'entend. En France, par exemple, il empêche quiconque non seulement de sortir de l'argent d'un compte koweïtien mais aussi de réaliser une transaction internationale à partir de ce compte sans autorisation spéciale des autorités monétaires. Mais, outre que la législation varie selon les pays – la Suisse par exemple est beaucoup plus souple, – des arrangements directs avec les gouvernements concernés permettent au KIO non seulement de contrôler l'utilisation de ce capital mais aussi, semble-t-il, de financer les dépenses du gouvernement légal en exil.

Le même transfert a eu lieu avec la KPI (Kuwait Petroleum International), filiale européenne de l'ancienne compagnie nationale, qui, elle aussi peut continuer à fonctionner depuis son siège social londonien dans tous les pays où elle possède des activités (raffineries, réseaux de distribution, etc.) Seule difficulté mais majeure : la KPI a perdu ses sources principales d'approvisionnement en brut et en produits raffinés koweïtiens et doit désormais s'approvisionner sur le marché libre internationel. Elle devrait toutefois rapidement être aidée par l'Arabie saoudite, laquelle s'est engagée à l'approvisionner en brut.

V. M.

Après la grève en Corse

La grogne des pompistes s'étend

Alors que les pompistes corses ont repris le travail, le gouvernement a dû apaiser, vendredi 17 août, leurs collègues indépendants du continent qui menacent, à leur tour, de se mettre en grève. Si certaines stations-service sont déjà fermées dans l'Aveyron, le Finistère et dans l'Ardèche.

Des représentants de quatre syndicats de pompistes se sont entretenus, vendredi après-midi, avec des conseillers du ministère de l'Economie et des Finances et du ministère du Commerce et de l'Artisanat, afin d'examiner les difficultés liées à l'entrée en vigueur du décret de plafonnement des prix de l'essence. Plusieurs compagnies pétrolières se sont déjà engagées, selon le ministère des finances, à rétablir des « *marges normales de fonctionnement* » *entre prix de gros et prix de détail.*

M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, a, pour sa part, proposé, sur Sud-Radio, de mettre sur pied « *un système de garantie pour les pompistes indépendants* » en leur offrant « *une voie de recours immédiate auprès des autorités* ».

Le chaud et soif des campagnes

Suite de la première page.

« *Le maïs non irrigué est dans une situation catastrophique*, affirme M. Serge David, le chef du développement de l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs). *Pour le maïs irrigué, tout dépendra des possibilités d'arroser avant le 15 septembre. Un problème de coût de production va se poser, car si le prix de l'eau augmente en France, les prix agricoles fixés à Bruxelles ne suivront pas nécessairement.* »

Le stress des plantes

Le maïs irrigué (qui couvre 600 000 hectares sur les 2,2 millions d'hectares ensemencés) devrait, quoi qu'il arrive, enregistrer des rendements inférieurs à ceux de l'an passé. Dans les régions qui ont pu mener leur arrosage jusqu'au bout sans restrictions – comme le Bassin parisien et l'Alsace, – la productivité sera, d'après un professionnel, « *fabuleuse* ». Les maïs partiellement irrigués seront médiocres. Quant au maïs sec du Sud et du Sud-Ouest, il court à la catastrophe. « *La canicule est intervenue en pleine floraison*, déplore M. David. *Avant le 14 juillet, on pouvait espérer des rendements records. Maintenant, le manque d'eau freine le remplissage des grains. On peut encore perdre 20 % de la récolte...* »

Le choc climatique de l'été apparaît par certains aspects plus grave qu'en 1989. Il est intervenu sur des sols secs et privés de réserves en eau. Les lacs collinaires étaient à leur étiage, les nappes phréatiques souvent au plus bas. La canicule a de surcroît provoqué des phénomènes inconnus l'année dernière : le stress des plantes qui, bloquées par les températures supérieures à 50 °C, ont stoppé net leur fécondation. Au total, un long croissant de sécheresse s'étend sur une soixantaine au moins de départements compris entre le sud de la Bretagne et le Sud-Est. « *Même si la pluie tombe, cela n'arrangera rien*, estime M. Jean-Michel Delmas, coresponsable de la cellule sécheresse à la FNSEA. *Le mal est fait.* » Le soja, le tournesol et le sorgho devraient aussi pâtir du climat, tant en volume qu'en qualité.

La situation est d'autant plus préoccupante pour le monde agricole qu'elle coïncide avec une crise aiguë sur le marché de la viande bovine. Alors que dans plusieurs régions le manque de fourrage inciterait à réduire les cheptels par l'abattage, la chute des prix de la viande (– 10 % depuis janvier), due notamment aux importations très bon marché en provenance des pays de l'Est, paralyse les éleveurs.

Les projections des organisations professionnelles montrent qu'en 1990 la France dégagera un excédent commercial agro-alimentaire de l'ordre de 60 milliards de francs, soit 10 milliards de plus qu'en 1989. Dans ce contexte, les syndicats ne veulent pas entendre parler d'un impôt sécheresse, estimant que la répartition de la solidarité devrait pouvoir être réalisée au sein même de la filière verte. Aussi pressent-ils les pouvoirs publics de procéder aux arbitrages « *nécessaires* » dans trois directions : le report des annuités des emprunts en fin de période de prêt ; la distribution à bas prix et en quantité suffisante de fourrage pour la sauvegarde du bétail ; le versement à l'agriculture de moyens de trésorerie pour lui permettre de réensemencer les terres dès la prochaine campagne. La FNSEA espère en outre que Bruxelles relèvera le plafond de production imparti au sorgho, sans quoi les agriculteurs ayant choisi cette « *spéculation* » seront pénalisés par une baisse des prix communautaires.



A combien s'élèvera la facture ? Nul ne veut avancer de chiffres dans les rangs agricoles. On souligne que, sur les 580 millions de francs promis en 1989 par le gouvernement, de nombreuses aides n'ont pas été versées en raison de la complexité administrative qui régissait leur octroi. « *Nous voulons des mesures simples et applicables* », précise M. Delmas, qui n'hésite pas à demander, pour certaines zones particulièrement touchées, une aide à personnes en danger. « *Nous avons eu presque toutes les sept plaies d'Egypte*, conclut-il. *Il nous manque seulement les pluies de grenouilles et de criquets...* »

ÉRIC FOTTORINO

SOCIAL

En marge du conflit de la CPAM de l'Essonne

M. Claude Evin lance une mission pour étudier les « dysfonctionnements » de la Sécurité sociale

M. Claude Evin a décidé de confier une mission conjointe à l'Inspection générale des finances et à celle des affaires sociales afin « *d'éclairer les pouvoirs publics sur l'origine des dysfonctionnements* » constatés actuellement au sein des organismes de Sécurité sociale. Le ministre de la santé et de la protection sociale a ainsi répondu aux quelque 70 % de grévistes qui paralysent, depuis près de dix semaines, la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne après qu'un mouvement similaire eut bloqué, durant huit semaines, celle de la Seine-Saint-Denis (*le Monde* du 13 juillet).

Evaluer le malaise des agents

Dans une lettre, rendue publique vendredi 17 août et adressée à M. Michel Berson, député (PS) de l'Essonne, M. Evin indique que cette mission sera chargée de proposer « *avant le 15 septembre une méthode d'approche des problèmes* [affectant le fonctionnement de la Sécurité sociale] *pour les différentes parties concernées* ».

Cette mission devra « *notamment*, ajoute le ministre, *préciser les conséquences pour la gestion des personnels de l'évolution de la gestion des organismes de la Sécurité sociale ainsi que des conditions de travail en leur sein (impact des nouvelles technologies, mode d'organisation, charge de travail)* ».

Une façon, pour le ministre de la santé, d'évaluer le malaise ressenti par les agents de la Sécurité sociale qui ont vu leur pouvoir d'achat s'éroder alors même que leurs gains de productivité ont, selon M. Gilles Johanet, directeur de la CNAM, progressé « *de 50 % en huit ans* », grâce notamment à l'informatisation des services.

Refusant toujours de régler isolément le conflit de la CPAM de l'Essonne, M. Evin a, dans sa lettre, renouvelé son souhait de voir s'engager « *dans les plus brefs délais des négociations générales portant sur l'ensemble des agents des organismes de Sécurité sociale* ». Menées dans le cadre de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), ces négociations devaient reprendre dès le début du mois de septembre.

Réagissant à cette initiative de M. Evin, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé qu'il « *n'acceptera pas que le ministre se substitue aux contractants, ce qui confirmerait un accroissement de la tutelle (...) et conduirait de facto à une Sécurité sociale affaiblie par étatisation et appel au secteur privé* ».

□ **Laiterie Saint-Hubert : 173 suppressions d'emplois.** – La direction de la Laiterie Saint-Hubert, qui emploie 630 personnes, a confirmé, vendredi 17 août à Ludres (Meurthe-et-Moselle), la suppression de 173 emplois dans le cadre de son plan de restructuration adopté le 18 juillet dernier. Ce plan avait été alors présenté par le nouveau propriétaire de la Laiterie – le groupe Sodiaal dirigé par M. Michel Debatisse, ancien président de la FNSEA et ancien ministre de l'agriculture – et avait entraîné le départ de M. François Guillaume, également ancien président de la FNSEA et ancien ministre de l'agriculture, qui présidait jusque-là la Laiterie Saint-Hubert.

FINANCES

Trop lourdement endetté

Le fondateur de Polly Peck renonce à racheter le capital de son groupe

M. Asil Nadir, le président de la firme Polly Peck International, a annoncé, vendredi 17 août à Londres, qu'il renonçait finalement à acquérir la totalité des titres de sa compagnie, contrairement à ce qu'il avait déclaré en début de semaine (*le Monde* du 15 août).

M. Nasir avait créé son groupe en 1979 en Grande-Bretagne et l'avait depuis largement diversifié dans les textiles, la distribution de fruits, les loisirs... et l'électronique en rachetant Sansui Electric. Trop endetté, Polly Peck a vu son cours en Bourse chuter. M. Nasir qui détient encore 26 % du capital voulait sortir sa société de la Bourse en rachetant le reste des parts.

Mais il fallait, pour ce faire, réunir 2 milliards de livres. Il en a donc été incapable, comme les milieux financiers britannique l'avaient d'ailleurs pressenti.

Si la manœuvre n'a pas étonné à Londres, elle a toutefois choqué les autorités de la City qui ont officiellement demandé des explications à M. Nasir.

Après la chute des cours de la viande

M. Nallet accorde des primes européennes aux éleveurs de bovins

Les prix de la viande bovine et de la viande ovine ont fortement chuté provoquant diverses manifestations d'éleveurs. Pour la FNSEA, le syndicat agricole, les cours ont perdu 6,4 % ce dernier mois et 10 % depuis le début de l'année, en raison notamment d'importations massives de viande des pays de l'Est. C'est pourquoi des manisfestants à Moulins (Allier) ont intercepté vendredi 17 août des camions allemands chargés de moutons de cette provenance.

En réponse, M. Nallet, le ministre de l'agriculture, a signé vendredi la circulaire appliquant en France l'aide communautaire aux éleveurs de bovins qui acceptent de réduire leur production (aide à « *l'extensification* »). Le régime, expérimental jusqu'à la fin de 1990, prévoit que les éleveurs reçoivent des primes pendant cinq ans « *pour les animaux non produits* », s'ils s'engagent à réduire leurs troupeaux de plus de 20 %. Le ministre espère que cette mesure « *attendue par la profession* » permettra aux éleveurs de s'adapter à la baisse des cours.

PUBLICITÉ

Après l'URSS et la Hongrie

Young and Rubicam s'installe en Tchécoslovaquie

Après Moscou et Budapest, le groupe publicitaire américain Young and Rubicam s'installe en Tchécoslovaquie en rachetant AB Line Studios, une des rares agences tchèques. Si Saatchi and Saatchi a ouvert, il y a quelques mois, un bureau à Prague pour analyser le marché, Young and Rubicam est le premier groupe à tenter de s'implanter en Tchécoslovaquie.

Même si, dans la plupart des pays de l'Est, la rentabilité d'une agence de publicité est encore problématique, le groupe américain est poussé par quelques-uns de ses gros clients comme Colgate, Kodak ou Xerox qui veulent commercialiser leurs produits à l'Est.

La Tchécoslovaquie possède quatres chaînes nationales de radio et une dizaine de stations régionales qui acceptent toutes la publicité.

Une radio commerciale vient de faire récemment ses premiers pas. Trois chaînes nationales de télévision programment chacune deux écrans quotidiens de publicité de dix minutes. La presse écrite, encore largement sous le contrôle de l'Etat, publie aussi des annonces publicitaires.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 AOUT

PARIS

Débâcle ou krach mou ?

INDICE CAC 40

- 6,6 %

Après avoir été très secouée au cours des deux précédentes semaines, la Bourse de Paris a, ces derniers jours, littéralement plongé devant la nouvelle montée des périls au Moyen-Orient. C'est presque un euphémisme de dire que cette semaine, réduite à quatre séances par la fête de l'Assomption, a été terrible rue Vivienne.

Commencée par une chute sévère de 3,3 % dès lundi, elle se poursuivait le lendemain par une reprise complètement ratée et un nouveau recul des cours (0,52 % après 1,09 % de hausse en début d'après-midi). Jeudi, après vingt-quatre heures de chômage forcé, le marché tentait à nouveau de se redresser (+ 1,15 % en mi-journée). Mais sans y parvenir vraiment. Tous les gains initiaux étaient en effet reperdus dans l'après-midi (+ 0,01 %), avant que, tout de même, durant les dernières minutes de cotation, mais sans grande conviction, le marché se décide à se raffermir un peu (+ 0,66 %). Bien inutilement. A la veille du week-end, il plongeait derechef. En clôture, l'indice CAC 40 annoncait la couleur : rouge vif avec une nouvelle et sévère glissade de 3,39 % (après un creux à – 4,30 %). Tant et si bien que d'une semaine à l'autre, les valeurs françaises se sont encore dépréciées de 6,6 %. Depuis le 27 juillet, leur baisse atteint maintenant 17 %, les ramenant ainsi à leur plus bas niveau depuis le mois de mai 1989. La liquidation générale, qui aura lieu jeudi 23 août, risque d'être terrible, sauf rebondissement de dernière minute. Elle est actuellement perdante de 16,33 %, ce qui ne s'était jamais vu depuis la terrible échéance du mois d'octobre 1987 après le passage du krach rue Vivienne (– 21,17 %).

La récession américaine en vue

« Une véritable débâcle », commentait un spécialiste au teint cireux appuyé contre une colonne du temple au vu des dégâts commis à la cote. Il est vrai qu'ici, comme sur de nombreuses places internationales, les opérateurs avaient jusqu'au dernier moment plutôt privilégié une solution négociée à la crise du Golfe en imaginant que le roi Hussein, en visite chez M. George Bush, président des Etats-Unis, était porteur d'un message du président irakien Saddam Hussein. A la déception causée par la vanité de cet espoir ont immédiatement succédé les craintes très vives suscitées par les propos vengeurs tenus par le numéro un irakien à l'endroit du chef de la Maison Blanche.

A la veille du week-end, la communauté financière parisienne avait vraiment l'impression qu'une explosion était prête de se produire dans le Golfe. Au plus mauvais moment, dans la mesure où la confirmation est venue cette semaine que le processus d'entrée dans la récession était bien engagé outre-Atlantique. Le danger de stagflation se précise : avec, d'un côté, la chute en juillet (– 2,6 %) des mises en chantier de logement, à leur plus bas niveau depuis huit ans et, de l'autre, la hausse des prix de détail le même mois (+ 0,3 %) plus rapide que prévu. Crise diplomatique ou conflit militaire : de toute façon, la note à régler pour les Etats-Unis va être salée. Une très mauvaise nouvelle au moment où le dollar décroche et où le président Bush tape du poing sur la table en menacant de couper dans les dépenses pour réduire de façon drastique le déficit budgétaire, comme la loi lui en donne le droit en l'absence de consensus. Sans parler de la possibilité d'un troisième choc pétrolier. Il n'y avait qu'un pas. De nombreux boursiers l'ont franchi, au moins mentalement. Car singulièrement, et le phénomène est nouveau, si krach il y a – les retraites précipitées faites par les différents marchés de la planète ne laissent guère de doute à ce sujet – il est mou et même très mou. Partout les mouvements de baisse se font dans l'ordre, sans panique et avec généralement assez peu d'affaires. Ainsi à Paris, sur le marché du RM (réglement mensuel), les transactions n'ont pas dépassé quotidiennement 2 milliards de francs. A New-York, les échanges portent, au plus, sur 140 millions de titres. Une misère !

Interrogés, les spécialistes ne savent trop que répondre : *« Les grands décideurs sont en vacances »*, nous a-t-il été timidement répondu. Un gamin ne croirait pas à cette version. Faut-il voir dans cette apparente renonciation à sombrer dans un noir pessimisme, le secret espoir de voir la crise se déliter ? Singulièrement, quelques-uns paraissent y croire dans les milieux financiers parisiens. Selon eux, le président Saddam Hussein jouerait avec l'effet psychologique de la terreur pour essayer d'obtenir, en nuancant ultérieurement le propos, ce que nul n'est encore prêt à lui accorder. Un pari peu coûteux, qui pourrait rapporter gros, mais en même temps terriblement dangereux si la partie adverse n'a pas les nerfs solides. Mais à force d'anticiper, les boursiers finissent peut-être par rêver. A cet égard, la rentrée dans quelques jours des premiers grands escadrons d'investisseurs pourrait être instructive.

Une chose au moins est certaine : Michelin, lui, ne rêve pas. Vu la situation régnant sur les marchés, le numéro un mondial du pneumatique renonce à lancer un emprunt de 150 millions de francs suisses. Quand on connaît les besoins de financement de Bibendum, cela semble être un mauvais présage. Par sympathie avec les aurifères sud-africaines, en pleine effervescence vu la flambée des cours de l'or, Salsigne, la seule mine d'or française, a grimpé de 10,3 %.

ANDRÉ DESSOT

Dans l'attente d'un repreneur

Sedri placée en redressement judiciaire

Le tribunal de commerce de Nanterre a placé vendredi 17 août le groupe Sedri (services informatiques et publicité télématique) en redressement judiciaire et nommé M. Jean-Pierre Adam administrateur judiciaire.

Seules les branches audio et médicale du groupe (représentées par quatre filiales) ne sont pas concernées par ce jugement.

L'activité de Sedri (basée dans l'Aisne) va donc se poursuivre avec les dirigeants actuels, a précisé l'administrateur judiciaire qui se donne *« quelques semaines pour trouver un repreneur »* et invite les commerçants à patienter jusque-là.

En effet, plus de 20 000 commerçants-adhérents sont victimes des difficultés de Sedri et quelque 2000 se sont groupés en mouvement de défense un peu partout en France (Belfort, Paris, Lyon, Nice, Toulouse, Périgueux, La Rochelle, en Isère et en Normandie notamment). L'entreprise avait placé chez eux, selon un procédé original et complexe, des consoles télématiques diffusant de la publicité et des services (*le Monde* du 18 août).

CONJONCTURE

Le plus faible déficit depuis décembre 1983

Bonne performance du commerce extérieur américain en juin

Le commerce extérieur des Etats-Unis se porte mieux. En juin, le déficit commercial américain a été limité à 5,07 milliards de dollars (27 milliards de francs environ), contre 7,7 milliards en mai, a annoncé le département du commerce vendredi 17 août.

C'est la première fois depuis le mois de décembre 1983 qu'un déficit mensuel aussi faible est enregistré. Sur les six premiers mois de l'année, le déficit moyen mensuel revient donc à 7,6 milliards de dollars contre près de 9 milliards au cours du semestre précédent.

Le bon résultat de juin a été obtenu à la fois grâce à une baisse des importations et une progression des exportations . Ces dernières ont atteint le niveau record de 34,3 milliards de dollars (+ 4,6 % par rapport à mai), principalement sous l'effet d'une importante livraison d'avions commerciaux.

Quant à la diminution de 2,9 % des importations (à 39,37 milliards), elle est attribuée principalement à la faiblesse de la demande intérieure constatée depuis plusieurs mois aux Etats-Unis.

Cependant, le gonflement de la facture pétrolière des Etats-Unis consécutive à la flambée récente des cours du brut devrait affecter le solde commercial des Etats-Unis à partir du mois d'août. Il n'est donc pas encore certain que le déficit de l'année 1990 puisse être – pour la première fois depuis 1983 – contenu sous la barre de 100 milliards de dollars. En juin les importations pétrolières des Etats-Unis ont chuté de 14,7 % par rapport au mois précédent, s'établissant à 3,69 milliards de dollars.

Avec une hausse annuelle de 9,8 %

L'inflation en Grande-Bretagne se stabilise en juillet

La hausse des prix de détail a été limitée à 0,1 % en Grande-Bretagne en juillet, maintenant le taux d'inflation en rythme annuel à 9,8 %, selon les statistiques officielles publiées vendredi 17 août. Il s'agit du meilleur résultat obtenu par la Grande-Bretagne en matière de prix depuis juillet 1989.

En excluant les versements d'intérêt des hypothèques et les impôts locaux (poll tax), le taux d'inflation s'est établi à 7 % en juillet contre 6,9 % en juin.

Cependant, les analystes s'attendent à ce que le taux d'inflation britannique franchisse la barre des 10 % au cours des prochains mois, en raison de l'augmentation du coût de l'énergie

□ **L'Aéropostale pourrait transporter des passagers.** – La Poste française pourrait acquérir onze appareils américains Boeing 737 pour améliorer d'ici à 1992 le service du courrier, mais également – et pour la première fois dans l'histoire de l'Aéropostale – afin de transporter des passagers payants. Cet avion moyen porteur (100 à 140 passagers) dispose d'un dispositif d'aménagement dit *« quick change »* qui permet de modifier très rapidement le volume et la disposition intérieure du fuselage. Ce dispositif permet *« de transporter le jour des passagers »* et *« la nuit du frêt postal »*, explique à ce sujet dans son dernier numéro la revue mensuelle du ministère, *Messages*. La Poste affrète déjà quatre Boeing 737 à ICS, filiale d'Air Inter, qui servent au courrier la nuit et transportent le jour les passagers d'Air Charter, filiale commune d'Air France et Air Inter. Pour la Poste, le coût de l'opération – qui au départ vise à améliorer le service du courrier – pourrait être abaissé grâce au transport de passagers.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10-8-90	Cours 17-8-90
Or fin (kilo en barre)	87 350	89 000
– (kilo en lingot)	87 850	89 150
Pièce française (20 fr.)	428	481
● Pièce française (10 fr.)	375	384
Pièce suisse (20 fr.)	462	480
Pièce latine (20 fr.)	427	415
● Pièce tunisienne (20 fr.)	388	405
Souverain	503	526
● Souverain Elizabeth II	501	520
● Demi-souverain	391	394
Pièce de 20 dollars	2 580	2 695
– 10 dollars	1 320	1 340
● – 5 dollars	850	850
– 50 pesos	2 590	2 620
● – 20 marks	532	555
– 10 florins	411	400
● – 5 roubles	295	290

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Min. Pro Salsig.	+ 9,5	BP France	– 26,2
CODETEL	+ 8,3	Hachette	– 21,3
Un. créd. bât.I	+ 6,8	Som. Allibert	– 20,2
De Dietrich cie	+ 6,3	Metaleurop	– 17,6
Compt. mod.	+ 4,4	Labo R. Bellon	– 17,3
Dassault Electr.	+ 4,1	Fives-Lille	– 15,9
SOGERAP	+ 2,1	FCOA	– 15,1
SODEXHO	+ 1,6	CCF	– 15,0
Thomson-CSF	+ 1,4	Gerland	– 14,9
Béghin Say	+ 1,1	BIC	– 14,2
CEGID	+ 1,0	Essilor Intl.	– 13,8
SEB	+ 0,2	Eurafrance	– 13,7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Skis Rossignol	102 487	552 515 901
Gal. Lafayette	243 298	488 622 110
CGE	772 842	430 884 199
Peugeot SA	599 402	370 551 535
Eaux (G.des)	127 461	299 057 248
Suez (C. de)	846 804	290 972 098
Saint-Gobain	635 295	274 768 908
BSN	316 845	249 646 231
Elf-Aquitaine	358 137	247 189 470
Laf.-Coppée	598 766	239 239 129
LVMH	59 398	228 476 407
L'Oréal	381 399	189 797 026
Rhône-Poul.	510 674	167 399 208
Lyon. des Eaux	323 383	167 244 320

(*) Du vendredi 10 août au jeudi 16 août 1990 inclus.

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 17 août 1990
Nombre de contrats : 61 505.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Premier	–	–	–	–
+ haut	–	99,12	99,14	99,10
+ bas	–	98,82	98,92	98,96
Dernier	–	98,96	99,02	99,02
Compensation	–	98,94	99	99

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13 août	14 août	15 août	16 août	17 août
RM	1 803 215	2 614 893	–	2 079 969	–
Comptant R. et obl.	5 277 709	6 322 480	–	4 844 221	–
Actions	331 441	181 701	–	160 871	–
Total	7 412 365	9 119 074	–	7 085 061	

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	13 août	14 août	15 août	16 août	17 août
Françaises	83	86,6	–	82,9	–
Étrangères	89,2	90	–	89,6	–

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)

	13 août	14 août	15 août	16 août	17 août
Indice gén.	474,7	474,4	–	470,7	461,4

(base 1000, 31 décembre 1987)

	13 août	14 août	15 août	16 août	17 août
Indice CAC 40	1 721,01	1 712,03	–	1 723,41	1 665

NEW-YORK

Au plus bas depuis mars

INDICE DOW JONES

- 2,6 %

Nouveau coup de froid au pic de l'été. La Bourse new-yorkaise a poursuivi cette semaine sa chute par paliers. Une semaine au demeurant qui n'avait pas trop mal commencé avec l'annonce de la visite du roi Hussein, intermédiaire de la paix, qui allait susciter un regain de confiance. Une hausse timide s'ensuivit, mais les sceptiques allaient l'emporter. Et malgré une activité assez faible (180 milliards de titres échangés par jour), le Dow Jones décrochera par deux fois en fin de semaine, pour finalement tomber à son plus bas niveau depuis le mois de mars.

Tournés vers La Mecque, où les troupes américaines affluent, les gestionnaires des caisses de retraite revivent le syndrome de l'ensablement iranien du début des années 80. Qui plus est : le spectre de la stagflation s'est conjugué au bruit des bottes ensablées. L'indice de l'inflation s'est échauffé, avec une hausse de 0,4 %, inattendue, ne prenant pas même en compte la montée inéluctable du prix à la pompe. La chute des mises en chantier de logements (– 2,6 %) a confirmé l'approche de la récession bien avant l'éclatement de la crise.

La Bourse subit, en outre, le contrecoup de l'effet de liquidité, selon les analystes de Birynyi, une entreprise spécialisée. D'une part, les investisseurs institutionnels ont retrouvé leur comportement des temps de crise et se défont de leurs portefeuilles trop volatils. Les actions des firmes de voyages ou de technologie s'affaissent.

Avec le *Dow Jones* à 2 999,75 le 20 juillet dernier, tous les opérateurs espéraient le dernier coup de collier d'une Bourse embellée afin de ramasser leur mise. La machine s'est enrayée.

	Cours 10 août	Cours 17 août
Alcoa	63 1/4	63
ATT	35	33
Boeing	53 1/8	48 3/8
Chase Man. Bank	18 5/8	18
Du Pont de Nemours	37 3/8	37
Eastman Kodak	41	40
Exxon	51 1/2	52 1/8
Ford	37 3/4	36
General Electric	66 5/8	64
General Motors	39 3/8	37 1/4
Goodyear	24 1/2	24 1/4
IBM	101 7/8	101 5/8
ITT	54 3/4	52
Mobil Oil	65 7/8	66
Pfizer	71 1/2	69 1/8
Schlumberger	66 1/8	64 7/8
Texaco	63	63 3/4
UAL Corp. (ex-Allegis)	107 1/2	101 1/4
Union Carbide	17 1/8	15 7/8
USX	32 3/4	32 1/2
Westinghouse	32 1/4	31 3/8
Xerox Corp.	44	42 1/8

* Ex coupon.

TOKYO

Aller et retour

INDICE NIKKEI

- 2 %

« On ne sait pas où l'on va », commentait, perplexe et inquiet, un professionnel vendredi 17 août. La Bourse de Tokyo a été déroutante cette semaine. Sur fond de crise au Moyen-Orient, les séances furent agitées et contradictoires. D'un vendredi à l'autre, l'indice Nikkei aura finalement perdu 2 %.

Lundi, la succession de reculs qu'elle connaît depuis le début de la crise irako-koweïtienne s'est poursuivie. L'indice Nikkei perdait 1 153 points, pour retrouver ses niveaux d'avril 1988, voisins de ceux du lundi noir d'octobre 1987.

Puis, ragaillardi par quelques prises de bénéfices, le Kabuto-cho se ressaisissait mardi en regagnant 496,1 points. Tout comme mercredi où, dynamisé par des rumeurs selon lesquelles l'Irak retirerait ses troupes du Koweït, il affichait l'une des plus fortes hausses de son histoire : 1 152,68 points, soit 5,4%. L'embellie fut de courte durée. Jeudi, le marché abandonnait 562,68 points et vendredi, l'indice Nikkei s'inscrivait en clôture à 26 786,72 soit un repli de 762,72 (2,8%) sur son niveau de la veille.

L'annonce d'une baisse de 0,1% des prix de gros japonais pour le mois de juillet n'a eu aucune incidence sur la tenue du marché. Les professionnels ont un sujet « domestique » de préoccupation : l'arbitrage. Les volumes sont faibles et le marché nerveux. Un climat donc propice aux opérations d'arbitrage entre les marchés au comptant et à terme, d'où les violents coups d'accordéon qui agitent Tokyo. Mais toutes ces opérations sont effectuées par des arbitrageurs étrangers. En conséquence, les grandes maisons de titres japonaises ont réclamé aux autorités boursières la mise en place de mesures destinées à encadrer ces opérations. Difficile pour le ministre des finances d'y répondre positivement. Il restera encore un contre-argument aux arbitrageurs étrangers : une telle réglementation favoriserait les maisons japonaises et fausserait la concurrence.

Indices du 17 août : Nikkei, 26 786,72 (c.27 329,55); Topix, 2 033,30 (c.2 056,88).

BRUNO BIROLLI
(correspondance)

	Cours 10 août	Cours 17 août
Akai	835	791
Bridgestone	1 300	1 290
Canon	1 580	1 610
Fuji Bank	2 320	2 370
Honda Motors	1 520	1 510
Matsushita Electric	1 810	1 800
Mitsubishi Heavy	835	833
Sony Corp.	7 810	7 650
Toyota Motors	1 990	1 950

LONDRES

Net alourdissement : – 2,5 %

Devant l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, la résistance du London Stock Exchange a très nettement faibli cette semaine et les valeurs britanniques sont tombées à leur niveau le plus bas depuis le mois de mai dernier après un repli de 2,5 % en moyenne. En plus du triste exemple donné par Wall Street et le Kabuto-cho, le marché britannique a été confronté aux problèmes économiques internes avec les craintes inflationnistes suscitées par la progression trop rapide des salaires, une consommation en augmentation plus rapide que prévu, et une hausse des prix de détail jugée encore excessive, malgré le ralentissement patent en juillet.

La plupart des compartiments se sont alourdis, à l'exception des mines d'or, en plein « boom » (+13,7 %) à cause de la flambée du métal jaune, et des pétrolières.

Indices *« FT »* du 17 août : 100 valeurs, 2 176,9 (c. 2 233,8); 30 valeurs, 1 678,9 (c. 1 743); mines d'or, 235,8 (c. 207,4); fonds d'Etat, 77,11 (c. 78,29).

	Cours 10 août	Cours 17 août
Bowater	475	485
BP	362	375
Charter	452	425
Courtaulds	326	310
De Beers (*)	12 3/16	11 3/16
Glaxo	804	727
GUS	13,75	13,75
ICI	9,40	9,26
Reuters	9,93	8,75
Shell	483	490
Unilever	664	660
Vickers	222	219

* En dollars.

FRANCFORT

Nouvel accès de déprime : – 4,2 %

Les frissons observés sur les Bourses allemandes depuis la réunification ne sont décidément plus qu'un lointain souvenir. Pour la quatrième semaine consécutive, Francfort a baissé, et même franchement décroché. D'un vendredi à l'autre, l'indice de la Commerzbank a fléchi de 4,2 %, le DAX de 4,8 %. Depuis le 20 juillet, la chute est supérieure à 15 %. Seule consolation : comme ailleurs, les courants d'échanges ont été extrêmement ténus : 27,62 milliards de deutschemarks pour les huit places allemandes contre 44,18 milliards la semaine précédente.

Les nouvelles tensions dans le Golfe, la hausse des prix du pétrole, la déprime de New-York et de Tokyo : autant de raisons, qui ont incité les opérateurs à tourner le dos au marché.

Indices du 17 août : Commerzbank, 2 051,20 (c. 2 141,50); DAX, 1 665,88 (c. 1 749,34).

	Cours 10 août	Cours 17 août
AEG	283,50	266
BASF	258,50	247,70
Bayer	262,50	250,50
Commerzbank	279,50	265,50
Deutschebank	747	704
Hoechst	255,50	246
Karstadt	683	657
Mannesmann	303	278,50
Siemens	686,50	651,20
Volkswagen	544	514

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Quelques réussites dans un marché en désarroi

Le désarroi dans lequel sont plongés les grands marchés financiers n'a pas empêché, la semaine passée, la réussite de plusieurs émissions internationales. La plus grande a été lancée vendredi 17 août pour le compte d'un débiteur est-allemand, la Staatsbank de Berlin. Cet établissement public puise à toutes les sources de financement qui s'offrent à lui en Allemagne de l'Ouest. Il vient de bénéficier d'un gigantesque crédit bancaire de 8 milliards de deutschemarks. Et ses emprunts sur le marché des capitaux sont, après ceux du Trésor de Bonn lui-même, les plus importants jamais lancés en marks. Il en est maintenant à sa seconde transaction obligataire, qui, comme la précédente, porte sur 5 milliards de deutschemarks.

Sa dernière émission est intéressante car elle met bien en évidence la politique menée par les autorités ouest-allemandes, pour qui il n'est pas question de faire peser sur les marchés étrangers le poids de l'unification des deux Allemagnes. Ce souci transparaît, malgré quelque ambiguïté, dans la forme de l'emprunt. Son caractère international est indéniable, ce que reflète notamment la participation de nombreuses banques étrangères dans le très beau groupe de direction réuni par la Commerzbank. Pour autant, officiellement, on ne le range pas au nombre des émissions internationales libellées en marks dont la Banque centrale de Francfort tient un compte très précis. Depuis l'union monétaire du début de juillet, qui a étendu le règne du deutschemark à l'Allemagne de l'Est, la Staatsbank est soumise au même régime que les établissements financiers d'Allemagne fédérale. Dans ces conditions, argumente-t-on, il convient de traiter ses emprunts comme ceux de n'importe quelle autre banque allemande.

Pourtant, même si on l'assimile ainsi à un établissement de l'Ouest, l'emprunteur est encore étranger et le rendement que procurent ses titres reflète son origine ainsi que les difficultés de l'unification politique des deux Allemagnes. L'opération bénéficie actuellement d'une sorte de garantie de la République démocratique allemande. Ce n'est que lorsque les deux pays ne seront plus qu'un que le ministère des finances de Bonn se substituera au gouvernement de Berlin-Est pour apporter sa caution à la dette de la Staatsbank. L'assurance en a été donnée, sans la moindre équivoque. Mais, même si, pour l'immense majorité des participants, cette perspective paraît proche, les embûches sont encore trop nombreuses pour pouvoir mettre cette dette sur le même plan que celle d'une dépendance directe de Bonn. Pour attirer les investisseurs, la Staatsbank doit donc servir un intérêt bien plus élevé qu'un établissement public de l'Ouest. Le rendement de ses titres, d'une durée de cinq ans, sera de 5 points de base (0,05 %) supérieur au taux interbancaire offert sur le marché monétaire de Francfort pour des échéances de six mois. Un emprunt d'une grande ville ou d'un Land de République fédérale ne rapporte pas aux prêteurs – et de loin – ce taux d'intérêt interbancaire.

Une autre émission de taille a été annoncée à la veille du week-end. Elle porte sur 500 millions de dollars et son produit est destiné au plus grand groupe bancaire du monde, la Dai-Ichi Kangyo Bank. Celle-ci n'apparaît toutefois pas comme emprunteur. Les fonds recueillis par la filiale allemande d'une banque américaine, J.P. Morgan GmbH, qui n'agit que comme intermédiaire, seront prêtés à la succursale londonienne de la banque japonaise. Le prêt est subordonné, c'est-à-dire que dans une certaine mesure il devrait contribuer à renforcer les fonds propres du destinataire. Les besoins des établissements financiers japonais en matière de fonds propres sont énormes et il semble que les pouvoirs publics de Tokyo cherchent à éviter une accumulation soudaine de grands emprunts subordonnés directement émis pour le compte des banques de leur pays.

Le marché norvégien s'ouvre aux emprunteurs étrangers

Favorisé par l'envolée des prix du pétrole, un compartiment nouveau, celui de la couronne norvégienne, s'est ouvert la semaine passée aux grands emprunteurs internationaux. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un euromarché, mais plutôt d'une extension du marché national des obligations sur lequel les autorités d'Oslo exercent une surveillance attentive. Elles tiennent notamment à ce que la direction des nouvelles émissions soit confiée à un établissement de leur pays. Mais leur plus grande exigence concerne la qualité des émetteurs : elles n'admettent que les meilleures signatures.

Svensk Export Kredit, la banque suédoise du commerce extérieur, a inauguré, jeudi 16 août, ce nouveau compartiment. Elle cherchait à recueillir 500 millions de couronnes norvégiennes en proposant de rémunérer au taux annuel de 10,8 % ses obligations de trois ans de durée. L'opération a bénéficié d'un très bon accueil, tant sur place qu'à l'étranger, en Europe et au Japon, où la richesse des gisements pétroliers de la mer du Nord a réveillé l'appétit de nombreux investisseurs pour des placements en couronnes norvégiennes. L'emprunteur a échangé le produit de son opération contre des fonds en dollars sur lesquels il servira tous les six mois un intérêt d'environ 0,35 % de moins que le taux interbancaire qui sert de référence sur le marché international, le Libor. Une maison de titres, Oslo Securities, assure le secrétariat de la transaction, qui doit, également, beaucoup à une eurobanque d'origine américaine, Lehman Brothers International.

L'évolution des prix de l'énergie a aussi contribué à un modeste réveil du marché des titres en florins néerlandais, qui n'avait plus vu de nouvelles émissions depuis des mois. La Hollande est un important producteur de gaz naturel et son marché a un peu mieux résisté que d'autres à la détérioration générale. La compagnie d'assurances Aegon y a levé pour 100 millions de florins d'obligations de sept ans de durée en une opération qui reprend une formule très en vogue en Allemagne depuis plusieurs semaines. Cette formule consiste à proposer aux investisseurs dans une première période une rémunération fixée d'avance et nettement plus élevée que ce qu'exigerait normalement le marché (10 % pour les deux premières années), puis de faire dépendre l'ampleur de l'intérêt servi jusqu'à l'échéance de l'évolution du loyer de l'argent. Misant sur l'attente générale d'une tension des taux dans l'immédiat qui pourrait être suivie d'une détente d'ici quelques années, l'emprunteur propose de verser à partir de la troisième année jusqu'à l'échéance un rendement d'autant plus élevé que le niveau des taux à court terme s'abaissera. Ce type de transactions permet de conclure des contrats d'échange très intéressants pour le débiteur, qui se débarrasse immédiatement de tout risque. Dirigé par Rabobank, l'emprunt d'Aegon est considéré comme une des réussites de la semaine.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar chute, l'or s'envole

L'or et le dollar retiennent toujours toute l'attention des marchés financiers, mais pour des raisons bien différentes. L'un, le premier, flambe alors que l'autre enfonce les uns après les autres des records de baisse.

Dans les jours qui suivirent l'invasion, le 2 août, du Koweït par l'Irak, ni les cours du métal précieux ni ceux du billet vert ne s'étaient véritablement orientés en hausse, faisant dire aux analystes que ces deux actifs avaient quelque peu perdu de leur caractère traditionnel de valeur refuge. Or, ce qui est toujours vrai pour le dollar ne l'est plus pour l'or qui, soudainement, a commencé ces derniers jours à susciter des mouvements massifs d'achats.

Alors que l'once n'avait gagné que 10 dollars dans les jours qui suivirent l'invasion, son prix s'est emballé au cours des dernières séances. Vendredi 17 août, au deuxième fixing de Londres, l'once de métal fin s'échangeait à 410,60 dollars, contre 389,75 dollars une semaine plus tôt.

A Paris, la pièce de 20 francs, le napoléon, a atteint 451 francs le 17 août, contre 428 francs le 10 août, alors qu'à la Bourse de Paris les valeurs aurifères étaient les seules à s'afficher en hausse.

Le dollar, en revanche, dément un peu plus chaque jour son statut de havre des capitaux inquiets. En dehors des interrogations sur l'état de santé de l'économie américaine, même les tensions dans le Golfe paraissent le faire baisser : le 17 août, au lendemain du discours alarmiste du président irakien, la monnaie américaine est tombée à un nouveau plus bas cours historique contre le mark, 1,5540 deutschemarks.

En France, le dollar se retrouve à son plus bas niveau depuis avril 1981, à 5,2185 francs au fixing vendredi 17 août et même 5,18 francs dans la soirée à New-York, contre 5,3675 francs une semaine plus tôt.

Fait notable, le dollar a même commencé ces derniers jours à céder du terrain contre le yen, qui jusque-là ne pouvait progresser contre la monnaie américaine, en raison de la grande fragilité constatée sur la place de Tokyo.

La déprime du billet vert est telle que l'annonce d'une contraction du déficit commercial des Etats-Unis en juin n'a pas réussi à le raffermir. Le déficit mensuel du commerce extérieur des Etats-Unis est pourtant tombé en juin à 5,07 milliards de dollars, son plus bas niveau depuis décembre 1983. Une époque où, dopée par les taux d'intérêt élevés servis aux Etats-Unis (11 % environ pour les obligations à dix ans), la monnaie américaine s'orientait imperturbablement à la hausse, se souciant peu des performances commerciales américaines.

Le coût de l'intervention militaire américaine

Aujourd'hui, à déficit égal, les taux d'intérêt sont beaucoup plus faibles. Et les besoins de financement de l'Etat américain bien plus importants. Outre le « trou » commercial, les Etats-Unis doivent financer le déficit budgétaire, le sauvetage des caisses d'épargne, et maintenant le coût de leur intervention militaire dans le Golfe.

A ce sujet, les estimations très élevées qui circulaient ces derniers jours dans les salles des marchés – plusieurs milliards de dollars par an – ont effrayé les opérateurs. Ces besoins financiers qui s'ajoutent à une hausse probable de l'inflation consécutive à la flambée du pétrole et au net ralentissement de l'activité économique n'offrent pas à l'heure actuelle, c'est le moins qu'on puisse dire, un portrait flatteur de la situation économique des Etats-Unis.

Pour autant, le dollar va-t-il plonger encore suffisamment pour inquiéter les gouvernements, et déclencher des interventions de banques centrales ?

A court terme, de nombreux cambistes tablent sur la poursuite de la glissade. « *On pourrait être encore plus bas la semaine prochaine, puisque le dollar ne s'est pas redressé après la publication des résultats du commerce extérieur américain* », estimait pourtant l'un d'entre eux.

A un peu plus long terme, la poursuite de la baisse du dollar est encore loin d'être acquise. Car la chute de la devise américaine se fait actuellement dans des marchés étroits, qui se préoccupent non seulement de la conjoncture économique, mais aussi de la forte chute des marchés boursiers.

Si la hausse des taux d'intérêt à long terme se poursuit, il est possible que la monnaie américaine regagne rapidement du terrain. Pour l'instant, les pays européens ne sont pas mécontents de la « maladie » du dollar, qui offre des perspectives d'allègement de leur facture pétrolière. La RFA, en particulier, a du mal à cacher son plaisir de voir le mark s'établir à ses plus hauts niveaux contre le billet vert depuis la dernière guerre.

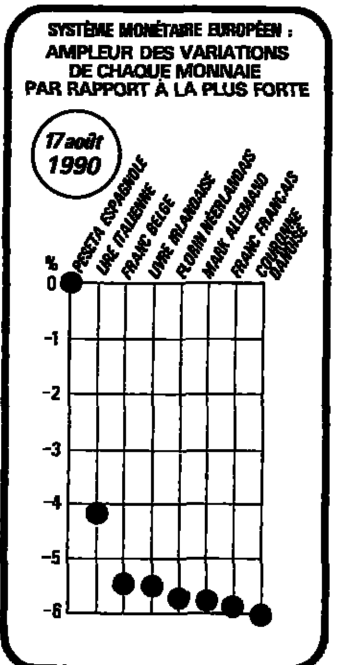
M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank, a même déclaré au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine* que la baisse du dollar contre le mark s'intégrait parfaitement à la politique de la Bundesbank car elle réduit le coût des importations et soutient le mark dans le système monétaire européen.

Un autre refuge, le franc suisse

Les Allemands ont d'ailleurs eu cette semaine une autre raison de satisfaction en constatant que les deux monnaies fortes du SME, la lire et la peseta, ont cédé du terrain. Les interventions récentes de la Bundesbank et de la Banque de France contre ces deux devises ne sont pas étrangères à ce mouvement. Mais surtout, les investisseurs commencent à réaliser que l'Espagne et l'Italie sont aussi, voire plus vulnérables que les autres pays européens à l'augmentation des prix du pétrole.

A défaut de dollar, les marchés des changes ont réalisé ces derniers jours qu'il existe une autre valeur refuge traditionnelle : le franc suisse. La monnaie helvétique a franchi à Paris la barre des 4 francs, cotant 4,0575 francs le 17 août. Mais la Suisse pourra difficilement, même aidée de quelques autres devises actuellement attrayantes, comme la livre sterling, attirer tous les capitaux en mal de tranquillité.

FRANÇOISE LAZARE



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AOUT AU 17 AOUT 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,9140	-	19,1975	77,8210	64,4745	3,1299	57,2901	0,0874
	1,8710	-	18,7441	74,6269	62,8931	3,0553	55,8036	0,0857
Paris	9,9700	5,2090	-	405,36	335,85	16,3036	298,42	4,5533
	9,9818	5,3350	-	399,13	335,53	16,3000	297,71	4,5715
Zurich	2,4595	1,2850	24,6694	-	82,8497	4,0219	73,6178	1,1232
	2,5072	1,3400	25,1172	-	84,2767	4,0941	74,7768	1,1482
Francfort	2,9686	1,5510	29,7752	120,70	-	4,8544	88,8570	1,3557
	2,9749	1,5900	29,8032	118,66	-	4,8579	88,7276	1,3625
Bruxelles	61,1523	31,95	6,1336	24,8638	20,5996	-	18,3042	2,7928
	61,2378	32,73	6,1350	24,4254	20,5849	-	18,2645	2,8046
Amsterdam	3,3409	1,7455	33,5098	135,83	112,54	5,4632	-	1,5258
	3,3528	1,7920	33,5895	133,73	112,70	5,4751	-	1,5395
Milan	2189,62	1144	219,62	890,27	737,59	35,8059	655,40	-
	2183,46	1167	218,74	870,90	733,96	35,6554	651,23	-
Tokyo	282,50	147,60	28,3358	114,86	95,1644	4,6197	84,5603	0,1290
	280,65	150	28,1162	111,94	94,3396	4,5830	83,7054	0,1285

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 août : 3,5291 F, contre 3,5566 F le vendredi 10 août.

MATIÈRES PREMIÈRES

Fermeté du nickel

Après un début d'année laborieux dû principalement au déstockage des producteurs d'acier inox, le nickel a retrouvé ces dernières semaines des niveaux de prix élevés au London Metal Exchange. Vendredi 17 août, ils s'établissaient autour de 10 750 dollars la tonne, contre 7 750 dollars en janvier.

Les tensions dans le Golfe n'ont pour l'instant eu aucun effet sur le nickel, ni sur les autres non-ferreux. Le métal a en revanche réagi aux rumeurs de coup d'Etat qui ont circulé dernièrement en République dominicaine, qui compte parmi les gros producteurs de ferronickel avec quelque 30 000 tonnes par an.

D'autres éléments conjoncturels sont venus alimenter la récente hausse des prix. Les craintes d'un vaste mouvement de grève dans les mines de cuivre du Pérou ont suffi à déclencher, par sympathie, une tension sur la plupart des non-ferreux.

Le mouvement de grève qui a paralysé les installations de la Société Le Nickel (SLN) en Nouvelle-Calédonie a aussi eu des répercussions plus fortes que prévu sur le marché. A l'issu des trente-six jours de grève dans l'usine métallurgique et les centres miniers de la société, la direction estimait à 2 400 tonnes la production définitivement perdue (sur un total de 46 935 tonnes produites en 1989). En réalité, les pertes se sont élevées à 4 000 tonnes.

Un autre facteur haussier est venu d'Union soviétique, dont la politique de commercialisation du nickel comme de l'ensemble de ses matières premières minérales est actuellement très désordonnée.

Les opérateurs attendent ainsi depuis plusieurs semaines une livraison de 4 000 tonnes de métal à Rotterdam. Les stocks de nickel au London Metal Exchange, qui atteignirent 6 500 tonnes fin 1989, sont tombés à leur plus bas niveau depuis cinq mois, s'établissant à 4 476 tonnes.

Les ventes des Soviétiques

Quid de la marchandise soviétique ? « *Elle a certainement été vendue à des marchands mais on ne l'a pas vue* », s'étonne un professionnel. Il semble qu'au cours des derniers mois (en particulier au printemps) les Soviétiques aient écoulé leur stock stratégique de nickel.

Les acheteurs ont en effet pris livraison d'échantillons de métal ancien, probablement puisé dans les réserves désormais considérées par Moscou comme moins indispensables. Les observateurs estiment que, compte tenu de ses besoins pressants de liquidités, l'URSS pourrait vendre cette année 80 000 tonnes, voire 100 000 tonnes de nickel, contre 30 000 à 40 000 tonnes en temps normal.

Les acheteurs européens sont perturbés par les conséquences des réformes de l'appareil commercial en URSS qui donnent désormais possibilité à des Républiques de traiter directement avec eux. « *Avant, les choses étaient simples*, explique un trader, *nous n'avions comme interlocuteur qu'une seule centrale, Raznoimport. Aujourd'hui, d'autres nous sollicitent, Norlisk, Technoimport, tout le monde veut nous vendre du nickel. Peut-être s'agit-il chaque fois de la même marchandise...* »

Hormis cette conjoncture favorable à une reprise des cours, les industriels du nickel notent avec satisfaction la reprise de la production d'acier inox, qui absorbe 60 % du métal produit.

Encore faut-il rester prudent : les conséquences de la crise du Golfe, les craintes d'un nouveau choc pétrolier et d'une nouvelle récession aux Etats-Unis pourraient avoir un effet très défavorable sur les métaux, directement liés à l'activité industrielle. Au second semestre 1989, l'anticipation d'un ralentissement économique avait provoqué une chute brutale de la consommation de nickel outre-Atlantique, moins forte en Europe.

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 17-8
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 540 (– 19) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 819 (+ 21) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	10 750 (+ 325) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	1 665 (– 5) Francs/tonne
Café (Londres) Septembre	571 (+ 11) Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 073 (– 68) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	283,25 (+ 2,25) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	250,75 (– 29,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	177,80 (+ 0,30) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Pessimisme et prudence

Peu de spécialistes de la finance aimeraient actuellement se trouver à la place des responsables monétaires des Etats-Unis. Alors que la presse abonde de commentaires sur la probable récession dans laquelle s'engouffrent les Etats-Unis, la Réserve fédérale se trouve dans l'impossibilité de relâcher le crédit. Car elle risquerait alors de relancer l'inflation, au moment où l'activité se ralentit notablement.

Cette semaine, les marchés ont fait leur plein de mauvaises nouvelles concernant l'économie américaine, puisqu'ils ont appris successivement qu'en juillet la production industrielle avait augmenté de 0,1 % seulement, que les prix de détail avaient progressé de 0,4 % et que les mises en chantier de logements avaient chuté pour le sixième mois consécutif.

Les marchés obligataires ont même accueilli négativement l'annonce d'une forte réduction du déficit commercial des Etats-Unis en juin *(lire la rubrique sur les devises et l'or)*, estimant que si ce résultat augure d'une activité économique plus dynamique, il sera d'autant plus difficile à la Réserve fédérale de baisser ses taux.

Pour l'instant, au gré des injections et des ponctions de liquidités de la Réserve fédérale, le taux des fonds fédéraux fluctue, sans s'en écarter, autour du point d'ancrage de 8 1/4 %.

Face à cette situation américaine particulièrement délicate et aux craintes d'un conflit armé dans le Golfe, les marchés obligataires sont fortement déprimés. Mais la chute des cours n'est pas pour autant violente. Le rendement de l'emprunt phare à trente ans du Trésor américain 8 3/4 % chemine lentement mais sûrement sur le chemin de la hausse : 8,94 % contre 8,87 % une semaine plus tôt, au moment de son emission, et 8,50 % seulement il y a un mois.

Les places européennes suivent la même tendance. En RFA, le marché décline doucement et le taux des emprunts fédéraux (Bunds) à dix ans s'approche désormais de 9 %. Selon les spécialistes, si cette barre est franchie, elle déclenchera une nouvelle flambée des rendements allemands, surtout si, dans le même temps, les opérateurs apprennent que le coût de l'unification s'alourdit.

Bien que la France ne soit pas confrontée au même problème de financement que l'Allemagne, son marché obligataire est moins vaillant. L'écart entre les taux français et allemand, le fameux « spread » sur lequel les investisseurs ont les yeux braqués, continue d'ailleurs de s'élargir.

L'OAT (obligation assimilable du Trésor) à dix ans est actuellement assortie d'un rendement proche de 10,20 %, ce qui représente un « spread » de 130 points de base avec celui offert par le Bund. L'augmentation de cet écart n'est pas sans rappeler que la Bourse de Paris réagit plus fortement que celle de Francfort aux turbulences politiques et financières actuelles.

Malgré la solidité du franc, il est clair que les investisseurs étrangers font encore davantage confiance à Francfort qu'à Paris lorsqu'il s'agit de placer des capitaux.

Comme la semaine précédente, le MATIF n'a pu que limiter les dégâts, le cours de l'échéance septembre terminant à 99,98, contre 100,08 une semaine plus tôt.

Le volume de transactions est faible et les opérateurs, pessimistes mais prudents, préfèrent attendre sans cesse de nouveaux développements avant de prendre des positions.

F. L.

Le Monde

La crise du Golfe et les réactions en France

Scènes d'exode à la frontière jordanienne

Pour la troisième journée consécutive, plusieurs milliers de personnes, en majorité des Egyptiens et des Soudanais, ont franchi vendredi 17 août la frontière irakienne et sont arrivées à Roweiched en Jordanie. Jeudi, ils étaient près de six mille et les voyageurs expliquaient qu'au poste frontalier irakien de Rabta, à 70 kilomètres de là, des milliers d'autres attendent, dans des conditions précaires, l'autorisation de passer.

Poings serrés, la colère dans les yeux ou bien résignés et craintifs, ils racontent comment les Irakiens confisquent systématiquement postes de télévision, magnétoscopes et appareils électroniques en tout genre.

Roweiched est le poste-frontière sur la route Bagdad-Amman-Akaba, quelque 1 200 kilomètres à travers le désert. Le port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge, est le dernier accès à la mer qui reste à l'Irak. Vendredi à la mi-journée, des camions lourdement chargés, qui constituaient quasiment le seul trafic à destination de l'Irak, passaient à Roweiched au rythme d'un toutes les six ou sept minutes.

Plusieurs dizaines de poids lourds avaient déjà été repérés jeudi sur la route Akaba-Amman roulant vers l'Irak, ou stationnant au poste-frontière, alors que leurs chauffeurs remplissaient les formalités avant de reprendre la route. Certains de ces camions étaient chargés de matériel destiné à un complexe pétrochimique, d'autres transportaient des véhicules de marque japonaise ou des éléments de maisons préfabriquées.

Manque de vivres

Des dizaines de ressortissants sud-coréens ont également passé vendredi la frontière, à bord d'un convoi d'une douzaine de véhicules immatriculés au Koweït. Le chef du groupe a refusé de répondre à toute question, confirmant seulement venir de Koweït *via* Bagdad. Comme chaque jour depuis le début de la crise, plusieurs diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Amman étaient présents pour accueillir d'éventuels ressortissants américains. Attente, aujourd'hui encore, déçue.

Les témoignages sur la situation au Koweït, quitté il y a trois, cinq ou six jours, divergent mais tous les voyageurs interrogés se plaignent du manque d'approvisionnement. Selon les quartiers, semble-t-il, il y a ou non de l'eau et de l'électricité, mais tout Koweït, selon les réfugiés recueillis, manque de plus en plus cruellement de vivres.

« Tout a été pillé par les Irakiens, il n'y a plus rien à manger et nous sommes partis car nous n'avons plus d'espoir que la situation s'améliore à brève échéance. Nous avons fait les valises, fermé la maison, et pris la route. » Le récit de ce Soudanais commandant de bord sur la compagnie aérienne koweïtienne reflète l'impression générale. Si tous fuient, les conditions de l'exode ne sont pas les mêmes pour tous. Un sur quatre a sa propre voiture, souvent surchargée de valises et de colis ficelés. Le véhicule – luxueuse berline ou camionnette hors d'âge – est transformé à l'aide de couvertures et de cartons en une sorte de « maison » à l'intérieur de laquelle on attend le *visa* d'entrée en Jordanie.

D'autres réfugiés arrivent à bord d'autocars qui les débarquent avec leur chargement de baluchons et de couvertures. Ils ont encore de la chance. Au bas de l'échelle, il y a ceux qui n'ont pu que mendier une place sur la plate-forme d'un camion retournant à vide vers Akaba... – *(AFP.)*

M. Rocard crée un groupe d'experts sur les conséquences des événements

M. Michel Rocard, qui a repris ses activités, le 16 août, à l'hôtel de Matignon, a décidé, vendredi 17 août, la création d'un groupe d'experts chargé d'établir, avant la fin du mois de septembre, un premier rapport sur *« les conséquences économiques et sociales, à court et moyen terme, des événements du Golfe »*.

Dans une lettre adressée à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, le premier ministre lui demande de *« constituer un groupe associant des experts, des organisations syndicales de salariés, des organismes représentant les entreprises, ainsi que les principales administrations concernées »*.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui participait à un dîner-débat avec M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, à Soustons, dans les Landes (*voir page 6*), a ironisé sur ce qu'il a qualifié de nouvelle *« table ronde »*. *« Ce que nous voulons*, a-t-il dit, *c'est une politique. »* En outre, nous indique notre correspondant dans les Landes, M. Juppé a reproché au gouvernement d'avoir, dans la crise du Golfe, *« fait un pas en avant et deux pas en arrière »*. *« Nous ne devons pas céder, ni laisser aux Etats-Unis le soin de défendre la liberté et le droit international*, a ajouté le secrétaire général du RPR, *et nous avons certainement des initiatives à prendre au Conseil de sécurité. »*

M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a évalué, vendredi, à *« au moins 2 milliards de francs »* le coût du maintien, pendant un an, de la présence militaire française dans le Golfe. Jugeant *« raisonnable »* l'opération décidée par le gouvernement, M. Fillon, qui s'exprimait sur Europe 1, estime que le président de la République a eu raison de *« ne pas coller à la politique américaine »* et de *« garder à la France une certaine liberté de manœuvre »*.

M. Georges Marchais a critiqué, vendredi, les *« déclarations bellicistes »* de M. George Bush. Pour le secrétaire général du PCF, si *« l'agression et l'annexion du Koweït par l'Irak sont et demeurent inexcusables, elles n'autorisent en rien le président des Etats-Unis à faire peser de tels dangers sur la paix »*. Enfin, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) condamne *« l'étranglement économique de l'Irak et l'envoi de soldats dans les eaux du Golfe »*, car *« ces provocations ne peuvent servir qu'à souder les populations opprimées de cette région du monde derrière des bourreaux aux airs de démagogues tels que Saddam Hussein »*.

Selon l'IFOP les Français approuvent la position de leurs dirigeants

61 % des Français approuvent la position française sur l'embargo (et non le blocus) contre l'Irak, selon un sondage de l'IFOP fait par téléphone auprès de 1 001 adultes les 14 et 16 août, et dont *le Figaro* publie les résultats samedi 18 août. Cette approbation est majoritaire dans l'électorat de gauche et dans celui du RPR et de l'UDF, tandis que les sympathisants du Front national se divisent par moitiés égales (50-50) entre partisans et adversaires de la politique française. Au total, 31 % des Français, selon ce sondage, désapprouvent cette politique.

Les personnes interrogées estiment pourtant en majorité (52 % contre 36 %) que l'embargo ne peut être appliqué sans blocus. Elles approuvent, d'autre part (65 % contre 27 %), les dirigeants américains et britanniques d'avoir envoyé des troupes en Arabie saoudite, cet assentiment étant nettement majoritaire dans tous les électorats (de 61 %, pour la gauche, à 77 % pour l'UDF). L'envoi d'émissaires est considéré comme *« utile pour mieux faire comprendre la position française »* par 72 % des personnes interrogées (contre 26 %), seuls les électeurs du Front national étant majoritairement d'avis contraire (61 % contre 39 %). 63 % des personnes interrogées (contre 33 %) pensent que cette initiative peut *« aider à trouver une solution »* à la crise.

Le CRIF : « Amalgame »

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a protesté, jeudi 16 août, contre le fait que *« des commentateurs aient pu verser dans le piège grossier tendu par Saddam Hussein, qui a voulu établir un amalgame entre l'invasion, par ses hordes, du Koweït, et la situation des territoires occupés par Israël »*. *« Prêter le flanc à une telle supercherie n'est ni cohérent ni sérieux »*, estime M. Kahn.

« Chacun sait que les territoires (Cisjordanie et Gaza) furent annexés en 1950 par la Jordanie et l'Egypte, au grand dam de la Ligue arabe, alors déjà divisée, et que ce n'est qu'en 1967 que ces territoires furent administrés par Israël, suite à la guerre que lui déclarèrent l'ensemble des Etats arabes en vue de sa destruction. »

Le président du CRIF a ajouté : *« Il va de soi que nous souhaitons ardemment une solution pacifique à ce conflit, et nous nous emploierons à encourager le gouvernement israélien à y parvenir. Mais jamais les Israéliens ne voulurent annexer les territoires, alors que Saddam Hussein annonçait, quelques jours après l'invasion du Koweït, le rattachement de cet Etat à l'Irak. Est-il nécessaire de rappeler les circonstances dans lesquelles s'est effectuée cette conquête (exécutions sommaires, pillages, viols) ? »*

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 août 1990 a été tiré à 528 092 exemplaires.

A Soustons (Landes)

MM. Juppé (RPR) et Bayrou (UDF) réaffirment leur volonté de « jouer collectif »

MONT-DE-MARSAN
de notre correspondant

Moins de deux mois après la création de l'Union pour la France, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et François Bayrou, délégué général de l'UDF, se sont retrouvés, vendredi 17 août, pour un dîner-débat à Soustons, dans les Landes. Ils ont tenu un discours rassembleur, en rappelant l'objectif des élections législatives de 1993. *« Il n'y a pas de victoire dans la division, nous devons jouer collectif »*, a affirmé M. Juppé, pour qui *« il n'y a pas de démocratie sans partis »* et *« ce sont des zozos qui disent que la politique, c'est fini »*.

Soustons aurait pu rester une commune ordinaire, plantée en pleine forêt landaise, à deux pas du littoral, mais un certain M. François Mitterrand y a élu domicile, en un lieu dit Latche. Dès lors, rien de ce qui se passe dans cette bourgade n'est innocent. M. Juppé a publiquement remercié le maire du lieu, M. Jean-Yves Montus, socialiste, d'être venu l'accueillir et d'avoir prêté une salle pour le dîner-débat. Or, à l'heure où le responsable du RPR arrivait avec son homologue de l'UDF, le nom de M. Montus était conspué, un peu plus loin, par cent soixante militants du Front national avec, en tête, le député européen Bernard Anthony, dit Romain Marie, parce que la municipalité avait refusé de prêter au parti d'extrême droite un terrain pour sa fête annuelle.

« Deux années de désarroi »

Dans le hall des sports, quelque quatre cents militants du RPR et de l'UDF se pressaient. A la table d'honneur, trois sénateurs et trois conseillers régionaux des deux grandes familles de l'opposition ont partagé, en même temps que le rôti de veau, les bons conseils de MM. Bayrou et Juppé, lesquels ont rappelé, tout au long de la soirée, qu'ils préfèrent aux luttes intestines le front commun contre le PS. *« Nous devons désigner clairement l'adversaire commun et le combattre »*, a affirmé M. Juppé. Si jamais des voix doivent s'élever contre l'union, le Palois Bayrou les fera taire d'un coup de rapière : *« On continuera à en entendre*, a-t-il dit. *Ce sont des voix qui retardent. Plus nous avancerons, plus elles retarderont. »*

« Nous sommes sur la même longueur d'onde », a repris M. Juppé. *« Dès la mi-1991*, a-t-il dit, *nous devons être capables de réaliser la synthèse des états généraux de l'opposition. Celle-ci doit se doter d'une organisation puissante : la victoire de 1993 sera collective ou ne sera pas. »* Pour M. Bayrou, la position de l'UDF est claire : *« Nous sommes l'opposition, et non dans l'opposition »*, a-t-il affirmé. Le secrétaire général du RPR a reconnu, pour sa part, que le temps écoulé depuis l'élection du président de la République n'avait pas été *« drôle »*. *« Ce furent deux années de désarroi »*, a-t-il dit, en affirmant sa confiance dans l'avenir. – *(Intérim.)*

Les facéties de la sonde Magellan

La sonde Magellan a causé des frayeurs aux scientifiques de la NASA. Les techniciens du laboratoire de Pasadena (Californie) procédaient à des essais jeudi 16 août dans la soirée, quand ils ont subitement perdu tout contact avec cette sonde en orbite autour de Vénus depuis le 10 août. La liaison a heureusement pu être rétablie vendredi 17 en fin de matinée, après plus d'une nuit d'efforts.

La sonde utilise, pour se positionner, un certain nombre d'étoiles, exactement comme un navigateur qui ferait le point dans la nuit. Les scientifiques pensent qu'elle a probablement dirigé son antenne sur une « mauvaise étoile » qui n'était pas programmée sur l'ordinateur dans le cadre de cette mission, ce qui lui a fait perdre contact avec la Terre.

Cette erreur déclenche automatiquement un dispositif d'urgence. Passé un délai de dix-huit heures, la sonde devait commencer à chercher à se réorienter vers la Terre mais, par chance, deux de ses signaux ont été captés au sol avant la mise en route de cette procédure, et les techniciens ont pu localiser l'engin et reprendre contact avec lui.

En tout état de cause, les clichés de Vénus pris avant cet incident se sont révélés de bonne qualité et les premières photographies de cette planète seront publiées dès la semaine du 20 au 27 août, et non en septembre comme la NASA l'avait prévu. Les clichés montrent notamment *« des flots de lave, des fractures du sol et des cônes de cendres »*, selon Tony Spear, un responsable du projet. *(AFP.)*

Entretiens Genscher-Chevardnadze à Moscou

L'accord final sur les aspects extérieurs de l'unification allemande sera signé le 12 septembre

MOSCOU
de notre correspondant

La brève visite de travail effectuée jeudi 16 et vendredi 17 août à Moscou par le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a confirmé qu'aucune divergence de taille n'existait entre Moscou et Bonn sur l'unification allemande.

Après le sommet historique du Caucase, où M. Mikhaïl Gorbatchev avait levé les derniers obstacles se dressant sur le chemin de l'unification allemande, les deux pays ont déjà les yeux tournés vers leur coopération future. M. Edouard Chevardnadze et son homologue ouest-allemand ont annoncé vendredi devant la presse qu'un accord politique final dans le cadre des discussions « 2 + 4 », qui réunissent les deux Allemagnes avec les quatre puissances victorieuses de l'Allemagne nazie, devrait être signé dès le 12 septembre à Moscou. Les problèmes internationaux liés à l'unification allemande devraient par conséquent être réglés dans moins d'un mois. Le document final est pratiquement prêt, seuls quelques détails restent à régler. M. Genscher a fait au passage une petite révélation en indiquant que la RFA et la RDA feraient d'ici le 12 septembre une *« déclaration contraignante »* sur les plafonds des forces armées de la future Allemagne unifiée.

Grandes ambitions

L'après-unification a constitué un volet important des discussions entre MM. Chevardnadze et Genscher. Plusieurs projets d'accords d'envergure sont à l'étude. Le ministre soviétique a parlé d'un *« important accord »* politique, qui régira les relations entre les deux pays et d'un vaste accord de coopération économique.

L'URSS et l'Allemagne unifiée devraient enfin conclure un accord portant sur les aspects matériels et financiers liés au stationnement et au retrait, dans un délai de trois à quatre ans, des 380 000 soldats soviétiques du territoire actuel de la RDA.

Moscou et Bonn nourrissent mutuellement de grandes ambitions. L'Union soviétique a besoin, plus que jamais, de la formidable machine économique allemande pour remettre en état le pays et l'aider à affronter le passage à l'économie de marché. Une ambitieuse coopération avec Moscou assurera d'autre part à l'Allemagne unie de vastes débouchés pour son économie, qui confirmeraient encore davantage sa présence à l'Est de l'Europe. – *(Intérim.)*

□ **Menaces de grève à la SFP.** – Le personnel de la société française de production (SFP) est appelé par les syndicats CGT et CFDT à une assemblée générale, mardi 21 Août, à la veille du comité d'entreprise qui doit discuter des 500 suppressions d'emplois décidés par la direction. La CGT entend soumettre à cette assemblée le principe d'une grève. Les deux syndicats demandent que soit mis fin à des situations comme celles de Mme Catherine Soisson ou de M. Jean-Claude Héberlé (*le Monde* du 16 Août) qui, selon eux, restent salariés de la SFP sans y exercer de fonctions véritables.

□ **TANZANIE : les adieux de M. Nyerere.** – « Père de l'indépendance » et fondateur du socialisme tanzanien, M. Julius Nyerere, a passé vendredi 17 août, les commandes du parti unique au pouvoir à M. Ali Hassan Mwinyi, président de la République depuis 1985. Après vingt-quatre ans passés à la tête du pays, M. Julius Nyerere abandonne ainsi son dernier poste politique important. – *(AFP, Reuter.)*

Les manifestations contre le tracé du TGV-Méditerranée

La SNCF maintient un service normal samedi

La direction régionale SNCF de Provence-Côte d'Azur devait mettre en circulation tous les trains prévus normalement samedi 18 août malgré les menaces d'occupation des voies lancées par les opposants au tracé du TGV dans la région, a indiqué la société nationale vendredi dans un communiqué.

Les associations provençales ont en effet lancé leur première manifestation unitaire pour *« exiger une vraie concertation afin que le train de l'avenir ne détruise pas la Provence »*, prévoyant de bloquer la circulation des trains dans six départements (Bouches-du-Rhône, Gard, Drôme, Var, Vaucluse et Hérault) et d'installer sur les routes des *« barrages filtrants »*, avec distribution de produits régionaux, samedi à partir de 18 heures.

La SNCF précise qu'elle *« ne peut que regretter les désagréments »* pour la clientèle qui risquent de résulter de ces actions et souligne qu'elle *« s'efforcera de les réduire au minimum »*. Samedi matin a été considéré comme période bleue (au lieu de période blanche) pour que les clients ayant avancé leur départ ne perdent pas le bénéfice d'éventuels tarifs réduits. Samedi soir, les centres de renseignements téléphonés de Paris et du sud de la France devaient rester ouverts jusqu'au milieu de la nuit. En cas de perturbations, le minitel (36 15 SNCF) donnera la situation des retards en temps réel, et l'assistance aux voyageurs devait être renforcée dans les gares.

□ **PRÉCISION.** – Nous annoncions dans *le Monde* du samedi 18 août le décès de M. Jean-Marie Dupuy, adjoint au directeur du projet TGV-Provence. Les obsèques, annoncées pour la journée du samedi 18 août à Aix-en-Provence, ont été reportées.